

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 22 février 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. ~~V. BRAECKELAERE~~, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, ~~G. MICHEZ~~, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 11 février 2016.

1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 37 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 25 janvier 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Le **président** de séance rend ensuite l'hommage suivant à Messieurs Patrick HOURDEQUIN et Jean-Pierre DETREMMERIE :

"Je voudrais, au nom du Conseil communal, que nous puissions rendre un hommage à Patrick Hourdequin, qui s'est éteint il y a une semaine à Monaco.

Patrick HOURDEQUIN, c'était un homme de passion. Il aimait le spectacle, brûler les planches. Il aimait la magie, le théâtre, la comédie musicale. Il aimait cette ambiance inédite que lui offraient les chapiteaux.

S'il fait des études de droit, c'est parce qu'il le faut bien mais sans plus de conviction : sa vie est ailleurs.

Avec Krinou, son épouse, il rejoint la grande famille Bouglione, conquise par ses nombreuses compétences. Et les HOURDEQUIN prennent la route, sillonnent les pays au gré des spectacles de Bouglione jusqu'à ce que les enfants soient en âge de scolarité. La petite famille s'installe alors à Monaco.

Patrick continue alors à s'investir avec passion dans le cirque monégasque... Le prince Rainier lui donne même les moyens d'initier le Magic Stars.

Patrick n'a jamais oublié sa ville et les amis qu'il y a laissés, comme Jean-Pol LENGLEZ, le libraire de la place de Lille. C'est d'ailleurs avec lui et avec d'autres passionnés, Noël COECK ou encore Philippe DEMAN, pour ne citer qu'eux, qu'il lance en 88, la Piste aux Espoirs, un festival de cirque amateur qui a vu éclore bien des talents.

Il a longtemps présidé le jury de la Piste, longtemps été aux côtés du noyau fondateur.

Nous lui devons cet événement magnifique mais aussi d'avoir fait naître des artistes du cirque.

A sa famille, à ses amis, le conseil communal adresse ses plus sincères condoléances.

Je vous propose maintenant de rendre un second hommage.

Jean-Pierre DETREMMERIE, ancien bourgmestre de la cité voisine de Mouscron, nous a quittés brutalement ce week-end.

Il était âgé de 75 ans. Depuis 2006, il avait cédé les clés de Mouscron à Alfred GADENNE mais il a passé une grande partie de sa vie aux commandes d'une cité dont il marquera à jamais les esprits. C'était un homme passionné; municipaliste dans l'âme, le foot chevillé au corps.

Il débute sa carrière politique en 1970, à 30 ans. Il devient alors conseiller communal puis en 1976, échevin des sports, avant de devenir bourgmestre, en 1980.

L'année suivante, il est élu député fédéral. Il le restera jusqu'en 2003, puis siègera comme député régional avant, en 2005, de confier son mandat à Damien YZERBYT.

Jean-Pierre DETREMMERIE, c'était un personnage. Ceux qui l'ont côtoyé, le disent. Un personnage atypique qui s'est dévoué sans compter pour sa ville. Il voulait lui dessiner un avenir, comme un père pour ses enfants. Il voulait que la cité des Hurlus se développe, connaisse un nouvel essor économique et soit connue partout.

Il crée l'IEG, défend Mouscron bec et ongles, l'engage dans une reconversion que l'on salue encore aujourd'hui.

Pour asseoir le nom de sa ville, il mise sur le foot, sur l'Excelsior qui accède à la première division.

Aujourd'hui, je voudrais que nous rendions hommage à cet homme investi, à cette personnalité atypique qui a œuvré pour sa ville.

A sa famille, ses proches, à ses amis, le Conseil communal de Tournai adresse ses plus sincères condoléances."

A l'issue de ces hommages, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

Le conseil communal prend ensuite connaissance :

*** du courrier du service public fédéral finances concernant l'impact "tax shift" pour la période de 2016 à 2021 :**

"Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Me référant à ma lettre du 30 octobre 2015 (réf. : ESS/SE/CBRFS/MH/2015/0261) relative à l'estimation initiale pour l'année 2016, je vous communique par la présente un aperçu pluriannuel de l'impact découlant du tax shift pour la période 2016 à 2021.

L'impact sur l'exercice d'imposition 2016 concerne les effets découlant des mesures prises au niveau du tax shift I. Cet impact influence tant les recettes de 2016 que les recettes de 2017.

Le tax shift II commence à sortir ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2017 jusque et y compris l'exercice d'imposition 2020. Les effets précités pour votre commune sont repris schématiquement dans l'aperçu ci-après :

- pour l'année 2016, l'impact est estimé à un montant de 71.720,61€;
- pour l'année 2017, l'impact est estimé à un montant de 324.974,03€;

- pour l'année 2018, l'impact est estimé à un montant de 363.065,64€;
- pour l'année 2019, l'impact est estimé à un montant de 211, 655,47€;
- pour l'année 2020, l'impact est estimé à un montant de 631.300,70€;
- pour l'année 2021, l'impact est estimé à un montant de 415.979,51€.

Bien évidemment, l'impact précité doit être considéré de façon cumulative. Par exemple, en 2021, il faut donc - en plus de l'effet spécifique mentionné dans le tableau pour cette année-là - rajouter les effets spécifiques de toutes les années précédentes afin d'obtenir l'effet total du tax shift.

En outre, il est à signaler que les impacts précités ne représentent que des effets bruts en la matière. En effet, ces montants ne tiennent pas compte «des effets de retour» découlant des différentes mesures prises dans le cadre du tax shift I et II. Ces mesures ont eu surtout comme but d'augmenter la compétitivité de l'économie belge et donc de relancer le marché de l'emploi. Il va de soi qu'une augmentation du taux d'emploi sortira des effets positifs sur la masse salariale et donc sur le niveau des recettes perçues tant au niveau de l'impôt des personnes physiques que de l'IPP/COM.

Ensuite, j'attire votre attention sur le fait que le Gouvernement fédéral a également pris des mesures qui sortiront des effets positifs, bien qu'indirects, sur les finances locales des communes.

Je cite comme exemples :

- la réduction du taux de TVA sur la construction des bâtiments scolaires;
- la réduction des cotisations ONSS pour les employeurs dans le secteur non marchand et dans celui du non-profit social.

Il est clair que les effets du tax shift doivent être interprétés dans un contexte global.

Enfin, il est à noter que tous les impacts ont été calculés sur base du taux des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques de l'exercice d'imposition 2015. (...)

Le directeur du service d'encadrement,
Christiaan DELAERE."

(1) le tax shift est un glissement de la base sur laquelle on va prélever les impôts. Une sorte de virage fiscal afin d'alléger les prélèvements sur le travail et les faire porter sur d'autres types de revenus ou de comportements (polluants par exemple), et ce, afin de maintenir le niveau des recettes de l'Etat.

*** de l'arrêté du ministre Paul FURLAN, qui réforme le budget 2016 de la Ville** approuvé en séance du 26 octobre 2015:

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le budget pour l'exercice 2016 de la Ville de Tournai voté en séance du conseil communal en date du 26 octobre 2015 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 1er décembre 2015;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 prorogeant jusqu'au 15 janvier 2016 le délai imparti pour statuer sur ledit budget;

Vu la circulaire du 16 juillet 2015 relative à l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2016;

Vu les courriers du 30 octobre 2015 par lesquels le Service public fédéral Finances communique à la Ville de Tournai, la nouvelle estimation pour l'exercice 2015 et l'évaluation pour l'année 2016, des recettes en matière d'additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques ainsi que les frais administratifs y relatifs, ainsi que le montant de la compensation pour les travailleurs frontaliers luxembourgeois;

Considérant qu'en vertu des instructions et directives susmentionnées, il convient de comptabiliser au tableau de synthèse du budget 2016, la moins-value de recettes IPP pour l'exercice 2015 et les frais administratifs en moins y relatifs, lesquels ont un impact direct sur le montant du boni présumé des exercices antérieurs en diminution de 5.658.704,00€;

Considérant qu'en application du courrier du 30 octobre 2015 émanant du SPF Finances, il convient également de rectifier à la hausse la prévision de recettes IPP 2016 et les frais administratifs concernant cet exercice, ainsi que la compensation 2016 pour les travailleurs frontaliers luxembourgeois laquelle doit être de 0,00€ en lieu et place de 6.505,92€;

Considérant qu'en application de l'information qui vous a été communiquée par le Service public Wallonie, Direction de la comptabilité des recettes fiscales en date du 9 octobre 2015, la prévision 2016 relative aux additionnels à la taxe sur les véhicules automobiles correspond au total des recettes réalisées en 2014 multiplié par un coefficient de 1,00157388, soit un montant de 797.056,02€;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes rendu en date du 22 décembre 2015;

Considérant les remarques suivantes du CRAC :

«Après analyse du budget initial 2016 de la Ville de Tournai, le Centre remet un avis réservé sur celui-ci.

Bien que:

- le Centre ait été associé à son élaboration;
- après intégration des nouveaux résultats, le tableau de bord actualisé par la Ville respecte la trajectoire budgétaire d'équilibre dès 2017;
- l'équilibre soit atteint sans utilisation d'un crédit spécial de recettes;
- la dotation à la Zone de police soit conforme à la circulaire budgétaire;
- la balise d'emprunts pluriannuelle soit respectée;
- la balise du coût net de personnel soit respectée.

Il faut toutefois regretter le fait que:

- la balise du coût net de fonctionnement ne soit pas respectée et que les dépenses de fonctionnement augmentent fortement notamment en ce qui concerne les musées et l'adhésion au parc des plaines de l'Escaut;
- le tableau de bord de la Ville ne tienne pas compte des déficits annoncés dans les tableaux de bord du CPAS et de la Zone de police;
- la Zone de police ne respecte pas les prescrits liés à l'utilisation des fonds propres;
- les incertitudes encore importantes quant à l'évolution de la situation financière du CPAS.

Par ailleurs, le Centre attire l'attention sur le fait que les cotisations pensions de solidarité devront être adaptées suite aux nouvelles informations arrivées après le vote du présent budget, de même que les montants relatifs aux additionnels à l'impôt des personnes physiques.

Après analyse du budget initial 2016 du CPAS de Tournai, le Centre regrette le fait que:

- le tableau de bord du CPAS présenté par le CPAS dans le cadre de l'actualisation de son plan de gestion présente des exercices cumulés en mali dès 2017;
- après intégration des nouveaux résultats, la balise du coût net de fonctionnement ne soit pas respectée;

- aucune intervention complémentaire fédérale n'a été intégrée alors que le CPAS a reçu une aide de 315.007,20€ en 2015;

- le CPAS ne fait pas mention d'un calendrier de reconstitution de la trésorerie extraordinaire ni d'ailleurs de la résorption de l'avance de trésorerie ordinaire faite par la Ville;

- la problématique de l'alimentation additionnelle de la provision dédiée à la couverture du surcoût lié au personnel statutaire mis à disposition du CHWAPI n'est toujours pas solutionnée. A cet égard, il convient de faire un inventaire sur les années 2013 à 2014 des ETP statutaires qui ont réintégré le CPAS ainsi que des charges à venir liées au personnel qui restera détaché jusqu'à extinction.

En outre, le Centre attire l'attention des autorités sur le coût net de l'aide sociale qui est plus élevé au budget initial 2016 qu'au compte 2014: il augmente en effet de 424.515,17€, soit +11,07%; la dotation communale, quant à elle, augmente de 676.552,00€ dans le budget du CPAS alors que, comme expliqué plus haut, l'augmentation sera annulée au compte 2015 suite à la libération de l'aide fédérale.

Enfin, le Centre invite le CPAS à continuer son travail concernant l'actualisation de son plan de gestion, suite aux remarques émises par lui lors des réunions de travail. A cette fin, le Centre invite la Commune et le CPAS à redéfinir les missions essentielles et prioritaires à assurer. Des coûts maxima admissibles (équilibre ou déficit acceptable à plafonner) par service devront être fixés. En parallèle, une réflexion est à mener sur le recentrage des activités autour de l'aide sociale au vu de l'évolution de son coût net par rapport à celle de la dotation communale.»

Considérant que le budget pour l'exercice 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE:

Article 1er : Le budget pour l'exercice 2016 de la Ville de Tournai voté en séance du conseil communal en date du 26 octobre 2015 est réformé comme suit:

SERVICE ORDINAIRE

1. Situation avant réformation

Recettes globales 108.169.438,54

Dépenses globales 101.768.120,69

Résultat global 6.401.317,85

2. Modification des recettes

00010/466-48 0,00 au lieu de 6.505,92, soit 6.505,92 en moins

040/372-01 24.481.115,46 au lieu de 20.527.638,66, soit 3.953.476,80 en plus

040/373-01 797.056,02 au lieu de 944.460,00, soit 147.403,98 en moins

000/951-01 1.429.795,79 au lieu de 7.088.499,79, soit 5.658.704,00 en moins

3. Modification des dépenses

121/123-48 244.811,15 au lieu de 205.276,39, soit 39.534,76 en plus

4. Récapitulatif des résultats tels que réformés

Exercice propre

Recettes

104.880.505,65

Dépenses

100.975.655,45

Résultats

3.904.850,20

Exercices antérieurs

Recettes
1.429.795,79
Dépenses
832.000,00
Résultats
597.795,79

Prélèvements

Recettes
0,00
Dépenses
0,00
Résultats
0,00

Global

Recettes
106.310.301,44
Dépenses
101.807.655,45
Résultats
4.502.645,99

5. Solde des provisions et du fonds de réserve ordinaire après le présent budget :

Provisions : 11.528.806,38€

Fonds de réserve : 3.574.591,90 €.

SERVICE EXTRAORDINAIRE

1. Situation avant réformation

Recettes globales
28.327.240,37
Dépenses globales
22.437.093,04
Résultat global
5.890.147,33

2. Modification des recettes

Néant

3. Modification des dépenses

Néant

4. Récapitulatif des résultats tels que réformés

Exercice propre

Recettes
18.236.675,54
Dépenses
22.222.593,04
Résultats
-3.985.917,50

Exercices antérieurs

Recettes

5.890.147,33

Dépenses

214.500,00

Résultats

5.675.647,33

Prélèvements

Recettes

4.200.417,50

Dépenses

0,00

Résultats

4.200.417,50

Global

Recettes

28.327.240,37

Dépenses

22.437.093,04

Résultats

5.890.147,33

5. Solde des fonds de réserve extraordinaires après le présent budget :

- Fonds de réserve extraordinaire : 1.217.134,41€

- Fonds de réserve extraordinaire FRIC : 371.027,00€.

Article 2 : un recours en annulation est ouvert contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui vous est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat: <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>

Article 3 : l'attention des autorités communales est attirée sur la remarque suivante:

il est recommandé à l'autorité communale :

- de revoir le tableau de bord du plan de gestion de la Ville sur base des chiffres arrêtés du budget 2016;

- d'inviter l'autorité du CPAS à intégrer dans son plan de gestion les remarques émises par le CRAC et de soumettre celui-ci au plus tard lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 5 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 6 : le présent arrêté est notifié, pour exécution, au collège communal de Tournai.

Il est communiqué par le collège communal au conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

Article 7 : Le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes.

Namur le 13 janvier 2016

Paul FURLAN"

*** du courrier du 17 février 2016 du Vice-Président et Ministre du Gouvernement wallon Maxime PREVOT, adressé à Monsieur le Bourgmestre Rudy DEMOTTE et relatif à la mise à gabarit de l'Escaut :**

"Par la présente, dans le cadre de l'objet sous rubrique, je vous prie de bien vouloir prendre en considération les éléments suivants, conformément à l'accord intervenu à la réunion susvisée :

- contact avec le bureau GREISCH pour s'adjoindre les services d'un architecte additionnel (choisi hors arrondissement de Tournai);
- mise en place d'ici fin février par la Ville de Tournai, d'un comité d'accompagnement, en ce qui concerne le Pont des Trous, regroupant l'associatif, le technique et le politique;
- mise à disposition des nouvelles esquisses relatives au Pont des Trous réalisées avec l'appui de l'équipe élargie pour le 15 avril 2016;

- date butoir du choix final de l'esquisse par le comité d'accompagnement fixée au 30 juin 2016. Si à cette échéance, aucune décision unanime ou majoritaire quant à l'option à retenir n'a été prise, je me permettrai d'opérer avec mes équipes la sélection finale du projet retenu pour le pont des Trous.

Quant à la mise à gabarit de l'Escaut et aux allégations selon lesquelles cette mise à gabarit serait pour des bateaux de classe Vb, je vous prie de trouver en annexe le rapport technique démontrant qu'il s'agit bien d'une mise à gabarit de classe Va. Vous y trouverez également une approche théorique d'un élargissement à la classe Vb. Le vocable "théorique" a toute son importance.

Enfin, j'ai pris connaissance de l'article de presse paru ce 15 février 2016, dans le journal "L'avenir", et selon lequel, je cite : "Pourquoi ce qui était jugé suffisant en 2013 ne l'est plus en 2015 ? Que signifient donc ces références à des bateaux beaucoup plus longs qu'annoncés ?"

Pour rappel, le nouveau tracé du quai Saint-Brice provient de l'étude de navigation menée par Alkyon en 2009. Il a juste été adapté à l'aval du tracé afin de se raccorder tangentiellement sur le mur de quai existant (± 50 cm de correction au point de raccord aval). Affirmer que le tracé a été modifié entre 2013 et 2015 constitue une contrevérité, il n'a en fait quasi plus évolué depuis 2009...

Quant aux bateaux de classe Vb, l'explication est fournie dans le rapport ci-annexé et plus particulièrement au point 7 : "Dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transport fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit Va, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit Vb. La trajectoire idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie pour le gabarit Va approche le mur de berge à moins de 2 mètres ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit Vb mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manoeuvres". En résumé, cette considération très technique conduit à démontrer que le passage des bateaux de classe Vb ne répond pas aux normes de navigation et est donc interdit.

Actuellement, des bateaux de gabarit NON STANDARDISE (par exemple 109 x 10,5 m comme cité dans l'article) peuvent effectivement passer à Tournai. Ces bateaux non standardisés sont rares et dans le futur, ne seront plus construits. L'avenir du transport fluvial passe donc par les gabarits standardisés et donc par le gabarit Va qui nécessite cet élargissement pour pouvoir naviguer dans des conditions acceptables.

En outre, je vous rappelle que divers ouvrages sur l'Escaut à proximité immédiate de Tournai (notamment les écluses de Kain et Hérinnes ainsi que le pont des roulages) ne permettent pas le passage des bateaux de classe Vb. Il n'y a donc aucune crainte à avoir et le spectre d'une manoeuvre de coulisse de la part de la Région pour permettre le passage de bateaux de gabarit Vb est donc totalement infondé. "

Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Suivi de l'échéancier sur la mise à gabarit de l'Escaut établi avec Monsieur le Ministre Maxime PREVOT", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**.

2) "Master plan global portant, d'une part, sur une amélioration qualitative du Mont Saint-Aubert, une redynamisation touristique et sur l'intégration de la dimension riveraine et, d'autre part, sur l'élaboration de la charte de bons procédés", déposée par Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCOQ**.

Il y sera répondu en fin de séance publique respectivement par Monsieur l'Echevin de l'urbanisme, Robert DELVIGNE, et par Madame l'Echevine du tourisme, Ludivine DEDONDER.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, formule les observations suivantes au sujet des communications :

"Je voulais revenir à la réformation du budget par la tutelle. Vous dites que c'est technique. Mais des choses importantes figurent dans cet avis. J'aimerais savoir si vous comptez prendre des mesures et si la commission des finances en sera informée. Nous constatons une diminution importante du résultat suite à cette réformation."

Elle rappelle par ailleurs les propos du ministre de tutelle au sujet du CPAS.

Le **président** d'assemblée précise qu'une suite sera donnée dans les deux cas.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Je ne peux m'empêcher de réagir aux conséquences que va avoir le glissement fiscal. Si j'ai bien compris, les conséquences de ce glissement fiscal doivent être cumulées. Cela signifie pour 2016 un impact de 71.000,00€. Et si on cumule les montants d'année en année, on constate un manque à gagner pour la ville de 2 millions d'euros en 2021. Ce n'est pas anodin. Finalement, le gouvernement fédéral compense le manque à gagner au niveau de l'impôt sur les personnes physiques, annoncé à grand renfort de publicité, par des prélèvements sous forme de taxes sur d'autres produits. Cela signifie que le gouvernement fédéral espère réaliser une opération blanche dans le sens où ce qui n'est pas perçu par l'impôt sur les personnes physiques le sera sous forme de taxe.

Le financement du "tax shift" est reporté sur les entités fédérées et plus particulièrement sur les communes. Forcément, ces entités vont être appelées à prendre des mesures pour équilibrer leur budget puisque les budgets cumulés des administrations doivent être transmis à l'Europe en équilibre. Donc l'augmentation des redevances et des taxes communales pourrait compenser le manque à gagner au niveau du retour de l'impôt fédéral. J'avais parlé d'hypocrisie fiscale lors de mon intervention sur le budget communal. Je constate que cette hypocrisie fiscale prend des proportions exceptionnelles dans notre pays. Le drame, c'est qu'il n'y ait plus de débat ni de réflexion commune entre les différentes entités pour réfléchir à une fiscalité raisonnable à appliquer aux citoyens.

En quelque sorte, chacun doit se débrouiller pour établir son budget et prélever l'impôt selon ses besoins. C'est déplaisant pour la population. Cela peut avoir des conséquences très néfastes. En lisant tout le document, on peut conclure que le citoyen va payer plus d'impôt après le glissement fiscal. Ma deuxième intervention concerne la réformation du budget, à l'instar de ma collègue ECOLO. J'avais raison lorsque je disais qu'il ne fallait pas présenter le budget trop tôt. On doit en effet se baser sur de simples hypothèses. Le budget a été voté le 26 octobre. Le courrier du service public fédéral des finances est parvenu à la commune le 30 octobre, soit 4 jours après. Il en résulte une diminution de 2 millions d'euros du résultat global. Je continue à penser que présenter un budget

dans des délais plus raisonnables, c'est-à-dire en novembre, permettrait de travailler avec des chiffres plus précis. L'objectif n'est pas d'être le premier mais d'être le plus précis, le meilleur possible. Ce n'est pas banal qu'un budget soit réformé de manière aussi importante. A mon avis, c'est une première dans l'histoire de Tournai."

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"L'expression "glissement fiscal" est très claire. On ne parle pas d'une "réduction" d'impôt mais "d'un glissement" d'impôt. Cela signifie qu'on déplace les masses vers d'autres types d'impôt comme notamment l'impôt indirect, la TVA, les accises vers d'autres niveaux. Comment ? Dès lors qu'on diminue le taux de base de l'impôt sur les personnes physiques, cela a un impact sur les additionnels que nous fixons. Si on diminue le niveau du prélèvement, il y a une conséquence sur tous les autres niveaux de pouvoir, y compris pour la Ville.

Ma deuxième remarque concerne les échéances. Si nous avons aujourd'hui des contraintes de dépôt plus rapide de nos budgets, c'est parce que l'Union européenne le demande pour tous les pouvoirs publics, y compris les communes.

Evidemment, des corrections peuvent avoir lieu. Mais je voulais souligner une chose. C'est le côté extrêmement aléatoire de la fixation du rendement de l'impôt des personnes physiques à cause des questions d'enrôlement. Celui-ci connaît pour le moment des cycles de plus en plus atypiques et imprévisibles. Les variations ne sont pas le fait d'une mauvaise estimation a priori, mais aussi du côté erratique des statistiques qui nous sont fournies par le fédéral, notamment sous l'angle de l'enrôlement des impôts."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

"Les remarques, qui figurent dans le document à propos du CPAS, sont assez dures. Elles concernent les projections des années à venir, le non-respect des balises du coût de fonctionnement, l'oubli de mentionner les interventions du fédéral, l'absence de calendrier de reconstitution.

Comme nous l'avons déjà demandé à de nombreuses reprises, nous voulons que le contrôle du fonctionnement du CPAS se fasse par un organisme externe.

On aimerait aussi savoir où en est le travail de la task force.

Nous rappelons qu'afin de pérenniser l'action du CPAS, il est crucial de cerner tous ses dysfonctionnements et d'y apporter très rapidement remède.

Nous insistons encore une fois sur le fait qu'il est temps, voire urgent, que le CPAS définisse clairement quelles sont ses priorités."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, prend également la parole :

"Contrairement à la manière dont vous présentez les choses, Monsieur le Président, ce budget réformé n'est pas du tout anodin et permet de soulever 3 éléments plus politiques :

- le tableau de bord ne tient pas compte du déficit annoncé par la zone de police;
- la situation des finances du CPAS est catastrophique, elle est due à l'augmentation des bénéficiaires du RIS, mais aussi de l'aide sociale en général;
- l'appauvrissement de la ville s'accélère. Jusqu'à présent, on a l'impression que la majorité refuse d'en prendre l'exacte mesure, or cela entraîne des augmentations de dépenses et aussi des diminutions de recettes; c'est tout un tissu social et sociétal qui se délite sans parler d'un sentiment d'insécurité assez croissant.

Ma dernière remarque concerne l'adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut, point que j'avais soulevé lors d'un conseil précédent. Visiblement l'avis du CRAC est le même : c'est très cher !"

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue des Thermes : interdiction de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un riverain domicilié au n°14 de la rue des Thermes à Kain éprouve régulièrement des difficultés pour accéder à son garage en raison de l'étroitesse de la rue et des véhicules en stationnement;

Considérant que pour remédier à cette situation, la police propose d'interdire le stationnement sur une longueur de 1,50m à gauche du garage;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Thermes à Kain, le stationnement est interdit entre le n°14 et le garage y attenant sur une longueur de 1,50m.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue Edmond Courault, 17: organisation du stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Attendu que dans la rue Edmond Courault, face à l'habitation portant le n°17 de la place du Renard, l'habitant des lieux a interpellé à plusieurs reprises les services de police sur la difficulté que les membres de sa famille et lui-même éprouvent à garer les trois véhicules à proximité de leur propriété;
Attendu que cette situation est engendrée par la localisation de l'habitation à l'angle d'un carrefour, la proximité d'un passage pour piétons et la présence d'un très large trottoir en face de leur garage;
Considérant que la tutelle régionale préconise l'organisation du stationnement en partie sur l'accotement en saillie, moyennant le respect de la largeur minimale de 1,50m à réserver aux piétons, permettant ainsi le stationnement de deux véhicules dans la rue Edmond Courault, face au domicile du demandeur;
Considérant le rapport des services de police;
Considérant le plan joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Edmond Courault à Kain, le stationnement est organisé en partie sur l'accotement en saillie, sur une distance de 14m, le long de l'immeuble n°17 de la place du Renard. Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Vaulx : limites d'agglomération.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient comme suit :

"Je vais taper à nouveau sur le clou. On va me trouver têtu. J'appelle cela de la ténacité. J'insiste à nouveau sur la nécessité de faire une étude, village par village, de tous ces problèmes de sécurisation de traversées de village.

Il y a quelque temps, on a fait une modification à Rumillies. Le 29 février, vous serez interpellés par les habitants de Ramegnies-Chin pour un problème de sécurité. Des villages sont en agglomération. D'autres ne le sont pas. On me signalait à Blandain, des problèmes de parking. Le même problème se pose à Kain. Je réitère donc ma demande de procéder village par village. Une étude de mobilité, de sécurité et de sécurisation devrait être planifiée village par village."

Le **président** d'assemblée précise que ce point a été abordé au conseil de police.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que de nombreux riverains se plaignent régulièrement de la vitesse excessive de certains véhicules dans le village de Vaulx, à des endroits où la police ne peut pas verbaliser vu l'absence de signaux permettant une vitesse maximale de 90 km/heure;

Considérant que d'autres doléances concernent le stationnement intempestif de poids lourds dans des zones non agglomérées ou le stationnement des véhicules avec les deux-roues sur les accotements en saillie;

Attendu que, suite à ce constat, la police propose de délimiter une agglomération pour le village de Vaulx;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : les limites de l'agglomération de Vaulx sont fixées comme suit:

- rue de la Trondeloire, à hauteur du n°18
- Vieux chemin de Mons, à hauteur du n°47 (juste avant la rue des Merisiers, venant de Tournai)
- RN500 (rues Michel Holyman et du Canon) à hauteur des PK 1.800 et 2.560 (n°53)
- chaussée sans nom reliant les rues de Calonne et du Canon, juste avant celle-ci, venant de l'Escaut.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F1 (début d'agglomération) et F3 (fin d'agglomération).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, chaussée de Renaix/sentier n°20: interdiction aux plus de 5T.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que la police est intervenue à la demande d'un riverain domicilié chaussée de Renaix, 359 à Rumillies, pour vérifier s'il était possible de réglementer et d'interdire le passage des camions de plus de 3,5T sur le chemin longeant sa propriété (par la gauche) et répertorié comme le sentier n°20;

Considérant que ce chemin d'une largeur d'environ 3,50m et d'une longueur de 30m conduit à l'arrière de la propriété du n°56 de la chaussée de Frasnes à Rumillies et se prolonge sur la gauche sur une largeur d'environ 1,50m, constituant par la même occasion une servitude pour les riverains de la chaussée de Renaix à Rumillies;

Considérant que, comme le confirme le service des travaux de Kain, les conduites d'égouttage sont peu profondes et le passage de camions de gros tonnage risque de les éventrer;

Considérant que des renseignements obtenus auprès du service communal responsable de l'atlas des chemins de l'entité, il ressort que le chemin appartient sur une largeur d'un mètre à la Ville et l'autre partie au riverain domicilié au n°56 de la chaussée de Frasnes à Rumillies;

Attendu que, contacté par la police, ce riverain ne s'oppose pas à ce qu'une interdiction soit instaurée pour le passage des camions;

Attendu que la direction de la réglementation et des droits des usagers venue sur place a préféré une interdiction aux camions de plus de 5T, de façon à pouvoir maintenir certaines livraisons;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée de Renaix à Rumillies, l'accès au passage existant entre les n°359 et 363 est interdit aux conducteurs de véhicule dont la masse en charge excède 5T.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5T).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, chemin Royer et Ramegnies-Chin, rue d'Allain : réglementation de la circulation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, régulièrement, lors de festivités et/ou de travaux dans le district de Templeuve, les bus de la société de transport en commun du Hainaut (TEC) doivent emprunter l'axe formé entre Froyennes et Ramegnies-Chin via le chemin Royer et la rue d'Allain;

Considérant que la police doit alors prendre un arrêté de police autorisant la circulation des bus du TEC sur cet axe;

Considérant que la signalisation actuellement en place est une interdiction de circulation aux + de 7.5T, excepté usage agricole, et qu'elle ne permet pas le passage des bus;

Considérant qu'il y aurait donc lieu d'ajouter l'additionnel "excepté desserte locale" permettant le passage des bus du TEC;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans l'axe formé par le chemin Royer à Froyennes et la rue d'Allain à Ramegnies-Chin, l'exception à l'usage agricole existante sous les signaux limitant le tonnage à 7,5T est complétée par une exception à la desserte locale. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (7,5 T) avec panneau additionnel reprenant la mention "EXCEPTE USAGE AGRICOLE ET DESSERTE LOCALE".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Templeuve, rue Rumez : division axiale de la chaussée.

Le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande d'emblée ce qu'il y a lieu d'entendre par "division axiale de la chaussée ?"

"C'est une bande qui sépare la chaussée en deux" lui précise le **président** d'assemblée.

Selon le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, le conseil communal a voté il y a 5-6 ans le marquage de la route qui traverse le zoning d'Orcq, de la chaussée de Lille jusqu'au rond-point. Ce marquage n'a jamais été effectué. Pourquoi ? questionne-t-il.

Le **président** d'assemblée précise, à l'instar de l'échevin des travaux, que cette route est devenue régionale dans l'intervalle.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'aux fins d'assurer la sécurité et de canaliser les véhicules à proximité du carrefour formé par la rue Rumez à Templeuve (à hauteur du n°2), la police suggère de :

- placer un signal B17 renforcé par un marquage au sol
- diviser la chaussée (partie principale) en deux bandes de circulation sur 2x50m à l'approche du carrefour qu'elle forme avec elle-même;

Considérant le rapport de police joint en annexe;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Rumez (partie principale) à Templeuve, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation sur 2x50m, à l'approche du carrefour qu'elle forme avec elle-même (à hauteur du n°2). Cette mesure sera matérialisée par le tracé de deux lignes blanches continues amorcées par trois traits discontinus.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue des Thermes : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM entre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue des Thermes, 22 à 7540 Kain;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Thermes à Kain, face au n°22, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue Pierre : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Pierre, 7 à 7540 Kain;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Pierre à Kain, du côté impair, le long du n°7, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9f avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Nord : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue du Nord, 7 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable des services de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Nord à Tournai, face au n°7, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Jeanne d'Arc: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Jeanne d'Arc, 15 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Jeanne d'Arc à Tournai, face au n° 15, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9f avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux

dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue de la Marnière, 38 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant, cependant, que le stationnement étant interdit du côté des numéros pairs, l'emplacement sera placé du côté opposé, face au n°23;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de la Marnière à Tournai, face au n°23, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Crampon: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue du Crampon, 75 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Crampon à Tournai, face au n°75, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9f avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, boulevard des Combattants: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, boulevard des Combattants, 114 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son habitation;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie régionale;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : au boulevard des Combattants à Tournai, face au n°114, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapé (parking en épi). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Bonnemaïson: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personne handicapée face à son domicile, rue Bonnemaïson, 114 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable des services de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son habitation;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Bonnemaïson à Tournai, face au n° 114, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel "handicapé" et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Colibris :
création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue des Colibris, 1 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Colibris à Tournai, face au n°1, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

17. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée d'Audenarde : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, chaussée d'Audenarde, 24 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée d'Audenarde à Tournai, face au n°24, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

18. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Aimable Dutrieux : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Aimable Dutrieux, 24 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Aimable Dutrieux à Tournai, face au n°24, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

19. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Moulin de Marvis : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue du Moulin de Marvis, 45 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Moulin de Marvis à Tournai, face au n°45, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

20. Gare de Tournai. Déclaration d'intention en matière de sécurité. Accord de collaboration. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCOQ**, demande des précisions concernant les partenaires thématiques prévus à l'article 3.

L'échevin délégué à la fonction maïorale et le président d'assemblée lui donnent des précisions à ce sujet.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite comme suit :

"Je voudrais intervenir à propos de la sécurité de la gare. Tous les matins, je vais à la gare, la plupart du temps à pied. En hiver, quand il fait noir, c'est très dangereux sur le plateau de la gare. On y croise des bus, des piétons, des cyclistes et des voitures. Tout n'est pas toujours bien éclairé. Cela peut être dangereux.

Je sais qu'il y a une réflexion sur le plateau de la gare. Nous avons voté le principe au conseil communal. Depuis lors, nous n'avons plus de nouvelles.

Mais ce projet concerne le moyen terme.

Aujourd'hui, cet endroit est dangereux.

Par rapport à ce projet, pour revenir à un thème à la mode, celui de la démocratie participative, je regrette qu'un panel de citoyens, d'usagers, qui vont régulièrement à la gare, ne soit pas associé à la

réflexion. Selon moi, on devrait également, dans une perspective de démocratie participative, associer les usagers de la gare à la réflexion."

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Pour le master plan de la gare, des acteurs sont incontournables : la SNCB, les TEC, le SPW et nos services communaux.

Dans un premier temps, il faut établir une concertation entre ces organes structurels, en fonction de leurs contraintes respectives.

Quand l'esquisse trouvera un sens, je pense qu'il y aura de bonnes raisons d'entrer en dialogue avec les usagers premiers que sont les citoyens. Quand on va se préoccuper de toutes les questions ayant trait au transport et singulièrement aux transports de la ville, ce sera le moment."

La Conseillère communale MR, **Catherine GUISET-LEMOINE**, précise à Madame la Conseillère communale ECOLO Marie-Christine LEFEBVRE, que des représentants de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) ont été invités à participer aux réflexions sur l'aménagement du plateau de la gare. La CCATM est, par ailleurs, régulièrement informée de l'avancement de ce projet.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la déclaration d'intention en matière de sécurité dans et autour de la gare de Tournai proposée par la société nationale des chemins de fer belges (S.N.C.B.), via sa cellule "sécurité intégrale", à différents partenaires, à savoir la Ville de Tournai, la zone de police du Tournaisis, la police fédérale, le parquet et la police des chemins de fer;

Considérant que ladite déclaration d'intention vise à mettre en place une concertation entre les différents partenaires dans le domaine de la sécurité dans et autour de la gare de Tournai et a pour objectifs:

- d'assurer la sécurité des habitants, des clients et du personnel;
- d'améliorer la sécurité objective et le sentiment de sécurité dans et autour de la gare;
- d'améliorer la qualité de vie dans et autour de chacune des gares;

Considérant les avis positifs du service d'aide à l'intégration sociale (SAIS) et de Monsieur le commissaire divisionnaire de la zone de police du Tournaisis sur cet accord de collaboration;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur la déclaration d'intention dont les termes suivent :

Article 1er – Objet de la déclaration d'intention

La présente déclaration d'intention organise la collaboration entre les différentes parties signataires dans le domaine de la sécurité dans et autour des gares. Dans ce cadre, chaque maillon de la chaîne de sécurité est invité à intégrer cette coopération.

Via cette politique de sécurité, nous souhaitons atteindre les objectifs stratégiques suivants :

- assurer la sécurité des habitants, des clients et du personnel;
- améliorer la sécurité objective et le sentiment de sécurité dans et autour de chacune des gares;

- améliorer la qualité de vie dans et autour de chacune des gares;
- développer le partenariat avec tous les acteurs concernés.

Article 2 – Approche

Tous les acteurs sont associés pour améliorer la sécurité et la qualité de vie dans chacune des gares et leur environnement. Lors du travail en commun avec tous les partenaires, c'est l'approche intégrée et intégrale de la criminalité et des nuisances dans et aux alentours des gares qui sera privilégiée.

Les nuisances et la criminalité seront abordées de manière intégrée à travers différents points de vue et différents partenaires, chacun dans sa spécialité. Il s'agit d'une approche horizontale où toutes les facettes de la problématique sont prises en compte.

Les situations seront également abordées de manière intégrale en associant tous les maillons de la chaîne de sécurité pour l'analyse des informations. De cette manière, nous obtenons une vision globale de la problématique et l'ensemble des acteurs se réunissent pour prendre leurs responsabilités et apporter leur contribution à la qualité de vie dans chacune des gares et leurs environs.

Article 3 – Parties à la présente déclaration d'intention

La présente déclaration d'intention est signée par les partenaires structurels désignés en amont : le bourgmestre, le chef de corps de la police locale, le procureur du Roi, le directeur coordinateur de la police fédérale, le directeur de la police des chemins de fer SPC (police fédérale) et le chef de service du corporate security service de la société nationale des chemins de fer belges (SNCB). Par ailleurs, des partenaires thématiques tels que les sociétés de transport en commun, la direction d'établissements spécifiques (prisons, centres psychiatriques, etc.), le fonctionnaire de prévention, les établissements scolaires,... peuvent également signer la déclaration. Le choix des partenaires thématiques repris dans la déclaration d'intention dépend de la situation locale et sera discuté avec les partenaires structurels.

Les parties à la présente convention sont :

a) Partenaires structurels

La Ville représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS

La zone de police représentée par le chef de corps, Monsieur Philippe HOOREMAN

La police fédérale représentée par le directeur coordinateur de l'arrondissement judiciaire Hainaut, Monsieur Michel ROMPEN

Le Parquet de Mons Division Tournai représenté par le procureur du Roi, Monsieur Christian HENRY

La police des chemins de fer (SPC), police fédérale, représentée par le directeur, Monsieur Pascal WAUTELET

La SNCB représentée par le chef de service du corporate security service, Monsieur Hendrik VANDERKIMPEN

b) Partenaires thématiques

Par exemple:

- Le service de prévention de la Ville : le plan stratégique de sécurité et de prévention, subsidié par le service public fédéral de l'Intérieur, permet la mise en place d'initiatives de prévention de phénomènes liés à l'insécurité. Un projet spécifique de prévention des violences dans les transports en commun est développé depuis de nombreuses années (convention de partenariat avec les TEC Hainaut revue en 2004). En 2015, ce projet a été remanié pour être élargi à la prévention aux abords des infrastructures appartenant aux TEC Hainaut sur le territoire de Tournai. A cet effet, 4 gardiens de la paix en 4/5ème temps effectuent la surveillance.
- Le Relais-Social
- Le TEC Hainaut

...

Article 4 – Périmètre d'action de la présente déclaration d'intention

4.1. Cette déclaration d'intention stipule que tous les partenaires concernés sont disposés à travailler ensemble autour des phénomènes de criminalité, de nuisance, et de tout ce qui est relatif à la sécurité et la qualité de vie dans les gares.

4.2. Les notions définies ci-après donnent une idée concrète de l'environnement général dans et autour de la gare auquel s'applique la présente déclaration :

Le bâtiment de la gare : immeuble où les voyageurs peuvent acheter un titre de transport et attendre ou prendre le train, incluant également les espaces non accessibles au public.

Les dépendances de la gare : les quais, les voies d'accès de surface et souterraines aux quais, les espaces d'attente, les équipements sanitaires, les terrains de parking appartenant à la gare, les parkings vélos, les voies d'accès à la gare et, en général, tous les autres espaces destinés à la prestation des services de transport ferroviaire à partir de la gare concernée.

Le quartier de la gare : (à déterminer avec les services de police)

La délimitation du quartier de la gare défini tel que ci-dessus pourra être revu périodiquement lorsque les partenaires le jugeront nécessaire, afin de permettre la prise en considération de l'évolution de la situation de la gare.

Article 5 – Instruments de concertation

5.1. La première étape du travail en commun consiste en la signature de la présente déclaration d'intention. Ce document définit la manière de travailler ensemble sur la sécurité dans et autour des gares : elle légitime l'accord de collaboration, liste les conditions à respecter, détermine les partenaires et fixe leurs points de vue.

5.2. Une première concertation est organisée suite à la signature de la déclaration d'intention afin de définir les objectifs du partenariat et d'analyser la situation dans les gares concernées et leurs alentours. Suivront ensuite d'autres concertations stratégiques dans le cadre du suivi de la coopération. A côté de ces concertations, des réunions seront également planifiées au niveau opérationnel. Les partenaires déterminent ensemble la fréquence de ces concertations stratégiques et réunions opérationnelles.

5.3. Des analyses objectives et/ou subjectives concernant la sécurité dans les gares concernées pourront éventuellement être réalisées en temps opportun et si la situation le nécessite, avec l'accord et la participation de l'ensemble des partenaires.

5.4. La coordination de la collaboration est confiée au corporate security service de la SNCB.

5.5. Un compte-rendu de chaque rencontre relate son déroulement. Le secrétariat est assuré par le corporate security service de la SNCB.

Article 6 – Conditions

Pour que le travail en commun soit possible, les partenaires doivent respecter un certain nombre de conditions :

6.1. Les partenaires adhèrent à la présente déclaration d'intention sans préjudice des missions légales des partenaires judiciaires et policiers, notamment eu égard au secret de l'information et de l'instruction. Les informations échangées dans le cadre du présent protocole d'accord ne peuvent être publiées sans l'autorisation des partenaires à la collaboration et peuvent uniquement être utilisées pour les objectifs abordés pendant les concertations organisées dans le cadre du présent document.

6.2. Chacune des parties s'engage, pendant la durée de la présente déclaration d'intention, à participer aux rencontres organisées par la SNCB ou à la demande d'un des partenaires. Chacune des parties peut se faire représenter par un délégué.

6.3. Chaque partenaire est disposé, pendant la durée de la présente déclaration d'intention, à travailler en concertation sur les problématiques de sécurité dans et autour des gares de la zone de police et à prendre les initiatives et mener les actions qui ont été discutées lors des rencontres.

6.4. Communication concernant la collaboration :

- a) Les partenaires doivent organiser les procédures de communication lors des concertations de suivi et chaque partenaire est responsable de la communication dans son propre service.
- b) Concernant la communication externe, des réunions doivent être organisées pour établir des règles claires et précises. Les méthodes de travail utilisées dans les canaux existant pour chaque activité seront privilégiées.
- c) Chaque partenaire est libre de communiquer les informations liées aux actions qu'il développe en dehors de la présente collaboration.

Article 7 – Financement

Le présent accord n'engendre aucune obligation financière de la part des différents partenaires dans le cadre de la mise en place et du suivi du présent protocole.

Article 8 – Evaluation et modification de la présente déclaration

8.1. La présente déclaration est évaluée périodiquement selon l'appréciation et les capacités de chaque partenaire et prévoit la possibilité d'inviter de nouveaux partenaires à se joindre à la collaboration après chaque évaluation. Un projet de rapport est rédigé par le corporate security service de la SNCB et transmis pour approbation aux partenaires suite à ces évaluations.

8.2. Si un ou plusieurs point(s) de l'accord de collaboration ne sont plus valables, soit pour des raisons légales, soit pour des raisons de circonstances imprévues, les partenaires se réunissent pour adapter le texte par voie d'amendements annexés au présent document.

Article 9 – Durée de la présente convention

9.1. Sauf dénonciation, trois mois avant l'expiration, la présente déclaration d'intention est reconduite annuellement.

9.2. Chaque partie concernée, qui ne veut plus faire partie de l'accord de collaboration, doit le faire savoir par écrit à tous les partenaires signataires de la présente déclaration d'intention, en respectant un délai de préavis de 2 mois.

9.3. Lorsqu'une ou plusieurs partie(s) informe(nt) les autres partenaires signataires de sa volonté de se retirer de l'accord de collaboration, une concertation est organisée dans les 2 mois suivant la prise de connaissance du préavis afin de réévaluer la position de chaque partenaire au sein de la coopération.

Article 10 – Règlement des conflits

Les plaintes au sujet des actions d'un fonctionnaire ou d'un autre employé seront traitées par l'organisation à laquelle il appartient et conformément aux règles préconisées par celle-ci.

21. Portefeuille assurances de la Ville de Tournai. Renouvellement. Convention dans le cadre d'un marché conjoint. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 15 janvier 2016 le collège communal a marqué son accord de principe sur le renouvellement du portefeuille assurances de la Ville de Tournai par le lancement d'un

nouveau marché public conjoint Ville-centre public d'action sociale (C.P.A.S.)- zone de police-régie communale autonome;

Considérant que le recours à une procédure de marché conjoint permet de rationaliser les coûts, d'unifier la procédure administrative et d'avoir des taux plus attractifs auprès des soumissionnaires;

Considérant qu'il convient d'établir une convention fixant les obligations de chacune des parties prenantes au marché et désignant la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur dudit marché;

Considérant le projet de convention établi à cet effet par le service juridique de la Ville de Tournai en collaboration avec les différentes parties prenantes;

Considérant que ce projet de convention sera également soumis aux conseils des entités respectives pour approbation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le projet de convention établi dans le cadre du marché public conjoint relatif au renouvellement du portefeuille assurances de la Ville de Tournai, et conclu entre la Ville, la zone de police du Tournaisis, le centre public d'action sociale et la régie communale autonome du Stade Luc Varenne, dont les termes suivent :

CONVENTION DE MARCHE CONJOINT

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, et Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, agissant au nom du collège communal, en application de la décision du conseil communal du 22 février 2016,

ci-après dénommée "la Ville de Tournai",

et :

le Centre public d'action sociale de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, boulevard Lalaing, 41, représenté par Monsieur Luc LEROY, directeur général, et Madame Rita DESENCLOS-LECLERCQ, présidente,

ci-après dénommée "l'adhérent",

et :

la zone de police du Tournaisis, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue du Becquerelle, 24, représentée par Madame Valérie LEPOIVRE, secrétaire, et Monsieur Pierre WACQUIER, vice-président,

ci-après dénommée "l'adhérent",

et :

la régie communale autonome du Stade Luc Varenne, dont les bureaux sont établis à 7540 Tournai (Kain), rue du Follet, 2, représentée par Monsieur Geoffroy HUEZ, président,

ci-après dénommée "l'adhérent",

IL A ETE EXPOSE PREALABLEMENT QUE :

Dans un souci de simplification administrative et de rationalisation des coûts, les parties ont décidé de procéder à un marché conjoint pour le renouvellement de leur portefeuille d'assurances respectives.

La présente convention a pour objet de définir la mission confiée par les adhérents à la Ville de

Tournai ainsi que les modalités relatives à la coopération entre l'adhérent et la Ville de Tournai dans le cadre de cette mission.

EN SUITE DE QUOI, IL A ETE CONVENU QUE :

Article 1 : objet du marché

Les parties s'engagent à procéder au renouvellement de leur portefeuille de polices d'assurances par le recours à la procédure du marché conjoint et marquent leur accord pour que la Ville de Tournai assume en leur nom et pour leur compte la qualité de pouvoir adjudicateur dans les limites et selon les modalités fixées aux articles 2 et 3.

Article 2 : mission de la ville de Tournai

Dans le respect des modalités fixées à l'article 3, les adhérents donnent à la ville de Tournai, qui accepte, mandat pour organiser et attribuer le marché conjoint défini à l'article 1er par procédure négociée avec publicité européenne.

Le mandat de la ville de Tournai ne s'étend pas à l'exécution du marché précité de manière telle que chacun des adhérents, pour la partie du marché qui le concerne, assumera seul et à l'entière décharge de la ville de Tournai les obligations contractées à l'égard de l'adjudicataire : le pouvoir adjudicateur restera donc tiers à la relation contractuelle qui unira l'adhérent et l'adjudicataire du marché.

Article 3 : engagements des parties

Les parties s'engagent l'une à l'égard de l'autre à coopérer en vue de la bonne exécution de la présente convention. En ce sens, elles établiront de commun accord une procédure administrative de coopération et d'échange d'informations pour permettre au pouvoir adjudicateur d'exécuter sa mission dans les meilleures conditions.

En outre, les parties rédigeront ensemble le cahier des charges et veilleront à communiquer selon les délais fixés d'un commun accord les documents utiles au marché.

Elles désigneront à cet effet une personne de contact reprise ci-après :

- pour la ville de Tournai : ...
- pour la zone de police : ...
- pour le centre public d'action sociale : ...
- pour la régie communale autonome : ...

Le cahier général des charges sera soumis pour approbation aux autorités des entités respectives.

Il contiendra une clause de "stipulation pour autrui" formulée comme suit :

L'adjudicataire s'engage à faire bénéficier aux entités reprises au cahier des charges, pendant la durée du présent marché, des clauses et conditions de celui-ci et en particulier en ce qui concerne les conditions de prix.

La résiliation des polices d'assurances reste à charge des entités respectives et devra être notifiée à l'assureur 3 mois avant la date d'échéance des contrats.

Article 4 : gratuité

La mission de la ville de Tournai est exercée à titre gratuit.

Article 5 : durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée qui sera équivalente à la durée du marché repris à l'article 1. Elle entrera en vigueur dès sa signature.

Article 6 : litige

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait à Tournai, le en autant d'exemplaires originaux que de parties, chacune d'entre elles reconnaissant avoir reçu le sien.

22. Avantages sociaux. Convention de partenariat entre la Province de Hainaut et la Ville pour l'accès au mess provincial. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014 (DPR) visant à développer les actions supracommunales provinciales;

Vu la décision du conseil provincial du 21 décembre 2012 qui définit l'objectif opérationnel 1.2.2, consistant à "fournir un appui aux pouvoirs locaux dans une logique de supracommunalité dans le contexte des bassins de vie";

Vu la décision du collège provincial du 7 mai 2015 qui fixe les prix des repas pour les "personnes étrangères au service" dans les mess scolaires;

Vu la décision de principe du collège communal du 30 janvier 2015 d'accepter la mise en place d'un partenariat avec la Province pour l'accès à son mess, dénommé régie provinciale des écoles de nursing à Tournai sur le site de La Dorcas;

Considérant que ce projet de partenariat a été présenté et a reçu l'accord des organisations syndicales lors du comité de négociation syndicale du 19 février 2015;

Considérant que le partenariat a pour but de permettre au personnel communal d'accéder au mess provincial sur le site de La Dorcas;

Considérant que la Ville de Tournai prendra à sa charge 3,50€ sur le prix demandé par la province dans le cadre des avantages sociaux;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

MARQUE

son accord sur les termes de la convention entre la Province de Hainaut et la Ville de Tournai relative à l'accès au mess provincial par le personnel communal :

Convention entre la Province de Hainaut et la Ville de Tournai relative à l'accès au mess, dénommé régie provinciale des écoles de nursing à Tournai par le personnel communal de la Ville de Tournai.

Vu la déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014 (DPR) visant à développer les actions supracommunales provinciales;

Vu la décision du conseil provincial du 21 décembre 2012 qui définit l'objectif opérationnel 1.2.2, consistant à "fournir un appui aux pouvoirs locaux dans une logique de supracommunalité dans le contexte des bassins de vie";

Vu la décision du collège provincial du 7 mai 2015 qui fixe les prix des repas pour les "personnes étrangères au service" dans les mess scolaires;

Vu la décision de principe du collège communal de la Ville de Tournai du 30 janvier 2015, d'accepter la mise en place d'un partenariat avec la Province pour l'accès à son mess dénommé régie provinciale des écoles de nursing à Tournai sur le site de La Dorcas;

Considérant que la Province de Hainaut peut passer une convention permettant, de manière limitative, au personnel communal de la Ville de Tournai, de prendre ses repas au mess, dénommé régie provinciale des écoles de nursing à Tournai, en lieu en place de la cantine communale qui a été fermée :

" Entre les soussignés :

d'une part, la Province de Hainaut, dont le siège est établi à 7000 Mons, rue Verte, 13, ci-après dénommée "la Province", représentée par Monsieur Serge HUSTACHE, président du collège provincial et Monsieur Patrick MELIS, directeur général, agissant en vertu d'une décision du collège provincial prise en sa séance du 30 avril 2015 et du 7 mai 2015,

et

d'autre part, la Ville de Tournai, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Saint-Martin 52, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, agissant en vertu d'une décision du conseil communal du 22 février 2016.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : objet de la convention

Dans le but de permettre au personnel communal de la Ville de Tournai de prendre des repas au mess dénommé régie provinciale des écoles de nursing à Tournai, situé boulevard du Roi Albert, 1, il est convenu de définir les modalités de partenariat entre la Province et la Ville de Tournai sous la forme d'une convention.

Article 2 : durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et entre en vigueur le 1er mars 2016.

La présente convention se renouvellera par tacite reconduction à l'issue des 3 ans et, dans ce cas, pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut mettre fin à la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois, par voie de courrier recommandé adressé à l'autre partie à l'expiration de la période de trois ans; dans l'hypothèse du renouvellement de la convention par tacite reconduction, le préavis de trois mois pourra être adressé à tout moment.

Article 3 : dispositions financières

3.1. Le coût des repas

Dans le but de permettre au personnel communal de continuer de bénéficier d'un tarif avantageux, le prix qui lui est applicable est fixé à 5,00€.

3.2. Contribution de la Ville de Tournai dans le coût des repas

Puisque le prix fixé par la Province pour les personnes étrangères [1] au service est fixé à 8,50€, les parties conviennent que le différentiel par repas, soit 3,50€ (8,50€ - 5,00€) sera pris en charge par la Ville de Tournai. Cette participation restera constante à 3,50€, indépendamment de l'indexation possible du prix global.

3.3. Modalités de paiement de la Ville de Tournai à la Province de Hainaut

La Province et, plus particulièrement la comptable ou la receveuse de la régie, établira une facture (1° facture : janvier-février-mars/ 2° facture : avril-mai-juin /3° facture septembre-octobre-novembre-

décembre) reprenant notamment le nom de l'agent et le nombre de repas servi sur la période, à l'attention du directeur financier communal, Monsieur Eddy MOULIN. Celui-ci liquidera la facture sur le compte : BE 25 – 0682 0643 1282 RP – nursing de Tournai.

Article 4 : modalités de délivrance des repas

4.1. Bénéficiaires

Les repas sont délivrés au prix actuel de 5,00€ au personnel de la Ville de Tournai, en ce compris le personnel pensionné.

4.2. Horaires - services

Les repas sont délivrés, par priorité, au cours de 2 services successifs :

- 1er service : à 12 heures

- 2ème service : à 12 heures 30.

Les agents pensionnés sont invités à prendre le repas après 12 heures 30 de manière à ne pas perturber les agents qui ont un horaire strict à respecter.

4.3. Modalités pratiques-inscriptions

Afin de faciliter le relevé des paiements, il est demandé aux agents communaux de bien vouloir s'inscrire sur une liste de référence tenue dans les services communaux et transmise à l'adresse de la responsable de la régie provinciale des écoles de nursing à Tournai. Cette liste reprend le NOM, prénom, le nom du service.

Cette liste constitue la référence pour le service de la régie provinciale qui cochera la présence de l'agent, à la date du repas, et ce pour établir la facture au bénéfice de la Province. Elle sera présentée, dès requête, aux services communaux.

4.4. Capacité d'accueil au mess dénommé la régie provinciale des écoles de nursing à Tournai

Le mess de La Dorcas peut accueillir, par service, 50 personnes maximum.

4.5. Information

Il est convenu, entre parties, que le menu des repas est envoyé la semaine précédente, à l'attention de la Ville, de manière à ce que le personnel puisse en être informé.

Fait à, le, en autant d'exemplaires que de parties .".

[1] telles que dénommées dans la décision du collège provincial du 7 mai 2015, c'est-à-dire du personnel non provincial.

23. Enseignement fondamental. Ecole communale de la Justice. Direction (remplacement temporaire). Profil de fonction et appel à candidatures. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, s'étonne qu'un profil de fonction de directeur doive être établi pour une école en particulier.

Le **président** d'assemblée et l'échevin PS de l'enseignement, **Philippe ROBERT**, lui donnent des précisions à ce sujet.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vue le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Considérant que Monsieur Jean-Michel LECOURT, actuel directeur de l'école communale fondamentale de la Justice est en congé de maladie depuis le 1er septembre 2015;

Considérant qu'il y a lieu d'entamer la procédure de désignation temporaire dans la fonction de promotion de direction pour un remplacement de plus de 15 semaines et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures;

Considérant que le collège communal a pris connaissance de cette procédure lors de sa séance du 7 janvier 2016;

Considérant que la commission paritaire locale a approuvé le profil de fonction qui lui a été présenté lors de sa réunion du 28 janvier 2016;

Considérant la décision du collège communal du 5 février 2016;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1. d'approuver le profil de fonction de directeur de l'école communale fondamentale de la Justice:

Description de la fonction :

- mettre en œuvre les matières et objectifs définis dans la lettre de mission qui lui est remise lors de son entrée en fonction
- garantir la bonne mise en œuvre des projets pédagogique et éducatif de son Pouvoir organisateur ainsi que le projet d'établissement de son école
- construire et pérenniser une équipe soudée et solidaire
- favoriser l'aspect relationnel : développer les meilleurs rapports possibles entre les parents et l'école et y sensibiliser tous les acteurs de l'éducation
- concilier l'aspect social et scolaire en inventant de nouvelles manières de mobiliser les parents et les enfants et en développant des partenariats périphériques à l'école
- veiller à la bonne circulation de l'information envers les membres de son équipe pédagogique
- collaborer avec les différents services administratifs de son pouvoir organisateur
- s'acquitter consciencieusement des tâches administratives inhérentes au poste de direction et prévues par les lois, décrets et règlements.

Profil

- posséder le sens des responsabilités et du leadership positif vis-à-vis de l'ensemble du personnel affecté au sein de son établissement : avoir la capacité de donner et faire respecter les directives, de négocier et résoudre les conflits
- posséder un grand sens de l'écoute et de la communication; être en mesure de se faire comprendre clairement de son personnel, des élèves et de toute personne avec qui le candidat est en relation professionnelle
- posséder les compétences pédagogiques lui rendant accessible l'analyse du travail effectué par le personnel enseignant placé sous sa responsabilité, de donner les conseils et directives éventuels qui vont améliorer les pratiques de ce personnel et de donner de la cohérence et de la cohésion à l'équipe pédagogique
- posséder le sens de l'organisation, la maîtrise des missions administratives qui lui sont dévolues par la Communauté française et le pouvoir organisateur
- être disponible, flexible et visible dans son établissement

- avoir une bonne connaissance du fonctionnement d'une administration communale
- avoir des notions en informatique (traitement de texte, messagerie, interne...).

Il serait souhaitable que le (la) candidat(e) soit en possession du permis B et dispose d'un véhicule;

2. de lancer un appel à candidatures, selon le modèle adopté par la commission paritaire centrale, du 25 février au 11 mars 2016, par courrier adressé aux directions en place (appel interne) avec accusé de réception signé par tous les membres du personnel nommés à titre définitif, même ceux écartés momentanément de leur établissement :

Conditions légales d'accès à la fonction

Les conditions visées au cadre 2 de l'appel aux candidat(e)s sont les suivantes:

Palier 1 Article 57 du Décret du 2 février 2007

1. Avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 (1).
2. Etre titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné.
3. Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007.
4. Avoir répondu à cet appel aux candidat(e)s.
5. Avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation.

Le pouvoir organisateur se réserve la possibilité de s'entourer d'experts externes pour obtenir un avis afin de choisir le candidat qui correspond au profil recherché.

(1) Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Titres de capacité:

Article 102 du décret du 2 février 2007

Tableau II tel que modifié par le décret du 10 février 2011

Fonction de promotion	Fonction(s) exercée(s)	Titre(s) de capacité
<i>Directeur d'école fondamentale</i>	<i>a) Instituteur maternel, instituteur primaire</i> <i>b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale)</i>	<i>a) Un des titres suivants :</i> - <i>diplôme d'instituteur maternel</i> - <i>diplôme d'instituteur primaire</i> - <i>AESI</i> <i>b) Diplôme d'instituteur primaire ou diplôme d'instituteur maternel ou AESI</i> <i>Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2</i>

24. Enseignement fondamental. Ecole du Vieux Chemin d'Ere. Nouvelle dénomination. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la direction et l'équipe pédagogique de l'école du Vieux chemin d'Ere, rue Mullier, 86 à 7500 Tournai, ont fait part de leur souhait de modifier le nom de leur école pour les raisons suivantes :

- le nom "Ecole du Vieux chemin d'Ere" crée une confusion au sujet de la localisation de l'école (au village plutôt qu'en ville) et ce, à son désavantage puisque la tendance est aux inscriptions dans les écoles situées en ville;
 - adopter un nouveau nom en phase avec les projets de l'école permettrait de renforcer son identité et d'améliorer la communication, avec pour objectif final d'attirer l'inscription de nouveaux élèves;
- Considérant qu'en séance du 13 mars 2015, le collège communal a marqué son accord de principe sur cette demande de changement de nom et qu'en séance du 18 décembre 2015, il a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur la nouvelle appellation: "Ecole communale Pré Vert";
- Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de modifier le nom de l'école communale du Vieux chemin d'Ere en "Ecole communale Pré Vert".

25. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Amendements au règlement particulier des études. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts et plus particulièrement son article 16, prévoyant que le conseil de gestion pédagogique élabore un règlement particulier des études;

Considérant qu'en ses séances des 29 juin 2009, 14 décembre 2009 et 1er juillet 2013, le conseil communal a approuvé le règlement de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai et ses amendements;

Considérant que, suite à la parution le 7 novembre 2013, du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) a été revu dans son entièreté et a ensuite été accepté par le conseil de gestion pédagogique le 29 janvier 2015;

Considérant qu'en séance du 27 avril 2015, le conseil communal a approuvé ce nouveau règlement;

Considérant le décret Marcourt 2.0 adopté le 24 juin 2015 et qu'après relecture par Monsieur le commissaire et délégué du Gouvernement auprès des hautes écoles et des écoles supérieures des arts, ce règlement a de nouveau été modifié et ensuite accepté par le conseil de gestion pédagogique le 27 octobre 2015;

Considérant que la commission paritaire locale (COPALOC) a également remis un avis positif sur le règlement en séance du 28 janvier 2016;

Considérant les amendements apportés audit règlement (ajouts en gras et retraits barrés), soit :

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 8 - DU REFUS D'INSCRIPTION

- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années **académiques** précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ~~et/ou par mesure disciplinaire~~ **et/ou de fraude aux évaluations;**
- **lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion pour faute grave (mesure disciplinaire);**

La commission dispose de **15** jours à compter de la réception du recours pour se prononcer.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de la commission. Ce procès-verbal est signé par le Président, les autres membres de la commission et le secrétaire. **La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé.**

~~Le candidat ayant introduit un recours est informé de la décision de la commission par affichage aux valves de l'école, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.~~

L'étudiant peut faire appel d'une décision négative prise par la commission de recours. Dans ce cas, il dispose d'un délai de **15** jours ouvrables à dater du premier jour qui suit la notification de la décision querellée pour introduire un appel auprès de la commission de l'ARES chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (**commission d'examen des plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription - CEPERI**). **Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours** (article 97 du décret). Adresse de l'ARES : rue Royale, 180 (5ème étage) à 1000 Bruxelles.

L'ESA – Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai transmet au délégué du Gouvernement auprès de l'institution, les noms des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion pour des raisons de fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations. Le délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 17 - ~~DE L'ALLEGEMENT ET ALEMENT DES ETUDES~~

Ces dérogations ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, **académiques**, sociaux ou médicaux dûment attestés (article 151 du décret).

Sont considérés comme bénéficiant de droit d'une telle dérogation les étudiants pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Sans préjudice à l'article 103 du décret (régularité des inscriptions), une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais d'étude.

ARTICLE 20 - DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Les informations contenues dans les dossiers des étudiants sont soumises à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

TITRE III : JURY, JURY DE DELIBERATION, COMMISSIONS ET EVALUATION

ARTICLE 14

Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'école, mais

comprend d'autres activités associées, tels travaux, exercices personnels, préparations, la recherche de documentation, les études et projets... (article 67 alinéa 2 du décret).

ARTICLE 21

Dans ce cas, ces crédits donnent lieu à des reports ~~et/ou des dispenses~~ en vue d'une délibération ultérieure.

ARTICLE 22

Attention : en première année du premier cycle d'un programme d'études, un étudiant, qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits à la session de juin, n'est pas obligé de présenter la deuxième session.

ARTICLE 23

Réussite à 30 crédits : l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel moyennant l'accord du jury d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle.

ARTICLE 24 (ancien ARTICLE 23)

Échec à moins de 45 30 crédits : l'étudiant qui n'a pas validé des unités d'enseignement à concurrence de 45 30 crédits sur les 60 crédits du programme d'études n'est pas autorisé à suivre les unités d'enseignement des blocs suivants.

~~Sont considérés comme étudiants de première année du premier cycle ceux n'ayant pas encore acquis ou valorisé 45 crédits au moins parmi les 60 premiers crédits d'un premier cycle (article 148 du décret).~~

ARTICLE 26 (ancien ARTICLE 25)

Le droit pour l'étudiant de bénéficier de trois sessions ne s'applique qu'aux unités d'enseignement de la première année du premier cycle.

ARTICLE 34 (ancien ARTICLE 33)

Au terme de cette procédure de recours, toute décision prise est susceptible d'un recours en annulation, dans les 60 jours de la notification, devant le Conseil d'état, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Dans le TITRE III : JURY, JURY DE DELIBERATION, COMMISSIONS ET EVALUATION, suite à l'ajout de l'ARTICLE 23, les ARTICLES suivants (de 24 à 34) ont été décalés.

TITRE VII : ENSEIGNEMENT INCLUSIF

ARTICLE 1 - DE L'ETUDIANT BENEFICIAIRE D'UN ENSEIGNEMENT INCLUSIF

1. De l'introduction de la demande

Sous peine d'irrecevabilité, la demande devra être introduite au moins un mois avant la date de la première évaluation de l'année académique visée; elle comprendra, notamment, les éléments suivants :

- soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap, soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie de l'étudiant au sein de l'ESA établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire datant de moins d'un an au moment de la demande;
- les aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral...);
- un avis de la médecine scolaire.

Dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur de l'ESA notifie, par courrier électronique, sa décision sur les aménagements accordés, ces aménagements étant décidés après avis d'un service d'accompagnement pédagogique.

En cas de décision défavorable, l'étudiant peut introduire un recours, par courrier recommandé, auprès de la commission d'enseignement supérieur inclusif (rue Royale, 180 à 1000 Bruxelles) dans les 15 jours de la notification de la décision. Ladite commission statuera au plus tard le quinzième jour qui suit la réception du recours. Ce délai est suspendu pendant les congés scolaires.

2. Du plan d'accompagnement individualisé

En cas d'acceptation de la demande, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le Service d'accompagnement pédagogique de l'enseignement provincial supérieur -SAPEPS-) analyse les besoins matériels, pédagogiques, sociaux, culturels, médicaux et psychologiques de l'étudiant bénéficiaire avec ce dernier, mais aussi avec tout membre du personnel de l'ESA et toute autre personne ou institution compétente dans le domaine.

Ensuite, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) établit, en concertation avec l'étudiant bénéficiaire, un plan d'accompagnement individualisé.

Le plan d'accompagnement individualisé est élaboré au plus tard dans les 3 mois qui suivent l'acceptation de la demande. Il est signé par tous les acteurs impliqués individuellement et est prévu pour une année académique, renouvelable pour chaque année du cursus de l'étudiant bénéficiaire.

Complémentairement à ce plan d'accompagnement, une convention est établie entre le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) et l'étudiant bénéficiaire pour une année académique, renouvelable chaque année, à l'instar du plan d'accompagnement.

3. De la modification du plan d'accompagnement individualisé

Au cours de l'année académique, le plan d'accompagnement peut être modifié par courrier recommandé, de commun accord, à la demande du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) ou de l'étudiant bénéficiaire.

A défaut d'accord, la Chambre de l'enseignement supérieur inclusif statue sur la demande de modification dans les 10 jours de sa saisine.

4. De la cessation du plan d'accompagnement individualisé

En cas de circonstances exceptionnelles, l'étudiant bénéficiaire et le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peuvent, en cours d'année académique, mettre fin par courrier recommandé, de commun accord, au plan d'accompagnement individualisé.

Du recours interne

A défaut d'accord, l'étudiant bénéficiaire ou le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peut introduire un recours auprès du directeur dans les 7 jours ouvrables qui suivent la réception du courrier recommandé.

Le directeur statue dans les 15 jours de fonctionnement de l'ESA et notifie sa décision par courrier électronique ou à défaut, par courrier recommandé, à la partie requérante.

Une copie de ladite décision est transmise à l'autre partie, pour information.

Du recours externe

En cas de décision défavorable du directeur, un recours peut être introduit auprès de la commission d'enseignement supérieur inclusif selon les modalités fixées par le Gouvernement.

ARTICLE 2 - REGLEMENT DES JURYS ET DES EXAMENS

Tout étudiant en situation de handicap, sollicitant un ou plusieurs aménagements portant uniquement sur les modalités d'organisation des examens, doit déposer un dossier auprès du directeur, un mois avant la date du premier examen.

Ce dossier comprend : un avis médical spécifiant le type de handicap et les difficultés engendrées, une demande précise des aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral).

Dans les 10 jours qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur notifie par écrit sa décision sur les aménagements accordés à ce dernier, ces aménagements étant décidés après avis du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS).

ARTICLE 3 - RESPECT DE LA VIE PRIVEE

L'ESA s'engage à respecter la législation sur la protection de la vie privée en vigueur en Belgique : les traitements de données à caractère personnel relatifs à cette procédure sont soumis à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi qu'aux arrêtés royaux qui s'y rapportent.

Les textes légaux peuvent être consultés sur le site de la commission de la protection de la vie privée (<http://www.privacy.fgov.be/>);

A l'unanimité;

APPROUVE

les modifications apportées au règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure artistique), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai :

REGLEMENT PARTICULIER DES ETUDES

Le règlement particulier des études fixe les règles de fonctionnement particulières de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai en application du décret définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (décret du 7 novembre 2013, paru au Moniteur belge le 18 décembre 2013).

Par convention et sauf exception mentionnée dans le texte, ce décret constitue le décret de référence dénommé "le décret" dans le présent règlement. De même, à chaque fois qu'il est cité, par pouvoir organisateur, il faut entendre la Ville de Tournai.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est membre de l'ASBL POLE ACADEMIQUE HAINUYER, en respect des articles 52 à 62 du décret et placée sous le contrôle de l'académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES), organisme d'intérêt public de catégorie B (loi du 16 mars 1954) en respect des articles 18 à 51 du décret. Les écoles d'enseignement supérieur sont autonomes par rapport aux autres écoles, aux pôles académiques et l'ARES.

Le règlement particulier des études a été approuvé par le conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) les 24 octobre 2006, 22 avril 2009, 30 septembre 2009, 18 mars 2013, 29 janvier et 27 octobre 2015.

Il a été approuvé par la commission paritaire locale de la Ville de Tournai les 21 novembre 2006, 4 mai 2009, 25 avril 2013, 30 mars 2015 et 28 janvier 2016.

Il a été approuvé en séance du collège communal de la Ville de Tournai les 14 décembre 2006, 4 juin et 10 décembre 2009, 19 avril et 24 mai 2013, 3 avril et 20 novembre 2015.

Il a été adopté en séance du conseil communal de la Ville de Tournai les 15 janvier 2007, 29 juin et 14 décembre 2009, 1er juillet 2013, 27 avril 2015 et 22 février 2016.

Les décret et règlement particulier des études sont des documents publics fournis par le directeur ou son représentant à toute personne, sur simple demande, et aux étudiants au plus tard lors de leur inscription. Ils sont consultables sur le site de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), www.actournai.be ou sur le réseau intranet de l'école.

Les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont supposés avoir pris connaissance du présent règlement.

Ce texte est établi sous réserve de modifications éventuelles en fonction de l'évolution du cadre légal appliqué aux écoles supérieures des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'emploi dans le présent règlement des noms masculins est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers.

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - LE PROJET PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE

Un lieu multidisciplinaire de recherche et de création

Historiquement, l'école est fondée en 1756 sous le régime des Pays-Bas autrichiens pour répondre au besoin en décorateurs de la manufacture royale et impériale de porcelaine à Tournai. Peu de temps après, elle formera également des dessinateurs de cartons à la demande des liciers. L'école est née d'une relation de dépendance au monde qui invente et multiplie les moyens d'expression.

Le 20ème siècle va remettre en question les notions mêmes des arts plastiques, visuels et de l'espace. Les arts décoratifs, au service du grand art, deviendront vite une voie sans issue.

Le 21ème siècle possède une réalité spécifique que nous voulons vivre pleinement, sans pour autant trahir l'histoire qui a prévalu à la création de l'académie des Beaux-Arts. Nous ne renions pas l'art du passé, il a été l'art contemporain de son époque.

En prise avec les leçons des arts passés et contemporains, avec la pensée et les sciences, l'enseignement est prospectif, il stimule l'ouverture au futur, à l'inédit.

Telle que nous la concevons aujourd'hui, l'école évolue vers un lieu multidisciplinaire de recherche et de création interactif où les arts et leur enseignement s'inventent de manière indissociable.

En postulant la sincérité de toute création, l'école doit devenir un laboratoire de recherche fondamentale où les arts enseignés ne se limitent pas à la production d'œuvres identifiables dans le contexte social vécu, mais également comme agent social qui participe à l'invention de nouveaux moyens d'expression jusqu'à redéfinir le contexte dans lequel elle évolue.

Notre espace pédagogique est ouvert aux autres et au monde. Il favorise l'expression et la recherche d'un langage personnel. Cette recherche ne doit pas se confondre avec un style esthétique vide de sens, mais comme une affirmation de l'individu qui engage un certain type de comportement et de réflexion critique face à la société actuelle. Cet engagement doit se traduire dans un langage artistique adéquat et dans une technique appropriée. Nous attachons une grande importance au respect du vécu et nous ne voulons pas imposer un style esthétique d'école.

Ecouter et guider, encourager la liberté individuelle, le respect d'autrui, parler le langage de notre temps, sont les leitmotivs de la communauté pédagogique.

Notre enseignement doit dès lors favoriser l'échange, provoquer le débat, encourager l'écoute dans le respect de chacun. La remise en question, à travers la pratique du doute, doit avoir lieu dans un esprit de construction. Aussi les étudiants sont-ils régulièrement invités à prendre du recul par rapport au monde d'aujourd'hui, à leur propre création ou par rapport à eux-mêmes. Dans certaines options, la réflexion sur l'évolution des modes de vie amène à des propositions prospectives.

La communauté pédagogique cherche à apprendre aux étudiants à dépasser la peur de l'inconnu et ainsi leur permettre de s'ouvrir à de nouveaux espaces d'action et de réflexion. Notre initiation à l'art privilégie la recherche et l'expérimentation basées sur du concret.

L'art n'est pas une question de technique et de style, mais de contenu et de qualité communicative et expressive inhérente à une démarche.

L'école place l'étudiant en situation de développer son autonomie créatrice et d'élaborer la singularité d'une démarche sans négliger sa responsabilité sociale. L'école assure au niveau académique le plus élevé l'acquisition de méthodologie et d'aptitudes dans le champ du savoir.

L'école transmet les connaissances théoriques, techniques et la formation pratique indispensables à la synthèse artistique et à la reconnaissance de la compétence.

En développant une pensée critique à travers la recherche multidisciplinaire et interactive, l'école aide et soutient l'étudiant à s'épanouir, à prendre conscience de la place qu'il pourra occuper dans la société, à utiliser les pratiques qui lui permettront de développer sa sensibilité et sa créativité. L'école est un lieu d'humanisme qui prépare l'étudiant à assumer son rôle de citoyen qui intervient activement en tant qu'artiste dans le monde.

Le texte en italique est extrait du décret de classement du 17 mai 1999 paru au Moniteur belge le 29 octobre 1999.

L'approche technique

L'approche technique dans les différentes options est fondamentale. Elle permet d'étudier la faisabilité et de passer à la réalisation concrète de tout projet artistique. Souvent, une nouvelle technique, un nouveau matériau est source d'expression nouvelle. Nous pourrions citer une série de noms de peintres actuels qui n'auraient jamais peint comme ils le font, si l'informatique et la nouvelle perception spatiale qu'elle engendre n'avaient existé.

L'approche théorique

Les cours généraux permettent à l'étudiant d'acquérir un ensemble de références spécifiques dépassant le champ strict des arts plastiques. Ces cours ne visent pas exclusivement à transmettre un savoir, mais à donner du sens à la connaissance. Celle-ci est également plastique! Tout comme dans les cours artistiques, les enseignants guident les étudiants dans les méandres de la surinformation, ils stimulent leur esprit critique, leur capacité d'analyse et de synthèse.

La recherche artistique

La recherche artistique désigne tous travaux réflexifs, analytiques ou prospectifs liés à l'expression, la formation, la pratique ou la création artistique sous toutes ses formes. Elle se développe sur base de l'expérience et de la pratique artistique personnelle du chercheur et s'organise au sein de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) ou en collaboration avec les universités et les hautes écoles.

L'offre de formation

L'académie des Beaux-Arts est constituée en école supérieure des arts de type long, dans le domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est habilitée à organiser 9 options ou programmes d'études (annexe 2 du décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour du 10 septembre 2008) :

- architecture d'intérieur
- design textile
- peinture
- dessin
- publicité
- communication visuelle et graphisme
- bande dessinée
- illustration
- arts numériques.

Les cursus initiaux de type long sont organisés en deux cycles d'études (article 70 du décret) :

- le premier cycle compte 180 crédits en 3 blocs d'un an sanctionné par le grade de bachelier de transition (article 70 § 1 du décret);
- le second cycle compte 120 crédits en 2 blocs d'un an dont 30 crédits de finalité spécialisée, de finalité didactique ou de finalité approfondie; il est sanctionné par le grade de master à finalité (article 70 § 1 à 2 du décret).

Le crédit est une mesure relative de l'ensemble des travaux d'un étudiant pour une ou plusieurs activités d'apprentissage au sein d'un programme d'études, considérant que les travaux d'un étudiant se consacrant à temps plein à ses études pendant une année académique, représentent pour lui une charge de 60 crédits (article 67, alinéa 1 du décret).

Les programmes des études pour toutes les options organisées par l'académie des Beaux-Arts (école supérieures des arts) figurent sur le site internet www.actournai.be et sur le réseau intranet de l'école. Par option, ils reprennent, suivant les articles 124 à 127 du décret :

- la liste des unités d'enseignement
- les activités d'apprentissage (intitulés des cours) y afférents
- le volume horaire des cours
- la pondération en points et en crédits
- le référentiel de compétences du cycle d'étude.

Chaque cours fait l'objet d'un descriptif reprenant contenus, objectifs, méthodes pédagogiques, méthodologie et modes d'évaluation, fiches european credits transfer system (ECTS).

L'académie organise l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) par une formation en 30 crédits, accessible aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement de type long des arts plastiques, visuels et de l'espace ainsi qu'aux étudiants de dernière année.

La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage ainsi que la langue administrative de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de la Ville de Tournai est le français.

Toutefois, des activités d'apprentissage peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue (article 75 § 2, points 1 à 6 du décret).

ARTICLE 2 - DU RYTHME DES ÉTUDES

L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou de deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique (article 79 § 1 du décret).

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre et les activités d'apprentissage débutent le premier lundi du quadrimestre. Le deuxième quadrimestre débute le 1er février. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage. À l'issue de chacun des quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits.

Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138, alinéa 4 du décret).

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150 § 1 du décret et article 12, TITRE II du présent règlement).

Le troisième quadrimestre débute le 1er juillet. Il comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou des travaux personnels.

Les activités d'apprentissage et les évaluations (à l'exception des voyages, visites, stages, séminaires et/ou workshops) ne sont organisés ni les dimanches, ni les jours fériés légaux, ni le 27 septembre.

Les activités d'apprentissage sont suspendues :

- pendant les vacances de fin d'année qui s'étendent sur deux semaines englobant la Noël et le nouvel an;
- pendant les vacances de printemps qui s'étendent sur deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire;
- pendant les vacances d'été qui commencent le 1er juillet et s'étendent sur sept semaines;

- pendant cinq jours fixés par le pouvoir organisateur, dans le respect des procédures de concertation.

Les activités d'apprentissage se déroulent du lundi au vendredi de 9 à 18 heures.

Il revient aux enseignants et aux étudiants de prendre connaissance des horaires et de toutes informations relatives aux cours et autres activités d'apprentissage en consultant les valves et/ou le réseau intranet de l'école.

En cas de nécessité, des activités d'apprentissage restent susceptibles d'être organisées le samedi.

ARTICLE 3 - DES CONDITIONS D'ACCES AU PREMIER CYCLE D'UN PROGRAMME D'ETUDES

Ont accès à des études de premier cycle les étudiants qui justifient (article 107 du décret) :

1. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) délivré à partir de l'année académique 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale en Communauté française, homologué ou revêtu du sceau de la Communauté française;
2. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 accompagné, pour l'accès aux études de premier cycle d'un cursus de type long, du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (encore appelé examen de maturité);
3. soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du décret du 7 novembre 2013 ou d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure;
4. soit d'un certificat ou diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement de promotion sociale;
5. soit d'une attestation de succès à l'un des examens d'admission organisés par les établissements supérieurs ou un jury de la Communauté française;
6. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés ci-dessus délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'école royale militaire;
7. soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux points 1 à 4 en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale;
8. soit d'un diplôme d'aptitude à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française.

Attention : s'il est inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur, l'étudiant devra se soumettre à un bilan de santé individuel. Une attestation d'une visite médicale antérieure passée dans l'enseignement supérieur ou actuelle provenant d'un service de promotion de la santé à l'école (SPSE) agréé devra figurer au dossier. Dans le cas contraire, l'étudiant ne sera pas autorisé à participer aux évaluations (article 16 du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur).

ARTICLE 4 - DE L'INSCRIPTION

La date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique (article 101 alinéa 1 du décret).

Attention : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des candidats sur la réelle mise en péril de la réussite d'une année comptant un déficit d'un mois et demi de présence à l'atelier, aux cours artistiques et aux cours généraux.

Par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'école, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà du 31 octobre lorsque les circonstances invoquées le justifient et à condition que l'école puisse organiser une épreuve d'admission dans des conditions similaires.

L'étudiant en attente de satisfaire certaines conditions peut être inscrit provisoirement. Cette inscription provisoire doit être régularisée au plus tard le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquantes n'est pas de la responsabilité de l'étudiant. L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'accepte pas d'étudiant libre (article 68 du décret).

Modalités d'inscription

Une demande d'inscription est introduite en complétant une fiche d'inscription auprès du secrétariat de l'école.

Pour qu'une inscription soit prise en considération, l'étudiant est tenu (article 102 du décret) :

- de fournir, avant le 31 octobre, les documents justifiant son admissibilité conformément à l'article 3 du présent règlement;
- de fournir les documents éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis;
- d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription
- d'avoir payé 10% du montant des droits d'inscription, au plus tard le 31 octobre, suivant le début de l'année académique.

L'étudiant s'engage à fournir au secrétariat de l'école :

- un extrait d'acte de naissance original
- une photocopie de la carte d'identité recto/verso en cours de validité
- pour les étudiants mineurs à la date de leur inscription, la photocopie de la carte d'identité recto/verso de leurs parents en cours de validité
- pour les étudiants belges diplômés de l'enseignement secondaire supérieur dans la même année que leur inscription, la formule provisoire du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)
- pour les étudiants ayant effectué des études secondaires à l'étranger, une copie certifiée conforme du diplôme de fin d'études secondaires accompagnée d'une copie des relevés de notes
- pour les étudiants ayant effectué des études supérieures en Communauté française, une attestation des écoles supérieures fréquentées qui certifie que ceux-ci ont apuré toutes leurs dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur
- la liste des écoles fréquentées depuis l'enseignement secondaire jusqu'au jour de l'inscription, en mentionnant le nom des différentes écoles, leur adresse respective ainsi que les années d'études effectuées et les résultats obtenus
- deux photos d'identité.

En tout état de cause, le candidat à l'inscription est tenu de justifier ses cinq dernières années d'activités postérieures au certificat de l'enseignement secondaire supérieur (ou équivalent pour les titres étrangers) et antérieures à la demande d'inscription, par des documents probants tels : attestations d'études précisant la réussite, l'échec ou l'abandon pour chaque année d'étude entamée, attestations de travail délivrées par un employeur avec dates de début et de fin de contrat. A défaut de pouvoir produire des documents probants pour justifier ces cinq dernières années d'activités et, uniquement dans ce cas, une déclaration sur l'honneur sera demandée.

Pour les étudiants porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), une copie certifiée conforme de la formule définitive revêtue du sceau de la Communauté française devra être fournie spontanément dès réception dudit certificat.

L'inscription est irrecevable si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions d'accès aux études ou ne respecte pas les dispositions exposées ci-avant. Seuls les dossiers complets seront pris en compte.

Attention : tous les étudiants porteurs d'un diplôme d'enseignement secondaire obtenu à l'étranger doivent introduire une demande d'équivalence permettant la poursuite d'études en Belgique auprès du ministère de la Communauté française. D'ordinaire, cette demande d'équivalence doit être

introduite avant le 15 juillet de l'année en cours pour être recevable. Par dérogation, cette demande pourra être introduite dans les cinq jours ouvrables à dater de la proclamation des résultats de l'épreuve d'admission. La forme à respecter et la liste des documents à fournir pour la demande d'équivalence sont disponibles sur le site de l'administration à l'adresse www.equivalences.cfwb.be
L'inscription en première année ne deviendra effective qu'après réussite de l'épreuve d'admission (TITRE IV).

Un recours contre une décision d'irrecevabilité d'une inscription peut être introduit auprès des délégués du Gouvernement qui, pour des raisons motivées, peuvent invalider cette décision et confirmer la demande d'inscription de l'étudiant (article 95 § 1 alinéa 2 du décret).

Attention : les étudiants étrangers non résidents régulièrement inscrits doivent introduire une demande de carte de séjour auprès de l'administration communale de la Ville de Tournai afin de pouvoir y résider le temps de leurs études.

ARTICLE 5 - DE L'ACCES AUX ETUDES PAR VALORISATION D'UNE EXPERIENCE ARTISTIQUE PERSONNELLE

En vue de l'admission aux études via la valorisation des savoirs et compétences acquis par expérience artistique personnelle, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), organise, s'il échet, une commission d'admission interne constituée d'enseignants chargés d'évaluer le parcours artistique personnel de tout candidat à l'inscription n'ayant aucun des titres d'accès repris à l'article 107 du décret (article 3, TITRE 1 du présent règlement).

Ladite commission d'admission interne, instituée par le directeur pour le programme d'études auquel le candidat prétend s'inscrire, est composée suivant l'article 3 du TITRE IV du présent règlement.

L'accès suivant cette procédure peut être concédé au premier ou au deuxième cycle de l'enseignement supérieur artistique de type long.

Cette expérience artistique personnelle doit correspondre à au moins cinq années d'activités hors enseignement (article 119 § 1 du décret). L'expérience artistique personnelle doit être en rapport avec les études que le candidat souhaite entreprendre et attestée par des documents probants.

Au terme de la procédure d'évaluation, la commission d'admission susmentionnée juge si les aptitudes et les connaissances du candidat sont suffisantes pour suivre des études supérieures artistiques avec succès.

La commission d'admission peut faire passer au candidat des épreuves visant à contrôler que l'expérience artistique personnelle correspond aux savoirs et compétences attendus à l'issue des cours considérés.

La commission d'admission détermine les enseignements supplémentaires et les dispenses éventuelles qui constitueront les conditions complémentaires d'accès aux études.

La commission d'admission transmet ses conclusions motivées au conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) qui émet un avis favorable ou défavorable en fonction du cycle d'études visé par le candidat.

La valorisation des savoirs et compétences octroyée par un établissement d'enseignement supérieur ne lie pas les autres jurys et écoles supérieures (article 119 § 2 du décret).

Une fois inscrit, le procès-verbal de la commission d'admission et la décision du Conseil de gestion pédagogique sont conservés dans le dossier de l'étudiant.

Cette procédure officialise l'expérience menée afin de standardiser et faciliter les processus d'accueil d'étudiants dans un contexte d'études tout au long de la vie

ARTICLE 6 - DES DROITS D'INSCRIPTION

Le montant des droits d'inscription pour des études est fixé par décret. Il est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.

Ces montants comprennent l'inscription au rôle, l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant l'année académique considérée (article 105 § 1 du décret). Annuellement, une commission de concertation est chargée d'établir la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants (droits administratifs supplémentaires - DAS). La commission se réunit dans le courant du mois de mai. Celle-ci est composée, à parts égales, de représentants des autorités académiques, du personnel de l'école et du conseil des étudiants. Elle est présidée par le directeur de l'école.

Ces frais varient selon l'option et l'année d'études. Ils comprennent les frais relatifs aux infrastructures et équipements spécifiques, les frais administratifs de gestion des dossiers personnels des étudiants ainsi que tous les frais inhérents à la formation.

Ces frais sont affichés aux valves et communiqués aux étudiants dès leur inscription.

En ce qui concerne les étudiants bénéficiant d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Communauté française (loi du 19 juillet 1971), il ne peut être réclamé aucun droit d'inscription (article 105 § 2 du décret).

Attention : les demandeurs de ce type d'allocation en attente de la circulaire certifiant l'acceptation de leur dossier par les services ad hoc de la Communauté française, doivent s'acquitter du paiement dans les délais indiqués. Les montants versés seront remboursés intégralement dès réception d'une copie de la circulaire par le secrétariat de l'école.

Les étudiants à revenus modestes bénéficient de droits d'inscription réduits fixés par décret.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dispose d'un fonds social pour venir en aide à certains étudiants (article 58 du décret du 20 décembre 2001). L'école peut accorder une aide spécifique et individuelle aux étudiants qui en font la demande et après acceptation de leur dossier par le service social de l'école (conditions et dossiers disponibles au secrétariat de l'école). En cas de désinscription de l'étudiant, les montants alloués sont rétrocédés au fonds social de l'école.

Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (article 102 § 1 du décret).

Une inscription peut être annulée à la demande expresse de l'étudiant avant le 1er décembre; seuls 10% du montant des droits d'inscription restent dus (article 102 § 2 du décret).

Un recours contre une décision d'annulation d'inscription pour non-paiement du solde du montant des droits d'inscription peut être introduit auprès des délégués du Gouvernement qui, pour des raisons motivées, peuvent invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant.

Un droit d'inscription complémentaire (DIC) est exigé des étudiants qui ne sont pas ressortissants des états membres de l'Union européenne et dont les parents (ou le tuteur légal) non belges ne résident pas en Belgique, sans que ces droits ne puissent dépasser cinq fois le montant des droits d'inscription (article 101 § 1, alinéa 4 du décret). Ce montant est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique en cours.

Le droit d'inscription complémentaire payé n'est pas remboursé en cas d'abandon des études en cours d'année académique, excepté dans le cas où le départ de l'étudiant fait suite à une décision administrative.

Il est à noter que l'autorisation de séjourner sur le territoire dans le but de poursuivre des études ne constitue pas un cas d'exemption du paiement du droit d'inscription spécifique.

Attention : le droit d'inscription complémentaire ne s'applique pas aux ressortissants des pays les moins avancés, repris sur la liste intitulée "list of least developed countries" (LDC), Organisation des nations unies (ONU) general assembly resolution 68/L.20 (liste annexée au règlement).

ARTICLE 7 - FRAUDE A L'INSCRIPTION

En cas de fraude à l'inscription (article 98 du décret), l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à l'école sont définitivement acquis.

ARTICLE 8 - DU REFUS D'INSCRIPTION

Par décision motivée, les autorités académiques de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent refuser l'inscription d'un étudiant (article 96 § 1 du décret).

Les raisons pouvant justifier un refus d'inscription sont les suivantes :

- si l'étudiant ne remplit pas toutes les conditions énumérées aux articles 3 et 4, TITRE I du présent règlement;
- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription et/ou de fraude aux évaluations;
- lorsque l'étudiant a fait l'objet, dans les cinq années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion pour faute grave (mesure disciplinaire);
- lorsque l'étudiant n'est pas finançable.

Si l'étudiant n'est pas finançable, le conseil de gestion pédagogique de l'école peut, par pouvoir discrétionnaire, prendre la décision du maintien de l'inscription de l'étudiant.

La décision du refus d'inscription doit être formellement motivée, datée et signée. Elle doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée ou contre reçu endéans un délai de 15 jours prenant cours le jour de la réception de la demande d'inscription de l'étudiant. Cette notification doit également contenir les modalités d'exercice des droits de recours.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études et ne se trouve pas dans une situation de refus énumérée ci-dessus, lui incombe. Cette preuve peut être apportée par tout document libre ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur datée et signée par l'étudiant.

L'étudiant peut introduire un recours par pli recommandé dans les 10 jours devant une commission créée et organisée par l'école à cet effet.

Le recours est suspensif de la décision jusqu'à ce que la commission ci-avant définie ait statué sur le cas du refus.

La commission chargée de recevoir les recours comprend :

- le directeur de l'académie, président ou, le cas échéant, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur;
- trois membres du personnel enseignant de l'académie, ne siégeant pas au conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur;
- trois étudiants désignés par le conseil des étudiants de l'académie.

Chacun a une voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

La commission dispose de 15 jours à compter de la réception du recours pour se prononcer.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la commission et le secrétaire. La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé.

L'étudiant peut faire appel d'une décision négative prise par la commission de recours. Dans ce cas, il dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour qui suit la notification de la décision querellée pour introduire un appel auprès de la commission de l'ARES, chargée de recevoir les plaintes d'étudiants relatives à un refus d'inscription (Commission d'examen des plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription -CEPERI). Sous peine d'irrecevabilité, la requête est

introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours (article 97 du décret). Adresse de l'ARES : rue Royale, 180 (5ème étage) à 1000 Bruxelles.

L'ESA – Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai transmet au délégué du Gouvernement auprès de l'institution, les noms des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion pour des raisons de fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations. Le délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ETUDES DE DEUXIEME CYCLE

L'étudiant titulaire d'un bachelor de transition du type long du domaine des arts plastiques visuels et de l'espace peut s'inscrire aux études de deuxième cycle du type long d'un même programme d'études :

- en 120 crédits, portant sur deux années de formation (pas de diplôme en master 1);
- en 60 crédits, portant sur une année de formation.

L'étudiant, qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, peut poursuivre ses études sans enseignements complémentaires pour obtenir le master du même programme d'études en 120 crédits (article 70, 2° et article 114 du décret ainsi que décret de classement du 17 mai 1999, mise à jour le 2 juin 2006).

Ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études, les étudiants porteurs (article 111 § 2 du décret) :

- d'un master en 120 crédits d'un autre programme d'études en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent;
- d'un bachelor de transition d'un autre programme d'études aux mêmes conditions;
- d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras précédents en application du décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études différent de celui de la finalité ciblée en master décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits que l'étudiant peut par ailleurs valoriser lors de son admission.

Ces enseignements supplémentaires font partie du programme d'études du deuxième cycle.

Les étudiants porteur d'un bachelor de type court ont également accès aux études de deuxième cycle d'un programme d'études de type long en vertu d'une décision des autorités académiques et aux conditions complémentaires qu'elles fixent (article 111 § 2 du décret).

Les conditions complémentaires d'accès visées ci-avant sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières prérequis pour les études visées. Un jury de valorisation des crédits acquis dans un premier cycle d'un programme d'études de type court décide des conditions complémentaires d'accès.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'étude (dans ce cas, le master = 180 crédits).

Par dérogation, ont également accès aux études de deuxième cycle les étudiants qui, pour se voir conférer un grade académique qui y donnerait accès, doivent encore réussir au plus 15 crédits et sont régulièrement inscrits simultanément à ces études dans une école supérieure des arts en Communauté française (article 111 § 3 du décret).

Les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être pris en compte en délibération par un jury d'études de deuxième cycle avant d'avoir satisfait pleinement aux conditions d'admission et obtenu le grade académique de premier cycle nécessaire.

L'accès au deuxième cycle d'un programme d'études peut être concédé hors des conditions énumérées ci-avant en suivant la procédure d'accès aux études par valorisation d'une expérience artistique personnelle (article 5, TITRE I du présent règlement et article 111 § 4 du décret).

L'étudiant titulaire d'un master en 120 crédits peut acquérir une autre finalité du même cursus en 30 crédits, les crédits du cours artistique de l'option ayant été acquis (article 70 § 2, alinéa 1 du décret).

Condition particulière d'accès aux études de master à finalité didactique :

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'AESS, s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française (article 113 § 1 du décret).

Une épreuve d'évaluation est organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription au master à finalité didactique ou à l'AESS (TITRE V du présent règlement).

ARTICLE 10 - LE REGLEMENT DISCIPLINAIRE

1. Tous dommages et dégradations provoqués par l'étudiant aux locaux, au mobilier, au matériel didactique, etc. sont réparés ou remplacés à ses frais, sans préjudice de peines disciplinaires qui peuvent lui être infligées du même chef.

2. Il est interdit de :

- troubler l'ordre à l'intérieur de l'école
- taguer, dessiner ou peindre sur les murs ou le mobilier
- jeter ou laisser traîner au sol tout objet de nature à nuire à la propreté et au bon ordre
- consommer de la nourriture dans les auditoriums et les salles de cours
- fumer à l'école y compris dans les lieux ouverts (arrêté royal du 31 mars 1987). Cette interdiction s'applique également aux usagers de cigarettes électroniques
- introduire, conserver ou consommer des drogues à l'intérieur de l'école
- de consommer des boissons alcoolisées dans l'école; dans tous les cas, la réglementation du code de la santé sera respectée.

3. A l'intérieur de l'école, l'étudiant ne peut, sans l'autorisation du directeur ou de son délégué :

- faire circuler des pétitions;
- organiser des collectes ou ventes;
- procéder à l'affichage de documents;
- emprunter des modèles;
- introduire des personnes étrangères à l'établissement (sauf en période de jurys artistiques et avec les restrictions d'usage puisque les jurys sont publics).

4. Dans les domaines politique, idéologique, religieux ou philosophique, l'étudiant respecte la neutralité propre à l'enseignement organisé par la Ville de Tournai (article 25, TITRE I du présent règlement : options philosophiques des écoles communales de la Ville de Tournai) sous peine de subir les sanctions prévues par le régime disciplinaire exposées ci-dessous.

5. Les étudiants sont tenus à la plus parfaite courtoisie à l'égard de tous les membres de la communauté enseignante et administrative ainsi qu'à l'égard des autres étudiants. Ils sont tenus d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs. Les obligations de l'étudiant en matière de comportement s'étendent aux activités d'apprentissage extérieures ainsi qu'aux stages.

6. Les étudiants sont tenus de respecter les œuvres exposées ou intégrées dans l'école.
7. Les étudiants doivent se conformer aux injonctions des autorités compétentes s'exprimant en tant que telles à l'intérieur de l'école et à l'extérieur lors de déplacements organisés dans le cadre des études. Les membres du personnel règlent la discipline lors des activités d'apprentissage dont ils ont la charge. Ils peuvent enjoindre l'étudiant qui leur manque de respect ou qui trouble l'ordre de quitter les locaux. Les étudiants doivent le respect aux autorités académiques, aux personnels enseignant, administratif et de maintenance.
8. Les étudiants ne peuvent rien faire qui soit susceptible de nuire à leur sécurité ou à celle d'autrui. Ils prennent connaissance des consignes affichées en matière de lutte contre l'incendie et les respectent scrupuleusement. Les étudiants sont tenus, en outre, de participer aux exercices d'incendie.
9. Il est interdit d'utiliser tout appareil de télécommunication susceptible de perturber les activités d'enseignement. Les téléphones portables sont obligatoirement éteints pendant les activités d'apprentissage.
10. L'étudiant, qui contracte une maladie contagieuse grave et susceptible d'engendrer des conséquences graves pour autrui (exemple : suspicion de méningite à méningocoque, diphtérie, poliomyélite,... – pour la liste complète, voir [www.wiv-isp.be/matra/CF/ connexion.aspx](http://www.wiv-isp.be/matra/CF/connexion.aspx)), est tenu de le signaler immédiatement auprès du secrétariat de l'école. Il communiquera les coordonnées de son médecin traitant. Il est tenu de respecter scrupuleusement les consignes qui lui seront données et de se conformer aux directives prévues pour ce type de situation et, en particulier, les procédures à suivre en cas d'épidémie.

En cas de contravention aux neuf points développés ci-avant, l'étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

1. le rappel à l'ordre;
2. la réprimande;
3. l'exclusion temporaire d'une activité d'apprentissage, de plusieurs activités d'apprentissage ou de l'ensemble des activités d'apprentissage, et ce pour une durée maximum de deux semaines (cette exclusion ne peut concerner les stages);
4. l'exclusion définitive de l'école.

Les deux premières sanctions sont prononcées par le directeur sans recours.

Une exclusion temporaire ou définitive est prononcée par le conseil de gestion pédagogique.

Préalablement à toute sanction disciplinaire, l'étudiant est entendu par le directeur pour les sanctions visées aux points a) et b) ci-avant et par le conseil de gestion pédagogique pour les sanctions reprises en points c) et d). Pour cette dernière, l'étudiant peut se faire assister par un défenseur de son choix. Hormis le cas d'empêchement légitime, l'étudiant valablement convoqué, qui ne répond pas à la convocation, peut se voir infliger la sanction sans avoir été entendu.

L'étudiant ou ses parents, ou toute autre personne responsable s'il est mineur, est averti par envoi recommandé à la poste de toute décision d'exclusion temporaire ou définitive.

Toute décision d'exclusion peut faire l'objet d'un appel. Celui-ci devra être introduit par lettre recommandée auprès du directeur dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification de la sanction par l'étudiant intéressé. L'appel doit être motivé et doit reprendre les moyens soulevés par l'étudiant à l'encontre de la décision du conseil. L'appel est suspensif de la décision.

Afin d'examiner les appels, il est créé une commission de discipline. Celle-ci, qui présente des garanties d'indépendance, est constituée de :

- 3 représentants du pouvoir organisateur
- 3 représentants des enseignants
- 3 représentants des étudiants.

Les représentants des enseignants et des étudiants ne peuvent être membres du conseil de gestion pédagogique de l'école supérieure des arts.

La commission de discipline statue dans le mois sur la recevabilité de l'appel et se prononce sur le maintien ou la levée de la mesure d'exclusion. La commission de discipline peut, s'il échet, transformer une exclusion définitive en exclusion temporaire. Cette commission est présidée par le Bourgmestre de la Ville de Tournai, président du pouvoir organisateur, ou l'échevin ayant la tutelle de l'enseignement ou par un représentant désigné par eux.

La sanction disciplinaire prononcée à l'égard d'un étudiant ne peut être prise en compte dans l'évaluation de ses compétences.

Attention : en ce qui concerne les vêtements et les objets privés introduits dans l'école et/ou ceux nécessaires à la poursuite des activités d'apprentissage, l'école décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration, et ce, que le fait soit imputable à un étudiant ou à un tiers.

ARTICLE 11 - DES MODALITES DE VERIFICATION ET DE CONTROLE DES PRESENCES

1. Tout étudiant est tenu de suivre assidûment et régulièrement les activités d'apprentissage de l'année d'études dans laquelle il est inscrit.
2. Les présences de l'étudiant seront consignées par les enseignants responsables de chaque activité d'apprentissage. L'enseignant signalera les étudiants n'ayant pas suivi régulièrement les activités d'apprentissage aux Conseils d'option organisés à l'issue de chaque quadrimestre.
3. Le secrétariat de l'école supérieure des arts notifie aux enseignants les absences justifiées des étudiants.

ARTICLE 12 - DE LA REGULARITE DES ETUDES

1. L'étudiant dont la somme des absences non justifiées excède 60 demi-jours toutes activités d'apprentissage confondues pour l'année académique en cours, perd sa qualité d'étudiant régulier et ne pourra accéder aux examens et évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique.
2. Au plus tard quinze jours ouvrables avant le commencement des sessions d'examens et de la session d'évaluations artistiques du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, le directeur, par décision formellement motivée et sur base des rapports de régularité établis par les enseignants réunis en conseil d'option, peut refuser l'accès aux examens et évaluations artistiques des étudiants qui ne satisfont pas aux normes ci-avant définies. Sa décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, l'informant également des modalités d'introduction de recours. L'étudiant dont l'accès à l'épreuve est refusé peut, dans les trois jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du pouvoir organisateur.
3. Est considérée comme absence non justifiée toute absence non couverte par un certificat médical, à remettre au secrétariat de l'école supérieure des arts dans les 48 heures qui suivent le début de l'incapacité, cachet de la poste faisant foi s'il s'agit d'un envoi postal. A défaut de certificat médical, la validité de la justification peut être appréciée par le directeur de l'école supérieure des arts.
4. La présence de l'étudiant est obligatoire à chaque séance d'évaluation continue pour les cours qui en font l'objet.

Attention : Clause particulière s'appliquant aux étudiants de première année du premier cycle d'études :

Pour les étudiants de première année du premier cycle d'études, la participation aux épreuves de la fin du premier quadrimestre est une condition d'admission aux autres épreuves de l'année académique. (article 150 § 1 du décret)

ARTICLE 13 - LES STAGES

1. Les stages sont des heures de cours obligatoires donnant lieu à une évaluation annuelle et rentrant dans la cotation finale de chaque étudiant. Les stages sont classés "cours artistiques".
2. L'école supérieure des arts définit un quota de stages obligatoires par finalité. Le quota ne peut en aucun cas être inférieur au nombre d'heures prévues à cet effet dans les grilles des cours obligatoires définies dans l'arrêté d'application fixant la liste des cours obligatoires (arrêté du Gouvernement du 17 juillet 2002 paru au Moniteur belge le 18 octobre 2002, dernière mise à jour le 28 novembre 2008). Le quota d'heures de stages entrant dans les heures d'activités d'enseignement laissées à la liberté du pouvoir organisateur de l'école supérieure des arts peut être revu annuellement et au plus tard avant le 31 janvier de l'année académique précédant le changement.
3. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts font l'objet d'une convention de stage établie préalablement au début du stage et qui précise la fonction du stage, le rôle du maître de stage et précise les modalités indispensables en matière d'assurance pour l'étudiant. Un rapport de stage devra être rédigé et remis au secrétariat de l'école.
4. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent être terminés au plus tard avant le début de la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours.
5. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts peuvent avoir lieu pendant les vacances d'été. Dans ce cas, les crédits sont acquis par anticipation pour l'année académique suivante.
6. Les enseignants des cours artistiques des programmes d'études sont tenus de libérer l'étudiant qui suit un stage interne ou hors de l'école, de toute remise de travaux et ce, durant la période de stage et la semaine qui suit.
7. Les stages réalisés par l'étudiant hors de l'école supérieure des arts doivent l'être dans un périmètre "raisonnable" afin de permettre les visites de stages par les professeurs de l'option. Sur décision extraordinaire d'un conseil d'option, il peut être fait exception à ce point.
8. Pendant la/les périodes convenue(s) pour la réalisation du stage hors de l'école, quelle qu'en soit la formule, l'étudiant ne peut être considéré comme absent des cours.
9. En cas de maladie pendant la période de stages internes, l'étudiant recevra un travail de substitution de la part du/des maîtres du stage où il était initialement inscrit. Le travail de substitution sera impérativement coté avant la fin des cours.

ARTICLE 14 - DU CHANGEMENT D'OPTION EN COURS D'ANNEE ACADEMIQUE

1. L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) tolère le changement de programme d'études d'un étudiant régulièrement inscrit à l'issue des épreuves de fin de premier quadrimestre de la première année du premier cycle.
2. L'étudiant doit introduire une demande motivée à la direction de l'école avant la clôture des épreuves du premier quadrimestre.
3. Le changement d'option doit être validé par un jury d'enseignants de l'option quittée et de l'option cible.
4. La capacité de l'étudiant à intégrer la nouvelle option doit être évaluée, dans le même esprit que l'épreuve d'admission (TITRE IV du présent règlement).
5. Le Conseil de gestion pédagogique doit remettre un avis favorable à cette demande. Il fixe le nouveau programme de l'étudiant sur proposition du Conseil d'option de l'option cible, avec les dispenses et les récupérations éventuelles.
6. Dans ce cas précis, quel que soit le programme d'études choisi, la réorientation ne nécessite pas de procéder à une nouvelle inscription.

ARTICLE 15 - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE HORS DE L'ECOLE

1. Les enseignants, dans le cadre des activités d'apprentissage, peuvent prévoir différents déplacements (voyages d'étude, visites d'exposition, participation à des conférences, etc.) avec l'accord du directeur et/ou du conseil de gestion pédagogique.

2. Les organisateurs feront parvenir au secrétariat de l'école, au moins 5 jours avant le déplacement, la liste des enseignants se chargeant de l'encadrement, ainsi que la liste exhaustive des étudiants participants.
3. Les étudiants empêchés de participer à ces déplacements pour des motifs valables, ne peuvent faire l'objet d'aucune sanction.

ARTICLE 16 - L'ACCES AUX EPREUVES ET EXAMENS

1. L'inscription aux épreuves et examens est liée au paiement des droits d'inscription (articles 102 § 1 et 105 § 1 du décret et article 6, TITRE I du présent règlement) et conditionnée à la régularité des études (articles 11 et 12, TITRE I du présent règlement).
2. Les examens et présentations artistiques sont publics.
3. Les horaires et lieux d'évaluation artistique et d'examens sont affichés aux valves 20 jours ouvrables avant le début de l'épreuve.
4. Pour l'épreuve de la fin du deuxième quadrimestre, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluations artistiques se clôturant avant le 1er juillet (article 138 alinéa 4 du décret). Toutefois en cas de force majeure appréciée par le Conseil de gestion Pédagogique, la session d'évaluation artistique peut être prolongée jusqu'à la veille de la date de la rentrée académique suivante.
5. Par exception au point précédent, l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) organise une session d'évaluation complète (évaluations artistiques et examens) à l'issue du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études à laquelle tous les étudiants de première année du premier cycle d'études sont obligés de participer (article 150 § 1 du décret et article 12, TITRE 2 du présent règlement). Il sera établi un registre des présences à cette session, toute absence non justifiée étant éliminatoire pour la poursuite de l'année académique (voir point 7 ci-dessous).
6. Nonobstant cette disposition particulière d'application exclusive aux étudiants de la première année du premier cycle d'études, nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluations artistiques au cours d'une même année académique.
7. L'étudiant qui s'absente à une évaluation artistique sans motif légitime ne peut poursuivre la session d'évaluation artistique et est, à son terme, refusé. L'étudiant qui pour un motif légitime ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin de quadrimestre de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial. L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée à l'étudiant dans les trois jours ouvrables contre reçu.

ARTICLE 17 - DE L'ALLEGEMENT DES ETUDES

Par décision individuelle et motivée, les autorités académiques peuvent exceptionnellement accorder des dérogations sur l'organisation des études de certains étudiants, notamment l'inscription à un programme d'études comportant éventuellement moins de 30 crédits pour une année académique. Ces dérogations font l'objet d'une convention avec les autorités académiques, établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

Elles ne peuvent être accordées que pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés (article 151 du décret).

Sont considérés comme bénéficiant de droit d'une telle dérogation les étudiants pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile en raison de leur handicap ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au Chapitre III du décret 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Sans préjudice à l'article 103 du décret (régularité des inscriptions), une telle inscription est considérée comme régulière, quel que soit le nombre de crédits sur lequel elle porte.

L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais d'étude.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION

1. L'affichage aux valves et la publication sur le réseau intranet de l'école sont les voies ordinaires pour informer les étudiants. Ceux-ci sont tenus de les consulter régulièrement.
2. Les supports de cours sont à la disposition des étudiants via le réseau intranet de l'école (sans préjudice des mises à jour nécessaires qui seront régulièrement mises en œuvre).
3. Les enseignants peuvent, dans le cadre de la promotion de l'école supérieure des arts et des différents programmes d'études, envisager toutes les formes légales d'activités mettant en valeur les œuvres et travaux des étudiants, organiser des expositions, prévoir des parutions ou des éditions, d'autres activités dans l'école ou hors de l'école et ce, avec l'accord du directeur et du Conseil de gestion pédagogique.
4. L'école se réserve le droit d'utiliser les œuvres et travaux des étudiants réalisés pendant la durée de leurs études à toutes fins promotionnelles.

ARTICLE 19 - DE LA CESSION DES DROITS DE REPRODUCTION

L'étudiant reconnaît à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit de reproduire photographiquement des travaux (œuvres et projets) produits au cours de ses études.

L'étudiant cède à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le droit d'utiliser à des fins pédagogiques, culturelles ou promotionnelles les reproductions de ses travaux.

En cas d'utilisation à des fins culturelles ou promotionnelles, le nom de l'étudiant et, le cas échéant, celui de l'œuvre, seront mentionnés. Comme il ne peut s'agir que d'une utilisation par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) dans le cadre de ses activités, la cession des droits est faite à titre gratuit.

L'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) n'est pas autorisée à vendre les travaux des étudiants, ni à percevoir aucun droit lié à leur utilisation ou leur diffusion par des tiers.

ARTICLE 20 - DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Toutes les informations contenues dans les fichiers de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont réservées à la gestion administrative des dossiers des étudiants. L'école ne communiquera les informations privées sur les étudiants qu'avec leur accord explicite, ou sur demande dûment motivée des services de la Communauté française ou d'une autorité publique.

Les informations contenues dans les dossiers des étudiants sont soumises à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Si un étudiant souffre d'une maladie chronique nécessitant en cas de crise certains soins spécifiques immédiats, il est indispensable d'en aviser le secrétariat de l'école en remplissant à l'inscription une fiche santé prévue à cet effet. Le contenu de cette fiche est à usage exclusivement médical et ne peut être divulgué à des tiers.

ARTICLE 21 - DU DROIT À L'IMAGE

Toute personne présente dans l'enceinte de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) accepte que son image soit fixée. Cette image peut être diffusée par l'école à des fins de communication culturelle ou promotionnelle. Si une personne ne désire pas qu'il soit fait usage de son image, elle en fait mention écrite auprès du secrétariat de l'école.

L'utilisation du nom et/ou de l'image de l'académie des Beaux-Arts (écoles supérieure des arts) est soumise à autorisation du directeur. Toute utilisation de ces éléments susceptible de nuire aux intérêts matériels et moraux de l'école, à ses missions et à sa réputation, à celle de ses membres du personnel enseignant et/ou administratif, à celle de ses étudiants, est passible des sanctions disciplinaires mentionnées à l'article 10, TITRE I, sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

ARTICLE 22 - DE LA RECHERCHE

En dehors de l'exercice du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle (décret du 30 juin 1994, paru au Moniteur belge le 27 juillet 1994), la publication de recherches menées dans le cadre de programmes d'études organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), tant par les étudiants que par les enseignants, entraîne la mention obligatoire et exclusive de l'école quel que soit le type de support et/ou le mode d'édition.

ARTICLE 23 - JURYS ARTISTIQUES

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE II.

ARTICLE 24 - JURY, JURY DE DÉLIBÉRATION, COMMISSIONS ET EVALUATION

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique en TITRE III.

ARTICLE 25 - OPTIONS PHILOSOPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL DE LA VILLE DE TOURNAI

VILLE DE TOURNAI

Enseignement communal neutre subventionné

Options philosophiques

L'école communale est une école ouverte à tous, sans distinction.

Elle accorde une égale sollicitude à tous les étudiants et vise la promotion de chacun.

L'école communale est une école de la tolérance.

Elle respecte toutes les conceptions philosophiques et idéologiques par la reconnaissance du droit à la différence. Elle s'enrichit de l'échange et de la confrontation d'idées.

L'école communale, proche du citoyen, est une école de la démocratie.

Gérée par les mandataires locaux, elle veut répondre aux aspirations et aux besoins de la population en matière d'éducation.

L'école communale est une école de la solidarité, un endroit où l'on partage la vie de tous les autres étudiants.

L'école communale est une école qui veut réaliser la justice sociale.

Par la promotion de chacun, elle refuse donc la sélection sociale et économique.

L'école communale est une école humaniste.

Elle est centrée sur le développement et l'épanouissement de l'étudiant et prend en compte les besoins de la société. Elle met en évidence les comportements positifs et insiste davantage sur la réussite.

L'école communale est respectueuse des droits de tous.

Elle prend en charge la totalité de sa personne.

Elle considère l'étudiant comme principal artisan de son développement et favorise les comportements d'épanouissement personnel, d'autonomie, de socialisme, de liberté et de créativité.

TITRE II : JURYS ARTISTIQUES

ARTICLE 1

Le pouvoir organisateur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), sur avis du conseil de gestion pédagogique, fixe le règlement d'ordre intérieur des jurys artistiques de l'académie.

Section 1 : Des jurys artistiques

ARTICLE 2

Les membres des jurys externes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du directeur, après avis du conseil d'option.

Le directeur de l'académie ou son délégué préside les jurys artistiques externes. Un président délégué peut être désigné pour chaque jury artistique.

Le président délégué est désigné par le conseil d'option.

Le secrétariat du jury artistique est régi par l'article 9, section 3 du présent titre.

Le directeur ou son délégué a voix consultative.

Le professeur responsable du ou des cours artistique(s) pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée, participe au jury externe. Il dispose d'une voix consultative.

Lorsque l'évaluation porte sur un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, ils participent au jury externe, avec voix consultative.

Le ministre peut mandater un délégué de la Communauté française pour assister aux jurys externes.

Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative. Le nombre de membres du jury externe ayant voix délibérative ne peut être inférieur à trois.

ARTICLE 3

Les membres des jurys internes sont désignés par le pouvoir organisateur sur proposition du professeur responsable du cours ou des cours pour le(s)quel(s) l'évaluation est organisée.

Ce professeur préside le jury interne. Il dispose d'une voix délibérative.

Lorsque l'évaluation est organisée pour un ou plusieurs cours et que plusieurs professeurs en sont responsables, les membres des jurys internes sont désignés sur proposition de ces professeurs.

Dans ce cas, le président est désigné par les membres dudit jury. Le président dispose d'une voix délibérative.

ARTICLE 4

Le jury de fin du deuxième quadrimestre pour le cours artistique de l'option de la dernière année d'un programme d'études est exclusivement un jury externe.

Les autres jurys artistiques de fin du deuxième quadrimestre organisés par l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) sont des jurys internes ou externes suivant le choix du conseil d'option.

Le jury externe est composé majoritairement de membres extérieurs à l'école supérieure des arts qui sont choisis pour leurs compétences.

Le jury interne est composé majoritairement de membres du personnel enseignant de l'école supérieure des arts.

Section 2 : Du fonctionnement des jurys artistiques

ARTICLE 5

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de procéder à une évaluation artistique et de participer aux délibérations qui s'ensuivent, si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne jusqu'au 4ème degré inclusivement.

ARTICLE 6

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel de l'académie, membres du jury sont tenus de participer aux travaux du jury au sein duquel ils ont été désignés.

ARTICLE 7

Les membres de chaque jury artistique évaluent individuellement le parcours artistique de l'étudiant et remettent leur note au secrétariat qui les additionne.

ARTICLE 8

Les délibérations des jurys artistiques ont lieu à huis clos. Les jurés extérieurs quelle que soit la nature de leur fonction sont tenus de garder le secret des délibérations et des cotations (article 9, TITRE III). Ces délibérations peuvent modifier la note globale du jury. Toute modification de la note globale du jury ne peut se faire qu'à la hausse.

La décision de modifier la note globale doit être prise à la majorité des voix des membres présents.

Les notes et notes individuelles de chaque membre du jury artistique sont secrètes.

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury artistique et les résultats de cette délibération.

Les procès-verbaux des jurys artistiques sont conservés par l'école supérieure des arts pendant une durée de trois ans à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

Section 3 : Des modes d'organisation des jurys artistiques

ARTICLE 9

Le directeur organise le secrétariat des jurys artistiques et des jurys de délibération, en désigne les secrétaires choisis parmi les membres du personnel de l'académie et publie leurs noms aux panneaux d'affichage avant le début de la session. Les secrétaires n'ont pas de voix délibérative.

ARTICLE 10

Les présentations artistiques sont publiques. Le public ne peut en aucune manière y interagir avec l'enseignant ou l'impétrant lors de la présentation, ni perturber son bon déroulement (article 137, alinéa 2 du décret).

Section 4 : Conditions particulières s'appliquant aux jurys artistiques

De la session d'évaluations artistiques

ARTICLE 11

À l'exception de la première année du premier cycle d'un programme d'études (article 150 § 1 du décret et articles 2 et 16 du TITRE I du présent règlement), nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluation artistique au cours d'une même année académique.

De l'empêchement de présenter une évaluation artistique

ARTICLE 12

L'étudiant, qui s'absente à une évaluation artistique sans motif légitime, ne peut poursuivre la session d'évaluation artistique et se trouve, à son terme, refusé.

L'étudiant, qui, pour un motif légitime, ne peut participer à une évaluation artistique à la date prévue, peut participer à cette évaluation au cours de la même session d'évaluation artistique pour autant que l'organisation de l'évaluation de fin d'année à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) le permette et moyennant l'accord du directeur et des enseignants concernés. Dans ce cas, la composition du jury artistique peut être différente du jury initial.

L'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime d'absence au directeur dans un délai de deux à cinq jours ouvrables par rapport à l'absence. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. La décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables (article 11, point 7, TITRE I).

De la spécificité des jurys artistiques

ARTICLE 13

Le jury artistique ne recouvre pas la notion de jury telle que définie au TITRE III du présent règlement, ni en termes de composition, ni en termes de mission.

TITRE III : JURY, JURY DE DELIBERATION, COMMISSIONS ET EVALUATION

Section 1 : Le jury

ARTICLE 1

Au sens de l'article 131 du décret, le jury est l'instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes.

ARTICLE 2

Le jury peut organiser en son sein des commissions. Toute décision prise par ces commissions est réputée ratifiée par le jury. Celui-ci peut, à l'initiative de trois de ses membres au minimum, dans les trois jours ouvrables suivant la notification d'une décision prise en commission, se réunir dans les

deux semaines suivant cette notification, pour statuer sur l'entièreté ou sur une partie de la décision notifiée et, le cas échéant, l'invalidier.

ARTICLE 3

Le jury est composé de tous les enseignants ayant pris part aux activités d'apprentissage et ayant attribué à l'étudiant une note pour une activité d'apprentissage incluse au programme annuel de l'étudiant. Un seul enseignant dispose d'une voix par unité d'enseignement.

Le directeur de l'académie ou, en son absence, son délégué désigné par le pouvoir organisateur, préside le jury avec voix délibérative.

ARTICLE 4

Le ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche peut mandater un délégué de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour assister aux travaux du jury. Ce délégué a une voix consultative, il ne participe pas aux votes.

ARTICLE 5

Il est interdit à un membre des jurys visés par le présent règlement de participer aux délibérations si l'étudiant est son conjoint, son cohabitant légal, l'un de ses parents, un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement, la personne avec laquelle il vit maritalement mais hors des liens du mariage ou un parent de la personne visée ci-avant jusqu'au quatrième degré inclusivement.

ARTICLE 6

Sauf cas de force majeure apprécié par le président du jury, les membres du personnel enseignant sont tenus d'assister au(x) jury(s) qui concerne(nt) les étudiants dont ils ont encadré les activités d'apprentissage.

ARTICLE 7

Pour délibérer valablement, plus de la moitié des membres du jury doivent être présents (au sens de l'article 3 ci-dessus).

Toute décision est prise à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 8

Le directeur organise le secrétariat des jurys, en désigne le/les secrétaire(s) choisi(s) parmi les membres du personnel de l'académie et publie le/les nom(s) aux valves et sur le réseau intranet de l'école. Le/les secrétaire(s) n'a (ont) pas voix délibérative et ne participe(nt) pas aux votes.

ARTICLE 9

Conformément à l'article 133 du décret, *les délibérations du jury ont lieu à huis clos. Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.*

Conformément à l'article 216 du statut des membres du personnel des écoles supérieures des arts officielles subventionnées (décret du 20 décembre 2001, paru au Moniteur belge le 3 mai 2002), *les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance et qui auraient un caractère secret dans le cadre de leur fonction.* Quiconque viole le secret des délibérations du jury sera déclaré parjure et soumis aux sanctions disciplinaires prévues dans ledit statut (chapitre VI, articles 288 à 299).

ARTICLE 10

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

Section 2 : Du jury de délibération et de l'évaluation

ARTICLE 11

Le jury se réunit en séance plénière deux fois par an, à la fin des deuxième et troisième quadrimestres, et délibère sur l'ensemble des crédits obtenus dans le programme annuel de l'étudiant.

Sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble des résultats (article 140 du décret).

ARTICLE 12

Le jury de délibération est composé de tous les enseignants (professeurs, chargés d'enseignement, assistants, conférenciers) ayant encadré les activités d'apprentissage figurant au programme d'étude de l'étudiant délibéré pour l'année académique considérée.

- Chaque unité d'enseignement dispose d'une voix.
- Un enseignant ne dispose que d'une voix. Le vote par procuration est interdit.
- L'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne peut être invoquée pour surseoir à une décision ou l'invalider (article 132 § 2 du décret).

Attention : une commission quadrimestrielle se réunira au terme du 1er quadrimestre. Cette commission acte l'obtention d'office des crédits et valide d'office les unités d'enseignement réussies conformément aux articles 17 et 18 qui suivent, à l'exclusion de toute autre décision.

ARTICLE 13

L'évaluation d'une unité d'enseignement s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 20 compte tenu du coefficient de pondération défini à l'article 14 ci-après. Le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés est de 10/20 (50%).

L'évaluation globale de l'ensemble des unités d'enseignement suivies durant une année académique s'exprime sous forme d'une note comprise entre 0 et 100. Le seuil de réussite est de 50/100 (50%), pour autant que les crédits des unités d'enseignement visées soient octroyés (article 139, alinéa 2 du décret).

ARTICLE 14

Le coefficient de pondération affecté aux notes des activités d'apprentissage est fixé à 20 points par tranche de 30 heures de cours par année académique.

Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'école, mais comprend d'autres activités associées, tels travaux, exercices personnels, préparations, la recherche de documentation, les études et projets... (article 67 alinéa 2 du décret).

Généralement, une heure d'activité d'apprentissage représente deux crédits, mais les crédits sont aussi liés à des activités d'apprentissage non encadrées comprenant d'autres activités associées, tels que travaux et exercices personnels, recherche de documentation, préparations, études et projets, etc. (article 67, alinéa 2 du décret).

Les étudiants sont prévenus de la pondération en points et en crédits via les fiches ECTS.

ARTICLE 15

Pour les cours où l'évaluation annuelle requiert un jury artistique, une note d'année intervient à concurrence de 50% du total de la note attribuée. Le(s) enseignant(s) responsable(s) du cours attribuent cette note qui est le résultat de la somme des évaluations effectuées durant l'année et communiquées aux étudiants.

La note d'année est remise au secrétariat de l'académie au plus tard la veille de la session d'évaluation artistique du deuxième quadrimestre.

ARTICLE 16

Les cours artistiques de soutien au cours artistique d'une option, les cours généraux et les cours techniques peuvent faire l'objet d'une évaluation continue. Dans ce cas, la moyenne des notes obtenues au cours de l'année constitue la note de l'année.

Les étudiants sont prévenus du mode de cotation via les fiches ECTS.

ARTICLE 17 – CREDITS ACQUIS DE PLEIN DROIT

L'étudiant ayant obtenu une note moyenne supérieure ou égale à 10/20 (50%) à une unité d'enseignement et une note supérieure ou égale à 10/20 (50%) à toutes les activités d'apprentissage de ladite unité d'enseignement, obtient d'office les crédits afférents à ces cours et valide l'unité d'enseignement.

ARTICLE 18 – VALIDATION D'OFFICE DES UNITES D'ENSEIGNEMENT

Le jury de délibération attribue d'office les crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, et
- ne pas avoir plus d'un échec à l'une des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, le seuil d'exclusion étant fixé à 8/20.

Pour l'application de cette règle, un maximum de deux échecs est toléré dans l'ensemble des activités d'apprentissage d'une année académique.

Attention : par exception à cette règle, les crédits ne sont pas automatiquement attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

ARTICLE 19 – VALIDATION DES UNITES D'ENSEIGNEMENT PAR DELIBERATION

Le jury met en délibération l'obtention des crédits afférents à une unité d'enseignement si l'étudiant réunit les conditions suivantes :

- avoir obtenu une note globale supérieure ou égale à 10/20, compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement, et
- avoir plus d'un échec dans des activités d'apprentissage qui composent l'unité d'enseignement concernée, égal ou en dessous du seuil de 8/20.

Dans le cas contraire, l'étudiant n'est pas délibéré et les crédits afférents à l'unité d'enseignement ne sont pas attribués.

Attention : par exception à cette règle, le jury ne peut mettre en délibération l'obtention des crédits attribués à l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option si la cote de l'activité d'apprentissage correspondant au cours artistique de l'option est inférieure à 10/20.

ARTICLE 20 – CAS EXCEPTIONNELS

Exceptionnellement et par dérogation à l'article 18 ci-dessus, le président du jury peut mettre en délibération l'obtention de crédits afférents à une unité d'enseignement, quelles que soient les cotes obtenues, pour autant que la motivation du président soit préalablement exposée aux membres du jury.

En aucun cas, une demande de dérogation pour cas exceptionnel ne peut être soumise à l'appréciation du directeur en séance.

Pour être recevable, la demande de dérogation pour cas exceptionnel doit avoir fait l'objet d'une demande écrite et motivée, transmise au directeur par le professeur responsable du cours artistique de l'option dont est issu l'étudiant concerné. Outre la signature du professeur responsable du cours artistique de l'option, la demande doit être signée par au moins trois enseignants intervenant dans le programme annuel de l'étudiant et être remise au directeur deux jours ouvrables avant la réunion du jury de délibération.

ARTICLE 21 – REPORTS DE CREDITS

Les crédits sont acquis de manière définitive. Un jury ne peut refuser d'octroyer les crédits associés aux épreuves pour lesquelles l'étudiant a atteint le seuil de réussite, quelle que soit la moyenne globale obtenue (article 139, alinéa 1 du décret).

Lorsque le jury de délibération ne valide pas une unité d'enseignement, les crédits acquis ne sont pas comptabilisés dans le total des crédits de l'année académique en cours.

Dans ce cas, ces crédits donnent lieu à des reports en vue d'une délibération ultérieure.

Cette clause ne vaut toutefois qu'au sein de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de Tournai.

ARTICLE 22 – REUSSITE A 45 CREDITS

Conformément à l'article 100 § 1 alinéa 3 du décret, le jury de délibération prononce la réussite du programme annuel de l'étudiant ayant validé des unités d'enseignement pour un total d'au moins 45 crédits.

Dans ce cas, la suite du programme de l'étudiant est soumise à l'accord du jury qui veille au respect des prérequis et corequis, et à ce que la charge de l'étudiant soit au moins de 60 crédits. Sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant et pour lui permettre la poursuite d'études avec une charge annuelle suffisante, un prérequis peut être transformé en corequis par décision du jury (article 100 § 2 du décret).

Attention : en première année du premier cycle d'un programme d'études, un étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits à la session de juin n'est pas obligé de présenter la deuxième session. Dans toutes les options, l'unité d'enseignement incluant le cours artistique de l'option équivaut à plus de 15 crédits. La non-validation de cette unité d'enseignement suffit à bloquer l'étudiant dans la poursuite du programme du cycle.

ARTICLE 23

Réussite à 30 crédits : l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel moyennant l'accord du jury d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle.

ARTICLE 24 – ECHEC A MOINS DE 30 CREDITS

L'étudiant qui n'a pas validé des unités d'enseignement à concurrence de 30 crédits sur les 60 crédits du programme d'études n'est pas autorisé à suivre les unités d'enseignement des blocs suivants.

Dans ce cas, l'étudiant représente les crédits non acquis. Il peut s'inscrire à des activités de remédiation. Celles-ci ne pourront en aucun cas donner lieu à des valorisations de crédits d'unités d'enseignement au programme du cycle d'études. Cependant, elles pourront figurer dans le supplément au diplôme à hauteur de 5 crédits maximum.

L'obligation de constituer un programme annuel d'au moins 60 crédits s'impose autant à l'étudiant qu'à l'école supérieure des arts.

ARTICLE 25 – DE LA SESSION D'EVALUATION DU PREMIER QUADRIMESTRE DE LA PREMIERE ANNEE DU CYCLE

Pour être dispensé de représenter une matière à la session d'évaluation du deuxième quadrimestre, l'étudiant doit avoir obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 (50%) compte tenu des coefficients de pondération affectés aux notes de l'activité d'apprentissage visée.

ARTICLE 26 – DE LA SESSION D'EVALUATION DU TROISIEME QUADRIMESTRE

Pour autant qu'il ait participé à toutes les évaluations artistiques et à tous les examens, hormis l'empêchement pour motif légitime, l'étudiant ajourné est dispensé de représenter à la session d'évaluation du troisième quadrimestre les examens qu'il a réussis aux évaluations du premier et du deuxième quadrimestre avec 50% des points au moins.

La note attribuée aux évaluations artistiques du deuxième quadrimestre (et du premier quadrimestre pour les étudiants de première année du premier cycle d'un programme d'études), en ce compris les

stages, est, pour la délibération des résultats de la session du troisième quadrimestre, reportée à ladite session.

Le droit pour l'étudiant de bénéficier de trois sessions ne s'applique qu'aux unités d'enseignement de la première année du premier cycle.

ARTICLE 27 – CLAUSE PARTICULIERE D'APPLICATION AU-DELA DE LA PREMIERE ANNEE DU PREMIER CYCLE

Si un étudiant au-delà de la première année du premier cycle choisit d'inscrire dans son programme de l'année académique des unités d'enseignement représentant plus de 60 crédits, il est délibéré sur l'ensemble de ces épreuves, sauf si la prise en compte de ces unités excédentaires conduit à une décision d'échec, alors qu'en leur absence, la réussite eût été prononcée. Dans ce cas, les unités excédentaires sont celles pour lesquelles l'étudiant a obtenu les notes les plus faibles (article 141 du décret).

ARTICLE 28 – CLAUSE D'EXCLUSION

Tout étudiant ayant copié ou démarqué systématiquement tout ou partie d'une œuvre existante soumise ou non au dépôt légal et présentant celle-ci comme œuvre personnelle aux jurys artistiques organisés durant les cycles d'études, se verra attribuer la cotation 0 pour le jury artistique concerné et déclaré en échec à l'issue de la 2ème session.

L'exclusion est confirmée par envoi d'un courrier recommandé signé du directeur et de l'enseignant témoin du plagiat au plus tard trois jours ouvrables après le constat.

L'étudiant assumera tous les risques de poursuites judiciaires ou autres inhérentes à ce genre de pratique.

En cas de récidive avérée, un renvoi définitif pourra être prononcé.

ARTICLE 29 – MOTIVATION DES DECISIONS

Les enseignants sont personnellement maîtres et responsables de leurs appréciations et des notes qu'ils attribuent. Toutefois, les décisions finales sont nécessairement collégiales, ce qui oblige les membres du jury de délibération, une fois ces décisions arrêtées, à s'y rallier et à s'en montrer solidaires.

Les motifs de droit ou de fait qui conduisent le jury de délibération à prendre sa décision constituent les critères de motivation.

Critères de motivation des décisions prises en délibération :

Critères de motivation pour la réussite :

- pertinence du travail artistique
- qualité particulière du travail artistique
- participation active et régulière aux activités d'apprentissage
- caractère accidentel des échecs
- échecs limités en qualité et en quantité;
- résultats des années d'études antérieures
- pourcentage global et importance relative des échecs
- progrès réalisés d'une session à l'autre.

Critères de motivation pour l'ajournement ou le refus en 2ème session :

- importance et gravité des échecs
- faible pourcentage global
- échec dans une (ou plusieurs) matière(s) qui constitue(nt) les fondements essentiels des études
- profil global généralement faible de l'étudiant dans les sessions antérieures.

Conformément à la jurisprudence du conseil d'Etat, la note suffit à justifier l'échec. Néanmoins, le jury de délibération sera attentif aux motivations lorsque pour des mêmes notes, il prend des décisions différentes.

ARTICLE 30 – DELIBERATION SOUS RESERVE

Sera délibéré sous réserve exclusivement, tout étudiant, qui, pour une raison indépendante de sa volonté, n'aura pu fournir soit le certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), soit l'équivalence définitive à ce certificat, soit tout autre document indispensable à la validation de son inscription (article 4, TITRE I du présent règlement), avant le début de l'épreuve ou avant délibération.

ARTICLE 31 – DES MENTIONS

Une mention est attribuée à l'étudiant en fin de cycle.

Le jury de délibération détermine la mention éventuelle sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours d'un cycle (article 132 alinéa 2 du décret).

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction. Elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80 et 90% du maximum des points.

Le jury de délibération apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 60% dans une ou plusieurs activités d'apprentissage ou si l'étudiant a obtenu des dispenses.

ARTICLE 32 – PUBLICITE DES DECISIONS

Le président du jury de délibération clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de tous les étudiants d'une option.

Il proclame séance tenante et publiquement les décisions prises par le jury de délibération et les publie dans les vingt-quatre heures aux valves de l'académie en mentionnant les noms et prénoms des étudiants.

L'étudiant est tenu de se présenter en personne ou par mandataire au secrétariat de l'école afin de se voir notifier ses résultats et recevoir son relevé de notes, contre accusé de réception. A défaut, l'étudiant est présumé en avoir pris connaissance audit jour.

Après la délibération, les professeurs se tiennent à la disposition des étudiants. Les copies d'examen corrigées peuvent être consultées par l'étudiant. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve concernée (article 137, alinéa 3 du décret). L'étudiant dispose de 30 jours ouvrables après la clôture de la session pour consulter les copies.

ARTICLE 33 – LE PROCES-VERBAL

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury de délibération et les résultats de la délibération.

Il mentionne, pour chaque étudiant, les motifs de la décision prise selon les critères de l'article 22 ci-dessus.

Le procès-verbal est signé par le président, le/les secrétaire(s) et au moins trois membres du jury de délibération.

Les procès-verbaux des délibérations sont transmis en copie certifiée conforme par le directeur à l'ARES, au siège de l'administration générale de l'enseignement supérieur et de la recherche, aux délégués du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et conservés pendant trente ans au siège de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) à dater de la fin de l'année académique à laquelle ils se rapportent.

ARTICLE 34 – MODE D'INTRODUCTION, D'INSTRUCTION ET DE RESOLUTION DES PLAINTES RELATIVES A DES IRREGULARITES DANS LE DEROULEMENT DES EPREUVES

Tout recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement des épreuves est adressé, sous pli recommandé, au(x) secrétaire(s) du jury de délibération, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification des résultats de l'épreuve. L'introduction du recours peut également être

faite par la remise d'un écrit au secrétariat de l'école. Dans ce cas, un accusé de réception sera délivré.

Le(s) secrétaire(s) du jury de délibération instruit(sent) le recours et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait (font) rapport au président du jury de délibération.

Dans le jour ouvrable suivant la réception dudit rapport, le président du jury de délibération réunit un jury restreint, composé, outre lui-même, de deux membres du jury de délibération choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Ce jury restreint statue séance tenante sur la régularité du déroulement des épreuves, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables.

Attention : les autorités académiques de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) attirent l'attention des étudiants sur le fait qu'un recours ne peut porter que sur la forme (le déroulement des épreuves) et jamais sur le fond [l'évaluation où le jury de délibération est souverain et ses décisions motivées (article 28, TITRE III)].

Au terme de cette procédure de recours, toute décision prise est susceptible d'un recours en annulation, dans les 60 jours de la notification, devant le conseil d'état, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Section 3 : De la commission quadrimestrielle

ARTICLE 35

Au terme du premier quadrimestre, une commission quadrimestrielle valide l'acquisition des crédits obtenus par l'étudiant pour les unités d'enseignement organisées pendant le quadrimestre concerné.

ARTICLE 36

Seuls les crédits acquis d'office, conformément aux articles 18 et 19 ci-avant, sont validés par cette commission.

ARTICLE 37

La commission quadrimestrielle est composée d'un enseignant par unité d'enseignement organisée pendant le quadrimestre concerné. Lorsqu'une unité d'enseignement se compose de plusieurs activités d'apprentissage, le professeur représentant cette unité est désigné par le Conseil d'option. Cette désignation intervient au plus tard le 31 octobre de l'année académique en cours.

ARTICLE 38

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission quadrimestrielle est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

Section 4 : De la commission d'inscription et des programmes

ARTICLE 39

En début d'année académique et au plus tard le 15 octobre, la commission d'inscription et des programmes valide le programme annuel de l'étudiant et confirme son inscription régulière.

ARTICLE 40

La commission est désignée par le directeur de l'école. Elle est composée du professeur responsable du cours artistique de l'option, d'un professeur de cours artistique de soutien à l'option, d'un professeur de cours généraux et d'un ou plusieurs membres du personnel administratif spécifiquement chargé de vérifier si l'étudiant remplit ses obligations administratives et financières. Au moins un des membres de ladite commission est membre effectif ou suppléant du conseil de gestion pédagogique de l'école.

ARTICLE 41

Le directeur préside la commission avec voix délibérative. Toute décision est prise à la majorité absolue. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission d'inscription et des programmes est assuré par un/des membre(s) qualifié(s) du personnel administratif de l'école.

ARTICLE 42

Conformément à l'article 100 § 2 du décret, la commission veille au respect des prérequis et corequis et à ce que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle ou en cas d'étalement des études (article 151 du décret).

Le programme de l'étudiant comprend :

- les unités d'enseignement du programme d'études auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités d'enseignement optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser;
- des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle ou parmi des enseignements supplémentaires définis comme condition d'accès au cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequis;
- éventuellement, en fin de cycle, des unités d'enseignement du cycle d'études suivant du même cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis et avec l'accord de la commission.

ARTICLE 43

Quand un étudiant s'inscrit à un programme d'études au-delà du premier bloc, il fait une proposition écrite, à remettre au secrétariat de l'école contre accusé de réception, d'un programme respectant les points 1 à 3 de l'article 41 ci-dessus dans les 10 jours ouvrables suivant la publication de ses résultats de première année du premier cycle.

Pour la session d'évaluation du deuxième quadrimestre de l'année académique en cours, la date limite est fixée au 30 juin ou au dernier jour ouvrable du mois de juin quand le 30 juin est un samedi ou un dimanche.

ARTICLE 44

Quand un étudiant s'inscrit à une unité d'enseignement au-delà du premier bloc, en cas d'échec, il ne pourra pas l'abandonner. Elle fait définitivement partie de son programme.

Il n'est cependant pas obligé de représenter les unités optionnelles du programme qu'il avait choisies. Dans ce cas précis, l'étudiant peut modifier le choix de ses options.

ARTICLE 45

L'étudiant qui n'a pas rentré de proposition écrite d'un programme d'études dans le délai défini à l'article 42, se voit imposer par défaut, le programme décidé par le conseil d'option et la commission d'inscription et des programmes.

ARTICLE 46

Au-delà de la première année du premier cycle, l'inscription d'un étudiant sera refusée si l'étudiant n'a pas obtenu la validation de son programme d'études par la commission d'inscription et des programmes.

Section 5 : De la commission d'admission

Ce point fait l'objet d'un règlement spécifique : **TITRE IV : EPREUVE D'ADMISSION**

Section 6 : Des diplômes

ARTICLE 47

Les diplômes attestant les grades académiques respectent la forme fixée par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (article 145 du décret).

Les diplômes sont signés par une autorité académique, par le directeur de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), président du jury de délibération et par le(s) secrétaire(s) du jury (article 144 du décret).

Pour l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), par autorité académique, on entend le professeur responsable du cours finalisant du programme d'études auquel l'étudiant est inscrit. Les diplômes sont rédigés en français. Le supplément au diplôme est rédigé en français et en anglais. Le supplément au diplôme est signé par le(s) secrétaire(s) du jury de délibération (article 146 du décret).

Les diplômes sont délivrés dans les trois mois qui suivent la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré (article 142 du décret).

TITRE IV : EPREUVE D'ADMISSION

REGLEMENT

Définitions

ARTICLE 1

Par académie, il faut entendre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de Tournai.

Par session d'admission, il faut entendre la période de l'année académique pendant laquelle ont lieu les épreuves d'admission.

Par épreuve d'admission, il faut entendre l'opération d'évaluation par une commission d'admission, de l'aptitude d'un candidat à suivre une formation artistique.

Par commission d'admission, il faut entendre l'ensemble des examinateurs participant à l'épreuve d'admission.

De l'épreuve d'admission :

ARTICLE 2

La session d'admission pour l'accès aux études à l'académie est organisée chaque année, entre le 1er et le 30 septembre. L'épreuve d'admission dure au maximum trois jours pleins.

ARTICLE 3

La Commission d'admission instituée par le directeur pour chaque programme d'études comprend :

- le directeur de l'académie, président ou, en cas d'absence, un membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur
- au minimum, trois membres du personnel enseignant du programme d'études (option) dans lequel le candidat désire s'inscrire.

ARTICLE 4

Le secrétariat du jury d'admission est assuré par un membre du personnel administratif de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

ARTICLE 5

L'épreuve d'admission vise à évaluer, dans le cadre du projet pédagogique et artistique de l'académie, l'aptitude du candidat à suivre de manière fructueuse les études pour lesquelles il demande l'inscription.

1. Les objectifs poursuivis par l'épreuve d'admission sont :

a) **En option peinture** : l'épreuve d'admission de l'option peinture a pour objectif d'évaluer les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat dans le domaine des arts plastiques, de découvrir son tempérament créatif, ses motivations et son niveau de maturité afin d'évaluer son aptitude à suivre ces études.

b) **En option dessin** : l'épreuve d'admission de l'option dessin a comme objectif d'évaluer les capacités du candidat à développer un questionnement artistique, les acquis fondamentaux en matière de dessin et la motivation nécessaire pour entreprendre ces études.

c) En option design textile : l'épreuve d'admission de l'option design textile a pour but de découvrir le tempérament créatif et le niveau de maturité des candidats afin d'évaluer leur aptitude à suivre ces études en développant un point de vue personnel.

d) En option architecture d'intérieur : l'épreuve d'admission de l'option architecture d'intérieur a pour but de déterminer la sensibilité créative, les capacités artistiques, culturelles et intellectuelles du candidat, d'analyser sa vision en trois dimensions et ergonomiques, tout en respectant sa personnalité et son sens critique.

e) En option communication visuelle et graphique : l'épreuve d'admission de l'option communication visuelle consiste à évaluer les aptitudes générales du candidat (technique, créativité, motivation, culture générale) à suivre ces études.

f) En option publicité : l'épreuve d'admission de l'option publicité a pour but de cerner les motivations du candidat s'inscrivant dans l'option, de déterminer son niveau d'information aux plans quantitatif et qualitatif concernant le métier d'art qu'il souhaite exercer et enfin de découvrir ses pratiques culturelles, leurs fréquences et l'amener à se définir par rapport à celles-ci.

g) En option bande dessinée : l'épreuve d'admission de l'option bande dessinée a pour but de déterminer l'aptitude du candidat à développer une séquence narrative à partir du dessin et de ses différentes déclinaisons.

h) En option illustration : l'épreuve d'admission de l'option illustration a pour objectif de distinguer le caractère et les attentes du candidat. L'épreuve permettra d'évaluer l'aptitude du candidat à répondre aux exercices qu'il rencontrera durant ces études.

i) En option arts numériques : l'épreuve d'admission de l'option arts numériques doit permettre d'évaluer le niveau culturel, les motivations et les capacités, notamment en dessin, du candidat. Il est important de distinguer également les attentes du candidat face aux multiples possibilités que proposent les arts numériques.

2. La description du contenu de l'épreuve est :

a) En option peinture, l'épreuve comporte :

- la réalisation d'une série de dessins questionnant les notions d'espace, de format, de support, de mise en page segmentation et d'occupation de la page. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et plus particulièrement connaissance de l'art contemporain, motivations. Critiques des travaux réalisés lors de la première épreuve. Présentation d'un dossier personnel.

b) En option dessin, l'épreuve comporte :

- des travaux de dessin d'observation et un travail de réflexion sur un sujet au choix du candidat (technique et matériaux libres);
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : culture générale, connaissances spécifiques et motivation. Le candidat peut présenter un dossier personnel.

c) En option design textile, l'épreuve comporte :

- un travail pratique ayant un lien avec une expression textile. Le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;
- un entretien avec les enseignants de l'atelier : maturité et culture générale du candidat qui présentera un dossier personnel de travaux et approches artistiques déjà réalisés.

d) En option architecture d'intérieur, l'épreuve comporte :

- une épreuve de dessin spécifique à l'architecture d'intérieur (croquis à main levée suivant modèle avec perspective) et un travail de composition spatiale à partir d'éléments simples;
- un travail écrit concernant les motivations du candidat;

- un entretien avec les enseignants de l'atelier : évaluation des connaissances en art et en architecture en particulier, motivations. Le candidat peut présenter un dossier personnel.
- e) En option communication visuelle et graphique, l'épreuve comporte :
- une série de dessins ou d'études afin de relever les aptitudes au dessin et à la mise en page du candidat. Le sujet est imposé, la technique est libre. Une dictée graphique : le sujet est donné au candidat le jour de l'épreuve. L'épreuve permettra d'évaluer la capacité du candidat à mettre en adéquation l'idée et la réalisation;
 - un travail écrit concernant les motivations du candidat;
 - un entretien avec les enseignants de l'atelier : motivations, connaissances générales, maturité, cursus et débat autour des réalisations du candidat lors des deux premières épreuves.
- f) En option publicité, l'épreuve comporte :
- deux dessins : un dessin d'observation à partir d'un modèle donné et une dictée graphique dont le sujet sera défini le jour de l'épreuve;
 - un travail écrit : culture générale, culture spécifique au média publicitaire et plus largement connaissance de l'art contemporain, pratiques culturelles et motivation;
 - une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivation et critique des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.
- g) En option bande dessinée, l'épreuve comporte :
- une épreuve de dessin : réaliser une planche de bande dessinée sur un thème imposé;
 - un travail écrit concernant les motivations du candidat ;
 - une entrevue avec les enseignants de l'atelier : il est demandé au candidat de présenter la planche réalisée. Au cours de l'entrevue, on évaluera les motivations du candidat et son aptitude à développer la narration. Il est demandé au candidat de présenter un dossier personnel de travaux et approches déjà réalisés.
- h) En option illustration, l'épreuve comporte :
- des exercices pratiques de dessin : une vision objective d'un lieu et parcours visuel en une série de croquis, portrait de personnes que le candidat croquera dans les lieux, une vision subjective des mêmes sujets;
 - un travail écrit concernant les motivations du candidat;
 - une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivation, culture générale et critiques des travaux réalisés lors des deux premières épreuves. Le candidat peut présenter un dossier personnel.
- i) En option arts numériques, l'épreuve comporte :
- épreuves de dessin : dictée graphique avec sujet imposé (technique libre), un dessin d'observation au crayon;
 - un travail écrit concernant les motivations du candidat;
 - une entrevue avec les enseignants de l'atelier : motivations, choix de l'atelier, connaissances générales, sensibilité, (peinture, cinéma, littérature, musique), parcours scolaire. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs à l'examen d'admission.
3. Les modalités d'organisation de l'épreuve sont :
1. En option peinture : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier dessin de différents formats et qualités allant du format A4 au format A1. Prévoir plusieurs matériaux permettant des réalisations de facture plus ou moins précise (exemple : crayons de différentes gradations, crayons de couleur, feutres, plumes et encre, etc.) et des réalisations plus gestuelles (exemple : pinceaux de différents formats, gouaches, couleurs acryliques, chiffons, éponges, fusain, pastels gras et sec, etc.).
 2. En option dessin : l'épreuve se déroule tous les jours de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier dessin, crayons - matériel au choix : fusain, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels.

3. En option design textile : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier dessin, ciseaux, crayons et crayons de couleur, latte, cutter. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.
4. En option architecture d'intérieur : l'épreuve se déroule de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : crayons, équerre, papier de format A3 minimum, divers (pastels, crayons de couleur, cutter, gomme,...).
5. En option communication visuelle et graphique : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : crayons, encre de chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.
6. En option publicité : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : crayons, encre de chine, pinceaux, pastels, gouaches, feutres, bloc de dessin A3.
7. En option bande dessinée : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : bloc de dessin A3, crayons, feutres, rotring, pastels, crayons de couleur, etc. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.
8. En option illustration : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier dessin, crayons – matériel au choix : fusains, crayons de couleur, gouaches, aquarelles, pastels, feutres. Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.
9. En option arts numériques : l'épreuve se déroule tous les jours, de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures. Matériel requis : papier de dessin A3 ou A4, crayons de couleurs, feutre et petit matériel (gomme, cutter). Le candidat présentera un dossier personnel de travaux antérieurs.

ARTICLE 6

Le président organise l'épreuve d'admission. Il reçoit les inscriptions, convoque les membres de la commission d'admission et les candidats, et prend toutes les dispositions utiles au bon déroulement de l'épreuve.

ARTICLE 7

Pour délibérer valablement, deux tiers des membres de la commission doivent être présents. La commission d'admission décide à la majorité des voix si un candidat est admis ou non. En cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 8

L'épreuve comporte au minimum trois parties évaluées séparément. Le candidat devra obtenir au minimum 50% des points à chaque évaluation et 50% des points au total.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération.

Ce procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et les membres de la commission d'admission.

ARTICLE 9

Le candidat ayant réussi l'épreuve d'admission artistique est autorisé à s'inscrire à l'académie.

Attention : la validation de l'inscription ne sera définitive que si le candidat remplit toutes les conditions reprise au décret et au TITRE I du présent règlement.

ARTICLE 10

Le candidat ayant échoué à l'épreuve d'admission en est informé par affichage aux valves de l'académie, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la clôture de cette épreuve. Il peut retirer au secrétariat une notification motivée contre accusé de réception. Cette notification l'informe également des modalités d'introduction d'un recours.

ARTICLE 11

Le candidat peut, dans les 3 jours ouvrables de l'affichage des résultats aux valves, introduire un recours relatif à une quelconque irrégularité dans le déroulement de l'épreuve, par pli recommandé

adressé au directeur de l'académie ou par dépôt au secrétariat de l'académie, contre accusé de réception.

ARTICLE 12

La Commission chargée de recevoir les recours des candidats ayant échoué, comprend :

- le directeur de l'académie, président et, le cas échéant, le membre du personnel désigné pour l'épreuve d'admission au titre de président;
- trois membres du personnel enseignant de l'académie, siégeant au conseil de gestion pédagogique, désignés par le directeur. Chacun à voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'académie, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Dans les 5 jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai d'introduction des recours, la commission examine les recours introduits. Si elle le juge nécessaire, elle reçoit le ou les candidats.

Cette commission peut invalider le résultat de l'épreuve.

Le directeur de l'académie est alors tenu d'organiser dans les quatre jours ouvrables une nouvelle épreuve ou partie d'épreuve suivant les modalités fixées par le présent règlement.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de la commission. Ce procès-verbal est signé par le président, les autres membres de la commission et le secrétaire.

Le candidat ayant introduit un recours est informé de la décision de la commission par affichage aux valves de l'école, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.

TITRE V : REGLEMENT PARTICULIER DES ETUDES MENANT AU TITRE D'AGREGE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPERIEUR (AESS)

ARTICLE 1 – ANNEE ACADEMIQUE

1. La formation (375 heures d'enseignement représentant 30 crédits) est organisée à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) en une seule année d'études. L'horaire des cours est précisé en début d'année académique, afin de répondre au mieux aux spécificités du public inscrit dans l'année académique concernée. Les cours et séminaires pourront ainsi être dispensés en semaine, selon les horaires affichés aux valves de l'école. Ils peuvent subir des modifications à tout moment de l'année académique. Les activités d'enseignement, à l'exception des sessions d'examens, sont réparties sur 30 semaines au moins.
2. Les activités d'enseignement commencent le 15 septembre.
3. Les activités d'enseignement sont suspendues pendant neuf semaines, à partir du 1er juillet.
4. Les autres périodes de vacances et congés sont définies par un calendrier publié aux valves de l'établissement en début d'année académique.

ARTICLE 2 - INSCRIPTION AUX ETUDES

1. L'étudiant, pour être régulièrement inscrit, doit être :

- soit titulaire d'un diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
- soit titulaire d'un diplôme de master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts;
- soit être inscrit régulièrement en master au sein d'une école supérieure des arts délivrant le titre de master en arts plastiques, visuels et de l'espace.

2. L'inscription devient définitive après signature du document d'inscription et acquittement du minerval et/ou du droit d'inscription spécifique, et dès la remise de tous les documents relatifs à la régularité administrative des études, à savoir :

- une photocopie recto/verso d'un document d'identité belge ou étranger;
- un extrait d'acte de naissance original;
- pour les étudiants étrangers, une copie de la carte de séjour;
- deux photos d'identité;

- une copie du diplôme de licencié ou master en arts plastiques, visuels et de l'espace délivré par une école supérieure des arts, ou à défaut une attestation d'inscription aux cours de master.

La date ultime d'inscription est fixée au 31 octobre.

Condition d'accès particulière aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur

Nul ne peut être admis aux études de master à finalité didactique ou menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, s'il n'a fait preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française (article 113 § 1 du décret).

Une épreuve d'évaluation est organisée en début d'année académique et au plus tard le 31 octobre. Elle conditionne la régularité de l'inscription aux études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (article 9, TITRE I).

ARTICLE 3 – MONTANT DU DROIT D'INSCRIPTION

Le montant du droit d'inscription est communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES pour l'année académique considérée.

Un droit d'inscription spécifique pourra être exigé des étudiants qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas ressortissants des états de l'Union européenne et dont les parents ou le tuteur légal non belges ne résident pas en Belgique. Ce montant est également communiqué dès qu'il est fixé par l'ARES.

Au cas où l'entièreté du droit d'inscription n'est pas acquittée en début d'année académique, l'étudiant est inscrit sous réserve de versement du montant dû, la réserve étant levée à la date du paiement intégral du droit d'inscription, ce dernier devant être effectif pour le 1er décembre de l'année académique en cours.

L'étudiant dont la réserve n'est pas levée à la date voulue n'est plus inscrit à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Comme toute personne étrangère à l'école, il ne peut y suivre les cours ni participer aux évaluations et examens.

ARTICLE 4 – LE CONSEIL DES ETUDES

A l'initiative du conseil de gestion pédagogique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure) est constitué un conseil des études. Il est présidé par le directeur de l'école ou son suppléant. Ce conseil est composé des enseignants chargés des cours dans le cadre de l'agrégation et, s'il échet, d'enseignants de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) désignés par le conseil de gestion pédagogique. Ce conseil est chargé de veiller à la bonne marche de l'organisation des cours d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), dans le respect des règles dictées par le décret du 17 septembre 2003. Le conseil des études apportera une solution à tout problème relatif à l'organisation de ces études et, au besoin, dressera un rapport au conseil de gestion pédagogique de l'école.

ARTICLE 5 – LES STAGES

1. Les stages figurent à la grille horaire et feront l'objet d'une évaluation. Celle-ci s'opère selon le principe de l'évaluation continue. L'ensemble des stages fait l'objet d'une appréciation globale tenant compte de l'évolution des performances du candidat.
2. Des conventions de collaboration seront établies entre l'académie et les établissements accueillant les stagiaires.
3. Il sera établi un contrat entre le maître de stage (reprenant le rôle joué par celui-ci) et l'étudiant stagiaire (reprenant les obligations de ce dernier).
4. Un rapport d'évaluation rempli par l'enseignant et un rapport de stage obligatoire constitué par l'étudiant entreront en compte dans l'évaluation finale des stages. Pour les étudiants inscrits à l'agrégation et qui sont en fonction dans l'enseignement, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages d'enseignement et à des

stages d'activités scolaires pour autant qu'ils soient supervisés selon les modalités appliquées aux autres étudiants. Ces étudiants sont exemptés des stages d'observation.

ARTICLE 6 – CLAUSE PARTICULIERE AUX ETUDIANTS DU DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ARTISTIQUE

Le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est lié au diplôme de master en 120 crédits de l'enseignement supérieur artistique du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace.

Les étudiants inscrits en fin d'un cycle de master en 120 crédits (hors finalité didactique) peuvent s'inscrire simultanément aux études menant au titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. Toutefois, les étudiants admis en vertu de cette disposition ne pourront être proclamés avant d'avoir obtenu le grade académique de master nécessaire (article 113 § 2 du décret).

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS GENERALES

Le règlement particulier des études de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) est d'application en toute matière non traitée dans le présent règlement.

TITRE VI : RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) peut être consultée par tous les étudiants de l'enseignement supérieur et les membres du personnel enseignant.

1. L'emprunt de matériel de tout support (livres, périodiques, appareil numérique,...) et l'accès à internet sont autorisés aux étudiants en règle de dossier administratif et ayant acquitté les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants.

Quand ces conditions sont réunies, la bibliothèque propose :

- la location du matériel numérique (appareil photo numérique, caméra,...)
- le prêt de livres et périodiques
- l'accès à internet et impression de documents
- l'utilisation sur place du matériel informatique et de logiciels
- la possibilité de visionner des documents audiovisuels
- le prêt d'outillage à l'intérieur de l'établissement
- la recherche de documentation
- la suggestion de titres d'ouvrages ou autres pour le fonds de la bibliothèque.

2. Toutefois, aucun livre ne pourra être emprunté avant le 1er octobre et après le 15 mai de l'année académique en cours (fin des cours théoriques).

3. Le lecteur ne peut obtenir en prêt plus de trois livres à la fois.

La durée du prêt est d'une semaine à dater du jour de l'emprunt.

Suite à des retards réguliers et successifs, la bibliothèque se réserve le droit de suspendre le prêt de livres pendant la durée d'un mois.

4. Le lecteur est responsable de la perte et des dégradations du matériel emprunté. Dans ces cas, il remboursera le matériel au prix actualisé.

5. La location du matériel numérique se limite à trois jours. Exceptionnellement, la durée du prêt peut être prolongée sur avis des enseignants ainsi qu'en fonction de la nature des travaux (photographie de nuit, prise de son le week-end,...).

TITRE VII : ENSEIGNEMENT INCLUSIF

ARTICLE 1 – DE L'ETUDIANT BENEFICIAIRE D'UN ENSEIGNEMENT INCLUSIF

1. De l'introduction de la demande

Sous peine d'irrecevabilité, la demande devra être introduite au moins un mois avant la date de la première évaluation de l'année académique visée; elle comprendra, notamment, les éléments suivants :

- soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap, soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie de l'étudiant au sein de l'ESA établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire datant de moins d'un

an au moment de la demande;

- les aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral...);
- un avis de la médecine scolaire.

Dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur de l'ESA notifie, par courrier électronique, sa décision sur les aménagements accordés, ces aménagements étant décidés après avis d'un service d'accompagnement pédagogique.

En cas de décision défavorable, l'étudiant peut introduire un recours, par courrier recommandé, auprès de la Commission d'enseignement supérieur inclusif (rue Royale, 180 à 1000 Bruxelles) dans les 15 jours de la notification de la décision. Ladite commission statuera au plus tard le quinzième jour qui suit la réception du recours. Ce délai est suspendu pendant les congés scolaires.

2. Du plan d'accompagnement individualisé

En cas d'acceptation de la demande, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le Service d'accompagnement pédagogique de l'enseignement provincial supérieur -SAPEPS) analyse les besoins matériels, pédagogiques, sociaux, culturels, médicaux et psychologiques de l'étudiant bénéficiaire avec ce dernier mais aussi avec tout membre du personnel de l'ESA et toute autre personne ou institution compétente dans le domaine.

Ensuite, le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) établit, en concertation avec l'étudiant bénéficiaire, un plan d'accompagnement individualisé.

Le plan d'accompagnement individualisé est élaboré au plus tard dans les 3 mois qui suivent l'acceptation de la demande. Il est signé par tous les acteurs impliqués individuellement et est prévu pour une année académique, renouvelable pour chaque année du cursus de l'étudiant bénéficiaire.

Complémentairement à ce plan d'accompagnement, une convention est établie entre le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) et l'étudiant bénéficiaire pour une année académique, renouvelable chaque année, à l'instar du plan d'accompagnement.

3. De la modification du plan d'accompagnement individualisé

Au cours de l'année académique, le plan d'accompagnement peut être modifié par courrier recommandé, de commun accord, à la demande du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) ou de l'étudiant bénéficiaire.

A défaut d'accord, la Chambre de l'enseignement supérieur inclusif statue sur la demande de modification dans les 10 jours de sa saisine.

4. De la cessation du plan d'accompagnement individualisé

En cas de circonstances exceptionnelles, l'étudiant bénéficiaire et le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peuvent, en cours d'année académique, mettre fin par courrier recommandé, de commun accord, au plan d'accompagnement individualisé.

1° Du recours interne

A défaut d'accord, l'étudiant bénéficiaire ou le service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS) peut introduire un recours auprès du directeur dans les 7 jours ouvrables qui suivent la réception du courrier recommandé.

Le directeur statue dans les 15 jours de fonctionnement de l'ESA et notifie sa décision par courrier électronique ou à défaut, par courrier recommandé, à la partie requérante.

Une copie de ladite décision est transmise à l'autre partie, pour information.

2° Du recours externe

En cas de décision défavorable du directeur, un recours peut être introduit auprès de la commission d'enseignement supérieur inclusif selon les modalités fixées par le Gouvernement.

ARTICLE 2 – REGLEMENT DES JURYS ET DES EXAMENS

Tout étudiant en situation de handicap, sollicitant un ou plusieurs aménagements portant uniquement sur les modalités d'organisation des examens, doit déposer un dossier auprès du directeur, un mois avant la date du premier examen.

Ce dossier comprend : un avis médical spécifiant le type de handicap et les difficultés engendrées, une demande précise des aménagements souhaités (aides techniques, aides humaines, majorations du temps, aménagement de l'examen écrit et oral).

Dans les 10 jours qui suivent la réception de la demande de l'étudiant, le directeur notifie par écrit sa décision sur les aménagements accordés à ce dernier, ces aménagements étant décidés après avis du service d'accompagnement de référence (les Cèdres, le SAPEPS).

ARTICLE 3 – RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

L'ESA s'engage à respecter la législation sur la protection de la vie privée en vigueur en Belgique : les traitements de données à caractère personnel relatifs à cette procédure sont soumis à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi qu'aux arrêtés royaux qui s'y rapportent.

Les textes légaux peuvent être consultés sur le site de la commission de la protection de la vie privée (<http://www.privacy.fgov.be/>).

SERVICES DIVERS

Bourses et allocations d'études

Le secrétariat de l'école aide les étudiants désireux d'obtenir des renseignements utiles. Le cas échéant, le secrétariat peut aider l'étudiant à remplir les formulaires en ligne (voir www.allocations-etudes.cfwb.be).

Carte d'étudiant

La carte d'étudiant est validée à la bibliothèque de l'école après la mise en ordre du dossier administratif et le paiement des droits et frais d'inscription. La validité de la carte d'étudiant est limitée à une année académique.

Certificats

Les certificats destinés à l'obtention d'abonnements scolaires auprès des sociétés de transport en commun et toutes autres formes de certificats de fréquentation des études pour les mutuelles, l'Onem, etc. ne sont délivrés qu'aux étudiants régulièrement inscrits.

Service social

Conformément à l'article 6, TITRE I des dispositions générales du présent règlement particulier des études (fond social), des aides exceptionnelles peuvent être accordées à certains étudiants en difficulté qui en font la demande. Le secrétariat de l'école tient à disposition des étudiants, les dossiers nécessaires pour l'introduction de la demande d'aide auprès du service social.

Voyages d'étude

Tout acompte demandé à un étudiant dans le cadre de la participation à un voyage d'étude organisé par les enseignants de l'école ne sera pas remboursé en cas de désistement.

N'oubliez pas !

Avant de quitter un local :

- Fermer les portes et les fenêtres
- Éteindre les lumières
- Débrancher les appareils électriques
- Fermer les robinets
- Jeter vos déchets

DISPOSITION TRANSITOIRE

Le présent règlement particulier des études entrera en application progressivement et à partir de l'année académique 2014-2015.

Ce règlement concerne les étudiants inscrits à des études organisées selon le décret du 7 novembre 2013.

Les études de premier cycle sont organisées selon les nouvelles dispositions progressivement durant trois années académiques dès l'année académique 2014-2015. Les études de deuxième cycle et les études complémentaires sont organisées selon les nouvelles dispositions au plus tard à partir de l'année académique 2017-2018 (article 172 du décret).

Toutefois, les articles 139 à 141 s'appliquent immédiatement à toutes les évaluations finales organisées à partir de l'année académique 2014-2015 (fixant le seuil de réussite à 50%).

Les autres étudiants restent soumis à la législation antérieure.

Les règlements d'ordre intérieur (ROI) des différents conseils (conseil de gestion pédagogique, conseil d'option, conseil social, conseil des étudiants) font l'objet de publications distinctes remises aux membres élus.

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

26. Tournai, place Reine Astrid. Occupation par la Ville d'un immeuble appartenant à deux sociétés. Prolongation. Approbation.

Le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, demande des explications concernant les retards et les suppléments du chantier de rénovation du conservatoire.

Pour l'Echevin PS de l'enseignement, **Philippe ROBERT**, il est prématuré de parler de retard. Le chantier se déroule dans les délais prévus, selon lui. Il n'y a pas non plus de surcoût. Au contraire, installer des portakabins, par exemple, aurait coûté beaucoup plus cher à la Ville que de louer l'immeuble en question.

Le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, fait observer que la Ville a pris un gros risque avec la société propriétaire du bâtiment loué, puisque celle-ci avait le droit de récupérer son bien dès lors qu'elle avait le permis pour le transformer.

Monsieur l'Echevin de l'enseignement le concède. Il conclut néanmoins comme suit : "in fine, tout se passe bien. C'est un chantier qui sera inauguré dans quelques mois."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la convention signée le 20 mai 2015 entre la Ville de Tournai et deux sociétés (la société immobilière René STOCMAN et la société SOFIDIM) portant sur l'occupation d'un immeuble sis à Tournai, place Reine Astrid, 7 (cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G, n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca), en vue d'héberger les classes du conservatoire de musique pendant les travaux de rénovation du bâtiment;

Considérant, pour rappel, que la mise à disposition des locaux a été consentie :

- pour une durée de 10 mois ayant pris cours le 1er mars 2015, pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2015 (sans préavis ni indemnité)

- avec une clause à l'article 3 stipulant que, dans l'hypothèse où le permis d'urbanisme portant sur l'immeuble loué n'aurait pas encore été délivré à la date du 31 décembre 2015, l'occupation serait prolongée :
 - sur demande du locataire;
 - au plus tard jusqu'au 31 mars 2016;
 - aux mêmes conditions;

Considérant que le permis d'urbanisme n'a pas été délivré à la date du 31 décembre 2015;

Considérant le courriel en date du 12 octobre 2015 émanant du chef de bureau technique-bâtiments, confirmant que l'état d'avancement actuel des travaux de mise en conformité intérieure du conservatoire de musique ne permettait pas encore d'y réinstaller les classes;

Considérant qu'il était, dès lors, impératif de solliciter la prolongation de l'occupation de l'immeuble sis à Tournai, place Reine Astrid, 7 et ce, jusque fin juin 2016 sur les conseils du chef de bureau technique-bâtiments;

Considérant que les crédits nécessaires au paiement des loyers (soit 4.400,00€ mensuels) sont prévus au budget 2016 à l'article 7341/126-01 "Conservatoire. Frais de location", pour un montant maximum de 53.300,00€;

Considérant la décision du collège communal du 30 octobre 2015 de solliciter, auprès de la société immobilière René STOCMAN et de la société SOFIDIM, la prolongation de l'occupation de leur bâtiment au moins jusqu'au 31 mars 2016 (sur base de l'article 3 de la convention signée le 20 mai 2015) et, si possible, jusqu'au 30 juin 2016 (aux mêmes conditions et moyennant le même loyer mensuel);

Considérant qu'en cas de prolongation de l'occupation au-delà du 31 mars 2016, un nouvel avenant sera rédigé et soumis à l'approbation du conseil communal;

Considérant la correspondance en date du 18 novembre 2015 émanant de la société immobilière René STOCMAN et informant la Ville de Tournai que les deux sociétés précitées marquaient leur accord sur la prolongation de l'occupation jusqu'au 30 juin 2016, étant donné que la procédure de demande de permis d'urbanisme est toujours en cours et ce pour une période indéterminée;

Considérant que la société immobilière René STOCMAN précise que la prolongation de l'occupation jusqu'au 30 juin 2016 se fera aux mêmes conditions et moyennant le même loyer mensuel;

Considérant qu'en séance du 23 décembre 2015, le collège communal a marqué son accord sur les termes de l'avenant précité, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver l'avenant à la convention entre la Ville de Tournai et deux sociétés (la société immobilière René STOCMAN et la société SOFIDIM) relative à l'occupation d'un immeuble sis à Tournai, place Reine Astrid, 7 (cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca), permettant la prolongation de l'occupation par les classes du conservatoire de musique pendant les travaux de rénovation du bâtiment, et dont les termes suivent :

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie

locale et de la décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, agissant en outre, en vertu d'une délibération du conseil communal en date du 22 février 2016, ci-après dénommée «le locataire»,

Et :

La société immobilière René STOCMAN (SPRL) ayant son siège social à 7500 TOURNAI, rue Royale n°1 et représentée par Monsieur René STOCMAN ainsi que la société SOFIDIM (SPRL) ayant son siège social à 7500 TOURNAI, chaussée de Lille, 238 et représentée par Monsieur Jacques DIERICK et Mademoiselle Anne-Cécile DIERICK; ci-après dénommées «le propriétaire»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Pour rappel, un contrat signé le 20 mai 2015 lie la Ville de Tournai et les deux sociétés précitées portant sur l'occupation d'un immeuble sis à Tournai, place Reine Astrid, 7 (cadastré ou l'ayant été 1ère division, section G, n°504/02D, d'une contenance de 5a 28ca), en vue d'héberger les classes du conservatoire de musique pendant les travaux de rénovation du bâtiment.

Cette mise à disposition des locaux a été consentie pour une durée de 10 mois ayant pris cours le 1er mars 2015, pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2015 (sans préavis ni indemnité).

Une clause à l'article 3 a été ajoutée et stipule que, dans l'hypothèse où le permis d'urbanisme portant sur l'immeuble loué n'aurait pas encore été délivré à la date du 31 décembre 2015, l'occupation serait prolongée sur demande du locataire, au plus tard jusqu'au 31 mars 2016 et aux mêmes conditions.

Etant donné que l'état d'avancement actuel des travaux de mise en conformité intérieure du conservatoire de musique ne permet pas encore d'y réinstaller les classes, le collège communal a sollicité, en séance du 30 octobre 2015, auprès des deux sociétés, la prolongation de l'occupation au moins jusqu'au 31 mars 2016 et, si possible, jusqu'au 30 juin 2016 (aux mêmes conditions et moyennant le même loyer mensuel).

Aux termes du présent avenant, la Ville et les deux sociétés modifient d'un commun accord le contrat précité et ce, de la manière suivante :

ARTICLE 1er :

Les termes de l'article 3 de la convention de gestion initiale sont remplacés par le texte suivant:

La mise à disposition a pris cours le 1er mars 2015 pour se terminer de plein droit le 30 juin 2016 (sans préavis ni indemnité).

Toutefois, le locataire peut résilier la convention anticipativement, sans motif et sans indemnité, à tout moment moyennant préavis d'un mois.

Le préavis est notifié par lettre recommandée à la poste.

Il prend cours le 1er jour du mois suivant l'envoi de la lettre recommandée.

ARTICLE 2 :

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant du présent avenant sont à charge du locataire.

Sous réserve de la modification explicitée ci-avant, toutes les clauses du contrat sont maintenues.

Le présent avenant a été établi en trois exemplaires originaux.

Chacune des parties déclare avoir reçu un exemplaire.

Fait à Tournai, le

27. Vaulx, rue de la Dondaine. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres d'une parcelle communale. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, estime que le prix de départ est trop faible, compte tenu du prix des terrains à bâtir dans l'entité.

Le Directeur général adjoint, **Thierry LESPLINGART**, précise qu'il s'agit d'un prix minimum.

Comme le relève le **président** d'assemblée, l'intention du pouvoir communal est de tirer le meilleur parti possible de cette vente pour la collectivité.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, signale qu'à plusieurs reprises, elle a demandé à obtenir le cadastre des bâtiments et terrains communaux et qu'elle n'a pas encore reçu de réponse satisfaisante à sa demande, ce qui ne permet pas, selon elle, de "savoir quelle politique de logement la Ville peut mener".

Le **président** d'assemblée observe, lui aussi, que la question des terrains constructibles à Tournai est devenue aujourd'hui un enjeu.

Par 32 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Se sont abstenus : MM. B. MAT, S. LECONTE.

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire d'une parcelle sise à Vaulx, rue de la Dondaine, cadastrée ou l'ayant été, 18ème division, section B, n°82E, d'une contenance de 27a 70ca;

Considérant que cette parcelle communale, libre de toute occupation, est affectée en zone d'habitat au plan de secteur et qu'elle est régulièrement entretenue par les services communaux puisque les potagers créés initialement par les riverains sont aujourd'hui à l'abandon;

Considérant qu'en séance du 18 septembre 2015, le collège communal a pris connaissance du rapport d'expertise dressé en date du 25 août 2015 par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons, fixant à 138.500,00€ la valeur totale de ce terrain (soit 50,00€ le mètre carré);

Considérant qu'en même séance, le collège communal a décidé de:

- mettre cette parcelle en vente de gré à gré sur base d'appel d'offres, sous réserve de l'approbation du conseil communal
- fixer le prix minimum à 138.500,00€ hors frais tel qu'établi par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons
- et de charger le service précité de la rédaction du projet d'acte y afférent;

Considérant que l'enquête commodo et incommodo relative à la vente du bien précité a eu lieu du 1er au 16 octobre 2015 et que Monsieur l'Echevin Armand BOITE a présidé la séance de clôture;

Considérant que Monsieur et Madame CLEMENT - HELLIN, domiciliés et propriétaires du bien sis à Vaulx, rue des Abiaux 44 (cadastré ou l'ayant été 18ème division, section B, 79 M - et jouxtant la propriété communale), se sont présentés à la séance de clôture le 16 octobre 2015 et qu'ils ont émis le souhait d'acquérir un are de la parcelle communale située à l'arrière de leur propriété afin de pouvoir déplacer l'assiette d'une servitude de passage;

Considérant qu'accepter leur demande d'acquisition amputerait la parcelle communale à vendre et qu'il leur a été expliqué qu'un déplacement de l'assiette de la servitude nécessiterait un acte authentique;

Considérant la décision du collège communal du 30 octobre 2015 de ne pas accueillir favorablement la demande d'acquisition d'un are à prendre dans la parcelle communale;

Considérant le courriel, en date du 27 novembre 2015, émanant du service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons, relatif au projet de promesse unilatérale d'acquisition et au projet de l'acte de vente;

Considérant la décision du conseil communal du 14 décembre 2015 portant sur la procédure à suivre lors d'une vente de gré à gré sur base d'appel d'offres à l'intervention du service public de Wallonie;

Considérant qu'en date du 23 décembre 2015, le collège communal a marqué son accord, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur les termes de la promesse unilatérale d'acquisition et de l'acte de vente;

Considérant que les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/761-52 du budget extraordinaire 2016;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Considérant l'extrait du plan cadastral et la matrice;

Considérant les photos prises sur place le 24 août 2015;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions;

DECIDE:

1. de procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres de la parcelle communale sise à Vaulx, rue de la Dondaine, cadastrée ou l'ayant été section B, n°82E, d'une contenance de 27a 70ca et ce, moyennant le prix minimum de 138.500,00€ hors frais à l'intervention du service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons;

2. de marquer son accord sur les termes de la promesse unilatérale d'acquisition relative à cette vente :

L'an deux mille seize, le

Nous, Christian FOUCART, Président adjoint au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et des communications, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

Comparaissant devant nous :

...

Ci-après dénommé «le comparant» ou «l'acquéreur».

ET D'AUTRE PART,

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en exécution d'une délibération du conseil communal en date du vingt-deux février deux mille seize, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée «le Pouvoir public» ou «le vendeur».

I.- PROMESSE

Le comparant déclare s'engager à acquérir du pouvoir public, si ce dernier accepte de vendre, le bien désigné ci-après, aux conditions indiquées dans le présent acte.

Le pouvoir public, représenté par le fonctionnaire préqualifié, accepte cette promesse sans pour autant s'engager à vendre.

DESIGNATION DU BIEN

TOURNAI division 18 (anciennement VAULX-TOURNAI - INS 57082 - Matrice cadastrale 00112)

Une parcelle sise rue des Abliaux, actuellement cadastrée comme terre, section B-82-E-P0000 pour une contenance de vingt-sept ares septante centiares (27 a 70 ca),

Ci-après dénommée «le bien»

II.- CONDITIONS

1) Si le pouvoir public s'engage à vendre, le comparant lui paiera la somme de à titre de prix d'acquisition.

Ce prix sera payé par chèque certifié le jour de la passation de l'acte authentique sous déduction de l'acompte de dix pourcents payé précédemment lors de la signature du compromis de vente.

2) La présente promesse est valable pendant un délai de six mois à partir de ce jour.

Si le pouvoir public désire lever l'option, il devra le signifier au comparant, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée à la poste, avant l'expiration de ce délai. A défaut de signification, le comparant ne sera plus tenu par sa promesse. Il ne pourra cependant retirer celle-ci avant l'expiration du délai ci-dessus fixé.

Si la signification a lieu dans le délai et dans la forme prévus ci-avant, il y aura vente à la date de cette signification de telle sorte que, si les parties restent en défaut de passer acte authentique, la promesse et la signification, ensemble, vaudront vente.

3) En cas de levée de l'option, un compromis de vente sera signé. Un acompte de dix pourcents devra être versé ainsi qu'une provision pour frais de quinze pourcents. Au plus tard dans les quatre mois, l'acte authentique de vente sera signé et s'opérera aux conditions ordinaires de droit et en outre aux conditions suivantes :

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien sera vendu pour quitte et libre de toutes charges et hypothèques quelconques.

2.- SERVITUDES.

Le bien sera vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, le comparant étant libre de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls, sans intervention du pouvoir public ni recours contre lui, et

sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits, soit en vertu de la loi.

A cet égard, le pouvoir public déclarera qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

Le comparant prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour le comparant.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- RESERVE.

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient dans le bien et qui n'appartiendraient pas au pouvoir public ne feront pas partie de la vente et seront réservés à qui de droit.

5.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS.

Le bien sera vendu libre d'occupation.

Le comparant aura la pleine propriété du bien à dater du jour de la passation de l'acte authentique de vente. Il entrera en jouissance du bien à compter du même moment.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du 1er janvier 2017.

III.- DISPOSITIONS FINALES

1.- FRAIS.

Tous les frais des présentes et de l'acte authentique de vente seront à charge du comparant.

2.- ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes et de l'acte authentique de vente, le pouvoir public fait élection de domicile en ses bureaux et le comparant en son domicile.

3.- SITUATION URBANISTIQUE

Le comparant déclare être parfaitement au courant de la situation urbanistique du bien et de la législation susceptible de s'y appliquer.

A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'habitat;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977, mais que le collège communal de Tournai a délivré les renseignements urbanistiques concernant le bien vendu en date du, dont un exemplaire est remis à l'acquéreur.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun autre engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

B) Déclarations complémentaires du vendeur

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du dit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année; n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

4.- DECLARATIONS

Le comparant déclare :

- qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes dont la décision d'admissibilité rendrait indisponible son patrimoine;
 - qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
 - qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
 - qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
 - et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.
- DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par le comparant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture;

3. de marquer son accord sur les termes du projet d'acte authentique de vente portant sur lesdits biens :

L'an deux mille seize, le

Nous, Christian FOUCART, président adjoint au Service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et des communications, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en exécution d'une délibération du conseil communal en date du vingt-deux février deux mille seize, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée "le vendeur".

ET D'AUTRE PART,

...

Ci-après dénommé "l'acquéreur", qui a comparu devant moi.

I.- VENTE.

Le vendeur vend le bien décrit ci-après aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte :

DESCRIPTION DU BIEN

TOURNAI division 18 (anciennement VAULX-TOURNAI - INS 57082 - Matrice cadastrale 00112)

Une parcelle sise rue des Abliaux, actuellement cadastrée comme terre, section B-82-E-P0000 pour une contenance de vingt-sept ares septante centiares (27 a 70 ca)

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien appartient au vendeur depuis plus de trente ans.

II.- CONDITIONS.

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2.- SERVITUDES.

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui, et sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

A cet égard le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve, et qu'il déclare connaître pour l'avoir visité, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- RESERVE.

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au vendeur ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

5.- DEGATS MINIER.

Si le bien vendu est situé dans une commune à exploitation minière, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et actions qui pourraient appartenir au vendeur, relativement à toutes actions nées ou à naître du chef de dégradations passées, présentes ou futures occasionnées au bien vendu, par suite de l'exploitation de mines, carrières ou autres activités quelconques, ces actions étant transmises avec l'immeuble à l'acquéreur sans qu'il soit autrement garanti que pareil droit existe et sauf toute convention contraire à révéler par tout titre antérieur, même à l'insu du vendeur, mais à respecter par l'acquéreur.

6.- PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

7.- GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.) opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer une telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit Décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit Décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

III.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS

Le bien vendu est libre d'occupation.

L'acquéreur aura la pleine propriété du bien à dater des présentes. Il entrera en jouissance du bien immédiatement.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du 1er janvier 2017.

IV.- PRIX.

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix de

Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, qui intervient au présent acte, déclare que le prix a été payé sur le compte de la Ville, et en donne quittance.

A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre, que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro

V.- MENTIONS LEGALES.

L'acquéreur reconnaît que le fonctionnaire instrumentant a attiré son attention sur les dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ayant pour objet la restitution des droits d'enregistrement.

VI.- PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES - MONUMENTS ET SITES.

A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'habitat.
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun autre engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

B) Déclarations complémentaires du vendeur

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

VII.- DISPOSITIONS FINALES.

1.- FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2.- ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le vendeur fait élection de domicile en son siège et l'acquéreur en son domicile.

3.- CERTIFICAT D'IDENTITE.

Le fonctionnaire instrumentant certifie que les nom, prénoms, lieu et date de naissance de l'acquéreur, tels qu'ils sont renseignés ci-dessus sont conformes aux indications du registre national dont il a pris connaissance.

L'acquéreur déclare autoriser le fonctionnaire instrumentant à faire usage de son numéro d'identification au Registre national.

4.- DECLARATIONS

L'acquéreur déclare :

- qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes auprès du juge des saisies dont la décision d'admissibilité rendrait indisponible son patrimoine;
 - qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
 - qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
 - qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
 - et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.
- DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par l'acquéreur, le fonctionnaire instrumentant, après lecture.

28. Tournai Ouest 3. Mise en oeuvre par l'agence intercommunale de développement (IDETA) du projet de zone d'activité économique. Création et modification de voiries communales. Approbation.

D'emblée, la Conseillère communale MR, **Hélène LELEU**, fait la déclaration suivante :

"Les agriculteurs du MR ne peuvent être d'accord avec ce projet qui, de nouveau, verra le massacre de très bonnes terres agricoles.

Le tracé a été modifié, ce que nous ne comprenons pas. Une voirie en surplomb aura un surcoût évident. Nos collègues devront supporter des charges supplémentaires dues à l'allongement du trajet afin d'accéder à leurs parcelles.

Des remembrements seront peut-être nécessaires. Les risques d'inondation ne nous semblent certainement pas exclus !

L'impact paysager, quoi que puisse dire IDETA, ne sera pas négligeable.

Et enfin, n'existe-t-il pas un agenda caché pour un Tournai ouest 3 bis ?

En saucissonnant le tout, IDETA arrivera un jour à son mégaprojet initial.

Pour ces raisons, je voterai contre. Jean-Louis VIEREN étant concerné par la zone, il ne peut prendre part au vote."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite comme suit :

"Vous vous souviendrez qu'en 2003-2004, lorsque ce dossier a été soumis au conseil d'administration d'IDETA, dont j'étais membre, je m'étais opposée avec virulence à l'implantation d'une zone d'activités économiques démesurée. A l'époque, on parlait de 300 ha.

Aujourd'hui, la zone d'activités économiques Tournai Ouest 3 est d'une centaine d'hectares. IDETA a donc réduit fortement sa demande. Le point, qui est soumis au vote du conseil communal ce soir, porte sur la construction de voiries d'accès à cette nouvelle zone d'activités économiques et sur la mise en oeuvre de la première phase de cette zone : voiries, gestion des eaux, plantations, impétrants.

Nous avons pris le temps de lire attentivement les différents points de vue qui se sont exprimés lors de l'enquête publique qui s'est déroulée fin 2015 : riverains, agriculteurs, comité de citoyens, personnes directement concernées par cette zone et par les différents aménagements qu'on compte y faire.

Nous avons aussi constaté que la CCATM avait rendu un avis défavorable. Mais nous savons aussi qu'IDETA attend avec impatience la mise en oeuvre de cette zone. Nous savons que son chiffre d'affaires a fortement diminué ces dernières années en raison, notamment, de la diminution de l'activité économique, mais aussi parce que la vente de terrains représente une bonne partie de son chiffre d'affaires. Nous savons que cette zone faisait déjà partie de son plan prioritaire en 2004 et que son aménagement a été considéré comme prioritaire par le plan Marshall 2.Vert.

Aujourd'hui, il s'agit de se prononcer sur des aménagements fortement décriés par les uns et les autres. Nous aussi, nous avons des doutes par rapport à ce qui nous est présenté comme voiries supplémentaires ou comme aménagements pour lutter contre les inondations. Mais c'est aussi un mode de développement économique tel qu'on le pratique depuis ces 30-40 dernières années, loin des centres urbains, accessible exclusivement par la route et implanté sur de bonnes terres agricoles. Ce serait un zoning dédié surtout à des activités de logistique mais aussi surtout accessible par la route. Nous savons qu'à différents endroits se développent des plateformes multimodales qui nous semblent plus adaptées au 21ème siècle.

Nous sommes 2 mois après la clôture de la Cop 21. Des responsables politiques du monde entier y ont affirmé qu'il fallait changer de cap et aller vers un développement économique plus durable. Nous pensions qu'on pouvait concevoir autrement le développement des zones d'activités économiques, notamment les zones d'IDETA.

Ce ne sera pas le cas : il y aura de nouvelles voiries au milieu de terres cultivées pour éviter les risques karstiques, nous dit-on. Il n'y aura aucun lien avec la ligne de chemin de fer proche de la zone; nous faisons nôtres les remarques de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) quant à l'absence de réflexion concernant la zone paysagère, l'absence de biodiversité et d'accessibilité à la zone paysagère. Nous constatons aussi que, selon IDETA, chaque parcelle aura son parking; or, en fonction de la gestion parcimonieuse de l'espace dédié aux activités économiques, IDETA avait clairement dit que des regroupements de parkings seraient prévus. Pour nous, c'est une vision du 20ème et pas du 21ème siècle."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Lorsqu'on lit ce dossier et qu'on connaît la situation, on se dit qu'il est heureux que ce soit IDETA qui propose cette formule et cet aménagement. Tout autre aménageur se verrait confronté à de nombreux problèmes !

Je m'interroge, par ailleurs, sur la manière dont la clôture d'enquête a été organisée. J'ai retenu de mes fonctions scabinales passées que c'était un échevin qui devait procéder à une clôture d'enquête. Chaque fois qu'une clôture d'enquête était prévue, si l'échevin de tutelle n'était pas disponible, on en désignait un autre.

Or, je lis dans le dossier que c'est un conseiller qui a présidé la clôture d'enquête, en remplacement de Monsieur l'échevin de tutelle. Je me demande si un agent communal peut remplacer un membre du collège pour organiser une clôture d'enquête. C'est une question de légalité.

De nombreuses remarques ont été émises par les réclamants. Toutes ces remarques sont justifiées et justifiables.

Si cette voirie traverse la grande plaine face à Hertain, en plein centre, c'est tout simplement parce qu'IDETA veut rejoindre la seule zone proche du Touquet à Blandain dont elle est propriétaire par la voie la plus directe. Dans la partie qui se trouve près de l'autoroute, la propriété de nombreuses parcelles est toujours contestée devant le conseil d'Etat. IDETA n'en est donc pas propriétaire. Les problèmes karstiques évoqués peuvent également s'appliquer à la solution proposée. Je n'ai vu nulle part la preuve qu'il n'y avait aucun problème karstique sérieux sur le parcours qu'IDETA compte

emprunter actuellement. On évoque aussi la présence d'un tunnel sous l'autoroute. Quand on a construit l'autoroute, tout le monde disait que c'était le tunnel de l'inutile. A l'époque, certains décideurs savaient qu'on allait dans cette direction. On évoque aussi le manque de signalisation et d'accès à la zone. Ceci ne va pas être réglé. Actuellement, lorsque des chauffeurs de camions cherchent une adresse à Blandain, dans le zoning de Tournai Ouest 3, ils se retrouvent sur la place de Blandain, car ils ne parviennent pas à se repérer dans le zoning.

Les problèmes, qui vont survenir avec cette nouvelle voirie, seront du même ordre. J'ai calculé que cette nouvelle voirie allait nécessiter une emprise de 2 hectares supplémentaires de terres agricoles de très bonne qualité et couper une plaine en deux. Et je n'ai pas tenu compte des accès qu'IDETA va devoir prévoir pour que les agriculteurs puissent continuer à cultiver leurs parcelles.

Parlons à présent du respect des lignes de force paysagères. Lorsque la voirie va être connectée à la chaussée de Lille, on se retrouvera à plusieurs mètres de hauteur. Cela va créer une coupure visuelle assez nette. L'environnement des habitants d'Hertain en sera également altéré : la route qui va couper la plaine en deux, les éoliennes au fond, l'autoroute,... Tout cela devient catastrophique !

Un mot sur les problèmes d'inondation dans la zone du Touquet à Blandain. Récemment, le collège communal a autorisé la construction d'un mini hôpital destiné aux personnes handicapées.

Les bâtiments qui ont été érigés dans cette zone, le nombre de personnes qui habitent à présent dans le quartier, c'est énorme ! Les canalisations, qui seront orientées vers cette zone, vont encore accroître les problèmes. Il faut savoir qu'à cet endroit, toutes les eaux passent sous le chemin de fer, sous la place de la gare et sous les habitations de la rue du Touquet.

J'en reviens à la position de la CCATM. J'ai souri lorsque j'ai vu comment on interprétait les votes : 4 voix contre, 3 voix pour et 4 abstentions. Les abstentions venant s'ajouter aux votes favorables, on considère que 7 personnes sur 11 étaient plutôt favorables au projet. Je raisonne à l'inverse : 4 voix contre, 4 abstentions sur 11, cela fait 8 personnes qui refusent le projet.

Le coût de cette voirie, sa situation, les travaux que cela va engendrer, c'est tout à fait déraisonnable. Si on peut encore se permettre ce genre de chose, malgré toutes ces contestations, c'est qu'il y a encore de l'argent quelque part. Et c'est l'argent du citoyen.

J'avais imaginé à l'époque qu'on allait connecter le zoning au chemin de fer et qu'on allait réouvrir la gare de Blandain. C'était donc un rêve qui ne risque pas de devenir réalité à mon avis. La connexion au zoning par le chemin de fer était une option qui pouvait être intéressante. Elle est abandonnée. La dernière remarque, je l'ai entendue la semaine dernière d'un transporteur. Savez-vous que les professionnels de ce secteur reçoivent régulièrement, de la part d'IDETA, des prospectus, documents qui signalent qu'il y a énormément de locaux à louer ou à vendre à Tournai Ouest 3 et Tournai Ouest 4 ? Alors, lorsqu'on vous dit qu'on a besoin d'hectares parce qu'il n'y a plus de place, il faudrait peut-être tenir compte aussi des locaux ou des sites qui sont actuellement inoccupés et qui devraient d'abord être réaffectés."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"J'aurais aimé savoir si des essais karstiques avaient été réalisés sur le nouveau tracé ? Ces essais ont-ils été réalisés et sont-ils bons ? D'après les exploitants agricoles, aucun essai n'a été réalisé. Je voudrais en avoir confirmation."

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, précise à ce sujet que de l'eau stagne sur les champs et que des drains ont été placés pour évacuer l'eau provenant de sources. Il a donc peine à croire que ces terrains sont stables.

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, prend alors la parole :

"Je vais répondre à Monsieur le Conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE à propos de mon absence à la clôture d'enquête.

J'avais été désigné ce jour-là par le collège pour assister à une autre réunion qui concernait l'aménagement du plateau de la gare. Je ne peux pas être présent partout en même temps. J'ai donc veillé à me faire remplacer à la clôture d'enquête. Il faut savoir aussi que ce n'est pas la Ville qui a la main sur ce genre de projet. C'est une compétence de la Région. La Ville organise donc l'enquête mais n'a aucun pouvoir de décision en la matière. Tout s'est passé de manière correcte. Des réunions de concertation ont eu lieu avec les riverains au préalable. J'ai participé à de nombreuses réunions. Mais je ne pouvais être présent à cette clôture d'enquête."

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprécise son propos :

"J'ai dit que c'était un échevin qui devait clôturer une enquête. Quand il est empêché, c'est un autre échevin qui doit être présent. C'est mon interprétation. C'est la Ville qui organise la clôture d'enquête, donc c'est un membre du collège qui doit présider la clôture d'enquête.

Je demande le texte de loi qui me certifie qu'une autre personne qu'un échevin peut présider une clôture d'enquête."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond ensuite à Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT en précisant que les études karstiques ont conduit l'intercommunale à modifier le tracé initial de la voie d'accès.

Après que le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, ait posé sa question concernant les études karstiques, le **président** d'assemblée conclut le débat en précisant que c'est le collège communal qui prend acte in fine des résultats d'une enquête publique en tant qu'organe collégial, puisqu'un échevin n'a pas compétence pour engager le collège à lui seul. "Tout cela fera, bien entendu, l'objet de vérifications" conclut-il.

Par 25 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCOQ, M. B. MAT, Mmes H. CLEMENT-COUPLET, C. LADAVID, H. LELEU, M. S. LECONTE

Se sont abstenus : MM. X. DECALUWE et L.-D. CASTERMAN.

Messieurs les Conseillers communaux J.-L. VIEREN et G. DENONNE ne participent pas au vote.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, son article 8 aux termes duquel il est précisé que, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un

intérêt peut soumettre, par envoi au collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale;

Vu les dispositions du CWATUP (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine) dont celles de l'article 127 traitant des dossiers de la compétence du fonctionnaire délégué ainsi que celles de l'article 129 quater traitant des délais d'instruction des demandes de permis avec création de voirie, lequel est prorogé du délai nécessaire pour l'obtention de l'accord définitif sur la voirie communale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Vu la lettre du service public de Wallonie [direction générale opérationnelle 4 (DGO4) – aménagement du territoire] du 17 juillet 2015, par laquelle est transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme que l'agence intercommunale de développement IDETA, dont les bureaux se trouvent à 7500 Tournai, quai Saint-Brice, 35, a introduit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de zone d'activité économique Tournai ouest 3, ayant trait à des biens sis à Tournai (Blandain-Hertain et Marquain) lieu dit "Touquet", rue de Calonne, parcelles cadastrées 29ème division, section D, n°541, 542, 536, 531, 446, 445 b, 445 a, 444, 455, 439 a, 436 g, 436 h, 436 d, 435, 434 b, 433, 466, 431 a, 419, 418, 467, 468, 369, 465, 469, 470, 413 a, 414 a, 403 a, 415 a, 416, 412 a, 421 a, 411 a, 410 a, 409 a, 408 a, 407 a, 406 a, 400 c, 401, 402, 372, 371, 370, 365 d, 368, 366, 367, 471, 323, 322 c, 473/02 b, 473 b, 462, 481, 482 b, 461, 460, 459, 463, 472, 464, 458 b, 489, 488, 482 a, 480, 479, 476 a, 321 c, 475, 474, 478/02 a, 478 a, 477 a, 48 e 483 d, 484, 485; 28ème division, section B, n° 45 c, 47 a, 48 a, 40 L, 40 n, 40 m, 49 a, 21, 22 a, 20, 23 a; 25ème division, section A, n° 113 b, 116 c, 117 e, 9/02, 9 b, 10 b;

Attendu que le projet consiste en :

- des travaux liés à l'aménagement de l'accès à la zone d'activité économique :
 - construction de la voirie d'accès à la zone d'activité économique de Tournai Ouest 3 et aménagement des dispositifs de gestion des eaux bordant cette voirie
 - aménagement du carrefour entre la voirie d'accès à la zone d'activité économique et la rue du Moulin de Calonne
 - construction d'une voirie agricole faisant la jonction entre la future voirie d'accès et un chemin agricole longeant l'E42
- des travaux d'équipement de la première phase de la zone d'activité économique :
 - construction de la voirie de desserte de la phase 1 de la zone d'activité économique;
 - déviation d'une partie de la rue du hameau du Touquet incluse dans le périmètre d'intervention et réaménagement de cette voirie;
 - nivellement, par plateau, des parcelles adjacentes à la voirie de desserte;
 - mise en place des dispositifs de gestion des eaux:
 - un système séparatif triple de récolte des eaux, avec un réseau de boues, fossés et bassins de rétention végétalisés pour les eaux pluviales;
 - le raccordement du réseau d'eaux usées de la zone d'activité économique au réseau de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) de l'autre côté de l'E42 (construction d'une station de pompage et pose d'une conduite de refoulement);
- pose des impétrants par l'agence intercommunale de développement IDETA (eau, électricité MT, éclairage public) et par les gestionnaires de réseaux (téléphone, fibre optique et basse tension) dans une tranchée commune;
- construction d'une cabine électrique;
- travaux de plantation et d'aménagement des dispositifs d'intégration paysagère et de gestion des eaux et des abords de voirie;
- mise en place d'un totem signalétique à l'entrée de la zone d'activité économique;

Attendu que ladite demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale;

Attendu que l'enquête publique a été organisée du 25 septembre 2015 au 27 octobre 2015 conformément aux dispositions du susdit décret relatif à la voirie communale, lequel impose notamment en son article 25 :

"Si le nombre de personnes ayant introduit individuellement des réclamations et observations est supérieur à vingt-cinq, le collège communal organise une réunion de concertation dans les 10 jours de la clôture de l'enquête.

Cette réunion regroupe :

- 1. l'administration communale et les autres administrations qu'elle invite;*
- 2. les représentants des réclamants;*
- 3. le demandeur et ses conseillers.*

Aucun de ces groupes ne peut être représenté par plus de cinq personnes...";

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête, libellé comme suit :

"Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où se sont présentés :

- M. A. VACHAUDEZ, représentant Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE*
- M. O. BONTEMS, d'IDETA*
- M. E. BROUCKAERT trieu Dorenet, 2 à 7522 Blandain*
- M. X. DELBECQUE de L'ASBL APIC, résidence Grande Barre, 14 à 7522 Lamain*
- Mme A. MAGAIN, rue Quennelet, 13b à 7522 Marquain*
- Mme M-C. VANDENBERGHE, place d'Hertain, 4 à 7522 Hertain.*

Il est fait part de la lettre de remarques du comité du "zoning propre", réceptionnée le 27 octobre 2015.

Les 4 riverains remettent un ensemble de 27 lettres de remarques, lesquelles peuvent être résumées comme suit :

- la mise en cause de la nécessité d'un nouvel accès alors qu'un accès à Tournai ouest Il est existant sous l'autoroute ainsi que via un chemin agricole;*
- coût élevé de cette voirie;*
- non-respect de la modification du plan de secteur qui prévoyait une zone de réservation pour un nouvel accès et dont la nécessité de s'écarter de celui-ci n'est pas prouvée, si ce n'est pour être un prétexte à un futur Tournai ouest IV;*
- l'accès aux parcelles agricoles n'est pas toujours garanti et les convois agricoles devront faire des détours;*
- bruit occasionné par la route en surplomb;*
- nouveau massacre de terres agricoles, emprise importante pour la voirie (17m), perte en valeur;*
- problèmes hydrologiques déjà existants, lesquels seront encore aggravés par le projet, risque d'inondations tant des cultures que des villages environnants;*
- aberration du dispositif d'isolement dans la partie nord alors que des merlons sont déjà existants;*
- absence d'une vision d'ensemble de l'aménagement de la zone (regret de ne pas avoir élaboré un cahier des charges urbanistiques et environnementales - C.C.U.E);*
- situation juridique du projet non fixée et donc cette demande est prématurée.*

Après avoir écouté les riverains exprimer et confirmer les susdites remarques, le représentant d'IDETA essaie de répondre à toutes les questions (coût de la voirie moins élevé, zones de rétention prévues, étude hydraulique très pointue, plan de secteur définissant bien le périmètre du zoning, C.C.U.E plus nécessaire, emprise de la voirie de 17 m, mais voirie de 7 m prévoyant également des espaces pour les vélos et les piétons,...).

Chacun restant sur ses positions.

J'ai ensuite annexé au présent procès-verbal les susdits courriers....";

Vu la réunion de concertation organisée le 9 novembre 2015 conformément au susdit décret relatif à la voirie communale, durant laquelle le représentant d'IDETA a essayé de répondre aux remarques des riverains;

Vu le procès-verbal de cette réunion;

Attendu que lors de cette réunion de concertation, chaque partie est restée sur ses positions et n'a été nullement convaincue par les arguments de l'autre;

Attendu que les représentants des riverains estiment être mis devant le fait accompli, qu'ils maintiennent leurs remarques émises lors de l'enquête publique et restent entièrement défavorables à ces tracés de voirie pour les motifs suivants :

- absence de motivation pour la modification du tracé
- coût supplémentaire pour une voirie en surplomb
- frais supplémentaires pour les agriculteurs suite à l'allongement du trajet pour accéder à leurs parcelles
- remembrement des terres pour les agriculteurs
- impact négatif
- non-respect du parcellaire des terres des agriculteurs
- impact paysager plus important
- flou juridique au niveau de la zone de réservation prévue au plan de secteur
- problème d'inondation au niveau de la rue du Touquet
- risque d'agenda «caché » pour un futur Tournai ouest 3 bis;

Vu le courrier d'IDETA apportant une réponse aux remarques des riverains, à savoir :

".../... Les principales remarques et interrogations émises lors de l'enquête publique, qui s'est tenue du 25 septembre 2015 au 27 octobre 2015, concernent :

- *le contexte stratégique et juridique*
- *la mobilité et en particulier le nouvel accès autoroutier projeté*
- *la gestion des eaux*
- *les dispositifs d'isolement*
- *la prise en compte de l'agriculture*
- *le potentiel archéologique.*

1. Contexte stratégique et juridique

1. Contexte juridique

a. Expropriations :

Deux demandes d'expropriation pour cause d'utilité publique ont été introduites par l'Ideta sur base de l'article 58 du CWATUPE (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'environnement) : la première concernait les terrains dédiés à la zone d'activité économique de Tournai ouest 3 et la seconde le raccordement autoroutier de cette zone

I. Zone d'activité économique Tournai ouest 3

Le 17 décembre 2007, un arrêté ministériel autorisant l'expropriation des parcelles indispensables à la mise en œuvre de la révision du plan de secteur du 22 avril 2004 inscrivant la zone d'activité économique de Tournai ouest 3, et reconnaissant l'application de la procédure d'extrême urgence pour cause d'utilité publique du projet, a été signé par le ministre ANTOINE, en charge du logement, des transports et du développement territorial.

Cet arrêté d'expropriation pris en exécution de l'article 58 du CWATUPE a été annulé par le Conseil d'Etat le 29 juillet 2010, car il a estimé que la demande d'expropriation aurait dû être dressée en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques (loi spécifique) et non pas sur base de l'article 58 du CWATUPE (loi générale). L'IDETA, qui avait acquis des terrains via la procédure judiciaire sur base de cet arrêté, a renoncé à la prise de possession des

terrains concernés et la procédure de révision de la décision d'expropriation est toujours en cours. Dès que les jugements en révision seront finalisés, l'IDETA introduira une nouvelle demande d'expropriation sur base du décret du 11 mars 2004 afin d'acquérir l'ensemble des terrains indispensables à la mise en œuvre de la partie Nord de la zone d'activité économique (± 70 ha bruts).

II. Accès autoroutier de la zone d'activité économique Tournai ouest 3

Un plan d'expropriation relatif aux parcelles indispensables à la mise en œuvre de la voirie d'accès autoroutière pour laquelle un périmètre de réservation est inscrit au plan de secteur, a été approuvé par le ministre ANTOINE, en charge du logement, des transports et du développement territorial, le 5 mai 2008.

Le tracé de la voirie d'accès ayant été modifié à la suite des études techniques, une nouvelle demande d'expropriation pour l'acquisition des terrains nécessaires à la mise en œuvre de la voirie d'accès a été introduite sur base du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. Cette demande est en cours d'instruction.

b. Reconnaissance économique

Une demande de reconnaissance économique concernant la partie Nord de la zone d'activité économique, y compris le dispositif d'isolement et le nouvel accès autoroutier a été introduite auprès de la Région wallonne en juillet 2014 et est en cours d'instruction.

2. Manque de vision globale, absence de cahier des charges urbanistiques et environnementales (CCUE) et "saucissonnage" du projet

La réalisation d'un CCUE ne s'avère pas nécessaire suite à l'abrogation de l'article 31bis du CWATUPE par le décret RESA. Les éléments cités dans l'arrêté adoptant la révision du plan de secteur comme devant être contenus dans le CCUE, ont toutefois fait l'objet d'une attention particulière (gestion des eaux, isolement, mobilité, vérification de la capacité technique du sol et du sous-sol,...) et ont été étudiés dans le cadre de l'élaboration du projet et de la demande de reconnaissance économique et d'expropriation.

Au vu de la superficie de la zone d'activité économique (104 ha), un phasage du projet a été réalisé :

- la mise en œuvre de la partie "nord" est prévue en 2 étapes. La phase 1A permettra de libérer 15 ha nets, de réaliser la voirie d'accès et de mettre en place les dispositifs d'isolement. La seconde phase concerne la mise en œuvre de 39 ha nets.
- l'aménagement de la partie "sud" est projeté dans une seconde phase en raison des contraintes karstiques identifiées et des études complémentaires que ces contraintes nécessitent.

Ce phasage permet de libérer rapidement des terrains pour répondre aux besoins urgents des investisseurs dans cette zone; il permet d'occuper l'espace progressivement et donc de laisser les terres à disposition des agriculteurs le plus longtemps possible et permet un lissage budgétaire.

Notons que ce phasage du projet n'empêche pas le dimensionnement des réseaux techniques sur base d'une mise en œuvre de l'entièreté de la zone.

Figure 1 : plan de phasage de la zone d'activité économique Tournai ouest 3 (en annexe)

Les différents permis introduits concernent des demandeurs différents (SPW-DGO1 pour le rond-point et Elsa pour le parc éolien) et ont dès lors fait l'objet de procédures distinctes. Ces permis sont intégrés dans le présent projet.

3. Contestation de l'urgence

Le pôle de Tournai ouest, qui constitue l'un des moteurs du développement économique en Wallonie picarde, est actuellement complètement saturé (0 ha disponible sur le pôle de Tournai ouest). Il est donc urgent de libérer des terrains pour permettre l'accueil d'investisseurs et donc la création d'emplois dans cette zone attractive.

II. Mobilité et accessibilité

1. Opportunité de créer un nouvel accès autoroutier

La nécessité de réaliser un nouvel accès a été actée dans le cadre de la révision du plan de secteur d'avril 2004 inscrivant la zone d'activité économique de Tournai ouest 3 et un périmètre de réservation pour la construction d'une voirie de raccordement entre la ZAE et l'autoroute. Cette inscription a fait suite à l'étude d'incidences qui proposait un nouvel accès par le sud à partir de l'échangeur n°35 de l'E42 pour les raisons suivantes: "Le seul accès à la nouvelle zone d'activité économique, si l'on veut éviter de traverser, soit le Village de Marquain, soit celui de Blandain est aujourd'hui celui qui passe sous l'autoroute A17 et traverse Tournai ouest II. Cette situation est difficilement acceptable à terme, à la fois en fonction de la sécurité en cas de problème à Tournai ouest II (qui comporte une usine classée SEVESO) et de visibilité, le circuit pour accéder à la zone étant à ce point complexe qu'il risque de générer un trafic parasite à travers les villages nommés ci-dessus.". Ce nouvel accès permettra d'offrir une bonne lisibilité du parc d'activité dès sa création et d'assurer la fluidité du trafic. L'importance d'une mise en œuvre rapide de ce projet a également été confirmée via la décision en mai 2015, d'octroi de subsides européens du fonds européen de développement régional (FEDER) pour sa réalisation.

Notons qu'un accès à la zone via la rue des Châles Verts sera aménagé dans une deuxième phase afin d'assurer une liaison avec les parcs d'activité de Tournai ouest 1 et 2.

2. Motivation du changement de tracé pour l'accès autoroutier

I. Ecart par rapport au périmètre de réservation au plan de secteur et nécessité d'un changement de tracé

Un périmètre de réservation a principalement pour objectifs de permettre la délivrance d'un permis pour la réalisation de l'infrastructure envisagée dans la zone et de préserver l'espace qu'il couvre de tous actes et travaux susceptibles de rendre malaisée, voire impossible, la réalisation de cette infrastructure. Ceci ne signifie cependant pas que l'infrastructure envisagée doive impérativement être réalisée dans la zone de réservation. Il est dès lors possible de délivrer un permis en vue de réaliser un raccordement autoroutier de la zone d'activité économique en dehors de la zone de réservation, sur base de l'article 127 du CWATUPE.

L'article 127 du CWATUPE permet en effet au fonctionnaire délégué, lorsque le permis est sollicité par une personne de droit public, d'accorder ce permis en s'écartant du plan de secteur pour autant que les mesures particulières de publicité et de consultations prévues par le Code soient respectées d'une part et que, d'autre part, les travaux concernés soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage. La dérogation au plan de secteur doit également être motivée.

Cette demande de permis d'urbanisme a fait l'objet des mesures particulières de publicité et de consultations prévues par le code, avec, notamment, la tenue d'une enquête publique du 25 septembre 2015 au 27 octobre 2015.

La voirie projetée respecte les lignes de force du paysage, car elle s'appuie en grande partie sur des chemins agricoles existants (voir figure 3).

Le déplacement de la voirie est dans ce cas motivé par les résultats des études karstiques (études non réalisées au moment de l'inscription du périmètre de réservation au plan de secteur), qui ont conduit l'IDETA à modifier le tracé initial pour construire la voirie dans une zone présentant de meilleures caractéristiques en termes de stabilité. Comme illustré sur la figure suivante, il ressort de l'étude évaluant l'aléa karstique réalisée par l'UMONS que la zone initialement prévue pour la construction de la voirie d'accès (périmètre de réservation au plan de secteur) présente un risque karstique estimé comme "modéré à élevé". Cet aléa karstique modéré à élevé ne signifie pas qu'il est impossible de construire dans cette zone mais implique des mesures de mitigations et techniques de

constructions particulières. Ces techniques spéciales engendrent des surcoûts importants jugés dispendieux pour la construction d'un élément linéaire comme une voirie. Les investigations complémentaires et techniques spéciales sont, par contre, plus facilement gérables pour la construction d'élément ponctuel (type éolienne) ou d'un bâtiment.

Il a, dès lors, été décidé de déplacer la voirie d'accès destinée à accueillir un trafic important dans une zone présentant de meilleures caractéristiques en terme karstique, afin de réduire les risques et éviter des solutions techniques trop coûteuses pour son aménagement.

Figure 2 : zones d'aléas karstiques définies au niveau du projet de la zone d'activité économique Tournai Ouest3 (en annexe)

II. Choix du nouveau tracé

Le choix du nouveau tracé est contesté pour plusieurs raisons :

- *emprise sur des parcelles de bonne qualité agronomique et morcellement des parcelles agricoles : les terres impactées sont effectivement de bonne qualité agronomique, mais ce tracé plus court (950 m en lieu et place de 1.250 m) permet de réduire l'emprise nécessaire. De plus, ce tracé s'appuie en partie sur les parcelles cadastrales et carrières existantes (\pm 400 m de la future voirie) pour limiter le morcellement. (cfr figures 3 et 4 en annexes);*
- *proximité des noyaux d'habitat et nuisances sonores (voirie en surplomb) : la maison la plus proche est située à 400 m de la voirie;*
- *zone humide d'intérêt écologique (présence constante de cresson dans un fossé côté voirie) : les caractéristiques de cette zone d'intérêt écologique seront préservées avec l'aménagement de noues et fossés le long de la voirie d'accès;*
- *présence de sources à grand débit en période humide : une étude hydraulique du projet a été réalisée et prend en compte les caractéristiques du sol et la topographie pour dimensionner les dispositifs de rétention en conséquence;*
- *la possibilité de déplacer la voirie plus à l'est (appui sur l'autre carrière et passage entre les 2 éoliennes) : le tracé retenu est le tracé le plus direct entre le futur rond-point et la ZAE en s'appuyant sur les carrières existantes, en préservant au maximum les blocs de parcelles et en prenant en compte les rayons de courbure nécessaire pour une circulation aisée des poids lourds et en évitant les zones de surplomb des éoliennes;*
- *la différence de coût entre le projet initial et le projet de voirie inclus dans la demande de permis est contestée dans plusieurs courriers suite à la déclivité importante de la voirie, ce qui nécessite l'aménagement de talus importants. Cette difficulté, liée à la présence des talus longeant l'autoroute, est comparable pour les 2 tracés, au départ du rond-point à la jonction entre la sortie d'autoroute et la RN7.*

Figure 3 : Voirie d'accès et parcelles cadastrales (en annexe).

Figure 4 : Voirie d'accès projetée et périmètre de réservation au plan de secteur (en annexe).

III. Crainte d'un agenda caché (TO4)

Ce nouveau tracé n'est pas lié à un projet d'extension de zone d'activité économique. Les besoins en terrains dédiés à l'activité économique ont été identifiés et localisés dans le cadre du plan prioritaire bis adopté par le Gouvernement wallon en 2008. Les parcs d'activités économiques existants ou projetés sur le territoire communal de Tournai sont localisés sur la figure suivante.

3. Augmentation de la circulation dans la rue du Hameau du Touquet

Une circulation plus importante dans la rue du Hameau du Touquet est crainte.

Aucun accès vers la zone d'activité économique au départ de la rue du Hameau du Touquet n'est autorisé pour les voitures et poids lourds. Cette rue sera réaménagée au niveau de la zone d'activité économique de manière à garantir une utilisation aisée pour les modes doux et, occasionnellement, les véhicules d'entretien et véhicules agricoles.

III. Gestion des eaux

Des craintes sont émises concernant le dimensionnement du drain (110 mm) utilisé comme exutoire pour une partie des eaux de ruissellement de la voirie d'accès.

Les dispositifs envisagés permettent de réduire considérablement le débit des eaux de ruissellement vers cet exutoire en cas de fortes pluies. En effet, les fossés aménagés en pied de talus permettront de récolter non seulement les eaux de ruissellement de la nouvelle voirie, mais également les eaux de ruissellement de champs qui, auparavant, s'écoulaient directement vers le drain existant sans rétention. Les aménagements projetés permettront un stockage des eaux de ruissellement convergeant vers la voirie et un rejet dans le réseau avec débit limité, nettement inférieur au débit avant travaux puisqu'en se basant sur une pluie de référence cinquantennale de 30 j, le débit de fuite en situation initiale est estimé à 508 l/s contre 134 l/s après aménagement de la voirie.

Des travaux de protection du Hameau du Touquet vis-à-vis des inondations jugées fréquentes sont demandés. Les débordements récurrents du bassin existant (hameau des Empires) sont mentionnés. Les principes d'aménagement et le dimensionnement des dispositifs de gestion des eaux permettent de réduire la vulnérabilité du village en assurant une temporisation des eaux de ruissellement avant leur rejet dans le ruisseau du Dorenet.

Des précisions sont demandées sur les techniques prévues pour l'aménagement des bassins de rétention, leur fonctionnement et entretien.

Les bassins de rétention prévus seront aménagés de manière naturelle et permettront l'infiltration d'une partie des eaux pluviales. Un décanteur sera mis en place pour traiter les eaux de ruissellement des voiries et espaces publics.

L'entretien des bassins de rétention et décanteur sera réalisé par l'IDETA. L'entretien des noues et fossés sera réalisé soit par les entreprises pour les noues implantées en parcelles, soit par la Ville pour les noues et fossés longeant les voiries communales.

Une personne s'interroge sur l'évacuation des eaux des parcelles cadastrales 21 et 22A.

Ces parcelles, localisées sur la figure suivante, sont traversées par la future voirie d'accès à la zone d'activité économique. Les eaux pluviales ruisselleront jusqu'aux noues et fossés aménagés le long de la voirie et seront rejetées dans le drain existant après temporisation.

IV. Isolement

1. Aménagement de la limite Nord

Le comité "Pour un zoning propre" souhaite que les talus existants le long de la ligne de chemin de fer soient maintenus pour constituer un dispositif d'isolement et que la noue projetée soit déplacée en bas de talus (parcelles 478 A, 477, 232 C, 321 C).

*Les parcelles mentionnées sont localisées sur la **figure en annexe**. La parcelle accueillant les talus en partie végétalisés (parcelle 478/02 A) occupe une superficie de près de 55 ares et une largeur maximale de 20 mètres.*

*Les aménagements présentés dans le cadre de la demande de permis (**figure en annexe**) avec un nivellement des parcelles et l'aménagement de noues en bordure de parcelle, ont pour objectif de réduire l'emprise nécessaire pour les dispositifs d'intégration paysagère et de gestion des eaux tout en assurant leur efficacité et donc d'optimiser l'espace disponible pour les entreprises.*

Les talus présents ne seront dès lors pas conservés, par contre, les arbres présents seront maintenus et intégrés au futur dispositif d'isolement.

2. Zone d'isolement en périphérie du Hameau du Touquet

Les remarques issues de l'enquête publique concernent :

- le dimensionnement de la zone : le dimensionnement de cette zone d'isolement résulte de la révision du plan de secteur d'avril 2004 qui stipule que cette zone de 9,7 ha doit être réservée à la constitution d'un périmètre d'isolement*

- le choix du bambou au regard de la consommation en eau et du risque d'invasion et la possibilité de consacrer une partie du dispositif d'isolement à l'agriculture ou à un projet type SIBIOM (biométhanisation) : cette zone ne peut pas accueillir d'activités économiques et ne peut donc pas être consacrée à l'agriculture. Les bambous seront implantés dans une zone humide et contribuent de cette manière à réduire le risque d'inondation. Tous les dispositifs nécessaires seront mis en place, en collaboration avec le CRA-W, afin d'éviter la prolifération des bambous hors de la zone d'isolement (délimitation de la parcelle avec une géomembrane).

3. Nuisances sonores

Des craintes sont émises concernant les nuisances sonores générées par la future voirie d'accès qui sera implantée en surplomb, bruit s'additionnant à celui des autoroutes et du parc éolien projeté.

La voirie d'accès accueillera un trafic qui pourrait générer des nuisances sonores; la maison la plus proche est toutefois située à plus de 400 m de cette voirie.

Les entreprises qui s'implanteront au sein de la zone d'activité économique devront respecter des normes de bruit qui seront analysées dans le cadre des demandes de permis d'environnement de ces entreprises.

V. Prise en compte de l'agriculture

Le projet est effectivement localisé sur des terres agricoles de bonne qualité agronomique. L'emprise nécessaire pour l'aménagement de la voirie d'accès est réduite au strict minimum nécessaire pour assurer la fluidité de la circulation et un aménagement qualitatif. Au sein de la zone d'activité économique, les aménagements projetés visent également à optimiser l'occupation du sol.

Les indemnisations pour les propriétaires concernés seront évaluées par le CAI. Des échanges pourront être réalisés afin de rendre exploitable les quelques parcelles morcelées car traversées par la future voirie d'accès.

L'accès à toutes les parcelles agricoles est garanti au départ des voiries agricoles existantes, de la nouvelle voirie d'accès ou de la nouvelle voirie agricole construite. L'accès à quelques parcelles à l'Est de la voirie d'accès nécessitera un allongement du parcours mais celui-ci sera de maximum 1.5 km.

VI. Potentiel archéologique

La nécessité d'exploiter le potentiel archéologique avant le début des travaux est mentionnée.

Depuis quelques années, IDETA établit avant chaque mise en œuvre de zone d'activité économique une convention particulière avec la DGATLP afin de permettre la tenue de fouilles avant le début du chantier.";

Vu les photos, croquis et plans annexés au dit courrier;

Vu l'avis favorable sous conditions de la zone de secours du 26 août 2015, dossier Z-00987;

Vu l'avis sans remarque des services de police du 16 octobre 2015;

Vu l'avis favorable du 28 octobre 2015 du service mobilité :

"J'émet un avis favorable sur ce dossier.

Quelques points doivent cependant encore faire l'objet d'une attention particulière.

Les aménagements devront être adaptés aux personnes à mobilité réduite et devront permettre un accès facile aux entreprises localisées sur la zone. Il y a plus particulièrement lieu d'adapter les traversées cyclo-piétonnes sur base du guide des bonnes pratiques de cheminements piétons accessibles à tous : abaissement de bordure, dalles guides et dalles d'éveil à la vigilance.

Il y aura lieu de prendre contact avec les services de polices en vue de placer la signalisation adéquate et de réglementer les nouveaux aménagements.";

Vu l'avis favorable d'IPALLE du 22 septembre 2015;

Vu l'avis des services techniques communaux du 19 janvier 2016, libellé comme suit:

* Respecter l'avis d'IPALLE, des services de police, de secours et du service mobilité.

* l'entretien des bassins de stockage sera à charge de l'intercommunale IDETA.

* Tous ces travaux seront réalisés aux frais du demandeur par une entreprise agréée en travaux routiers , conformément aux prescriptions du règlement communal de police et des clauses techniques du cahier des charges type "Qualiroutes";

Vu l'avis de la commission consultative communale et de mobilité (CCATM) du 28 octobre 2015 tel qu'amendé à sa séance suivante à savoir :

"1.Projet présenté par M. Bontems d'IDETA.

M. Bontems rappelle le contexte et les procédures depuis la révision du plan de secteur jusqu'à l'introduction de la présente demande.

M. Bontems tente d'expliquer le bien-fondé de la modification du tracé de la voirie d'accès par rapport à la zone de réservation prévue pour celle-ci lors de la modification du plan de secteur : certains membres ne sont pas d'accord.

S'ensuit un jeu de «questions/réponses» entre les membres et M. Bontems portant tant sur la voirie, la rétention des eaux et la zone paysagère.

Certains membres regrettent que la zone paysagère ne soit pas entièrement accessible au public; d'autres regrettent la plantation de quatre parcelles de bambous qui n'est pas une plante très intéressante en matière de biodiversité et proposent à Ideta de réfléchir à la possibilité de mise en place de chaudières collectives utilisant sur l'ensemble de leurs projets "Bois Energie" en ZAE les saules têtards qui permettent de valoriser la biodiversité locale et la qualité paysagère. De nombreux projets similaires fonctionnent très bien chez nos voisins français.

Un membre fait remarquer que le rejet des eaux des bassins de rétention se fait dans un égout d'un diamètre de 40 cm situé à la rue du Touquet, cette rue étant régulièrement inondée.

Un membre regrette que l'on doive cacher les bâtiments par une plantation de bambous.

Il serait préférable de réaliser des bâtiments de qualité dans un zoning de qualité avec une zone paysagère qui s'infilte dans l'ensemble du zoning.

Quant à des parkings le long de la voirie, M. Bontems signale que les entreprises devront intégrer des espaces parking tant pour leur personnel que pour les camions sur leur site.

Par 4 voix contre, 3 voix pour et 4 abstentions, la Commission émet un avis défavorable sur le projet pour les motifs suivants :

- voirie non prévue au plan de secteur
- sacrifice de terres agricoles pour cette modification du tracé de la voirie
- étude karstique non présentée dans son intégralité alors d'IDETA justifie la modification du tracé de la voirie par les résultats de cette étude
- absence de biodiversité et d'accessibilité de la zone paysagère
- regret qu'une zone tampon ne soit pas réalisée dans la partie Nord, le long de la ligne de chemin de fer alors qu'un merlon existe déjà
- absence de qualité et de réflexion concernant la zone paysagère et les bassins de rétention
- présence de nombreuses sources.";

Attendu que l'avis de la CCATM n'est qu'un avis consultatif, lequel était assez partagé (4 contre 3 pour 4 abstentions);

Considérant que l'arrêté de reconnaissance et d'expropriation est en attente d'une signature ministérielle pour le périmètre sollicité par la direction de l'équipement des parcs d'activités du Service public de Wallonie dans son courrier du 2 octobre 2014;

PREND CONNAISSANCE

de la teneur des réclamations issues de l'enquête publique effectuée du 25 septembre au 27 octobre 2015 et des procès-verbaux libellés ci-avant;

Par 25 voix pour, 8 voix contre et 2 abstentions;

DECIDE

de marquer son accord sur le tracé des nouvelles voiries communales tel que proposé par IDETA pour les motifs évoqués ci-avant, étant entendu que l'entretien des bassins de rétention et décanteur sera à charge de l'intercommunale.

29. Marchés publics. Budget ordinaire. Délégation au directeur général adjoint pour les dossiers inférieurs à 2.000,00€ hors TVA. Approbation.

Le **président** d'assemblée propose d'examiner les points 29, 30 et 31 ensemble.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée :

"Pour les 3 délégations qui sont proposées, nous aimerions avoir une liste des achats qui seront faits ou des dépenses qui seront engagées. Nous ne sommes pas opposés à la délégation, mais nous aimerions disposer d'un contrôle a posteriori et avoir un regard sur les dépenses qui sont occasionnées.

Je réitère, par ailleurs, une demande que j'avais faite au début de mon mandat. J'avais demandé d'avoir accès aux procès-verbaux du collège, qu'ils puissent être envoyés aux conseillers ou aux chefs de groupe comme cela se fait dans d'autres villes. Cela m'avait été refusé. Si on pouvait avoir ces procès-verbaux du collège, on pourrait avoir directement accès à l'information par rapport à la délégation. Je réitère donc ma demande. J'imagine que l'informatisation des séances le permet plus facilement."

Le **président** d'assemblée répond à cette intervention :

"Il est fondamental et légitime que l'organe souverain de la commune, le conseil communal, composé d'élus de toutes les familles politiques, puisse se prononcer sur les éléments majeurs ayant trait notamment au budget.

Deux garanties peuvent être apportées à ce sujet.

La première, c'est qu'il est prévu que cette délégation permette un double contrôle. Le premier, c'est que les dossiers seront débattus et soumis au conseil communal lors de la présentation du budget, en tout cas pour ce qui concerne le budget extraordinaire. D'autre part, deux fois l'an, une liste exhaustive des dossiers faisant l'objet de la délégation sera communiquée au conseil communal, ce qui lui permettra d'examiner a posteriori si les engagements correspondent bien à la philosophie défendue dans le programme de politique générale et aux engagements généraux pris devant le conseil communal.

Sur la question des procès-verbaux du collège, je n'ai pas assisté à un collège ayant délibéré à ce propos. Il y a des points tout à fait secondaires, comme des locations.... Mais, de temps en temps, un résumé des décisions majeures prises par le collège communal peut être transmis sur demande.

Je propose d'examiner la procédure mise en oeuvre dans d'autres villes qui offre un degré de transparence satisfaisant pour le conseil communal et de la mettre en oeuvre dans notre ville. Je propose que le collège communal revienne devant le conseil avec une proposition concrète à ce sujet."

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à son tour :

"Le point 29 ne nous pose aucun problème. Par contre, au point 30, nous sommes étonnés qu'aucun seuil financier ne soit proposé par rapport aux dépenses qui relèvent du budget ordinaire. Et pour le point 31, nous estimons que 60.000,00€, c'est trop élevé."

Le **président** d'assemblée répond à cette intervention :

"Notre directeur général adjoint rappelle deux choses : pour les marchés publics du budget extraordinaire, le montant de 60.000,00€ est celui qui figure dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation; en ce qui concerne le budget ordinaire, c'est ce qui figure également dans le Code de la démocratie locale."

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, précise à ce sujet que, selon l'Union des villes et communes de Wallonie, le conseil communal peut fixer une limite inférieure.

Le **président** d'assemblée clôture les débats et propose de passer au vote sur ces points.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, suite à la jurisprudence récente établie par le conseil d'Etat restreignant la seule possibilité, en Région wallonne, de délégation de compétence du conseil communal au collège communal en matière de marchés publics, le Parlement wallon a approuvé, en date du 17 décembre 2015, un décret qui modifie le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et précise les règles de compétence en matière de marchés publics communaux;

Considérant que les dispositions de l'article L1222-3, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation autorisent désormais le conseil à déléguer au directeur général ou à un autre fonctionnaire, le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget ordinaire et limitées à 2.000,00€ hors TVA;

Considérant que cette nouvelle disposition entrée en vigueur le jour de la publication du décret au Moniteur belge, soit le 5 janvier 2016, ne peut sortir ses effets tant que le point relatif à cette délégation n'a pas été mis à l'ordre du jour et approuvé par le conseil communal selon les règles prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que cette délégation est limitée à la durée de la législature;

Considérant qu'il est proposé au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de déléguer ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget ordinaire et limitées à 2.000,00€ hors TVA, au directeur général adjoint ou en cas d'absence ou d'empêchement au directeur général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : de déléguer ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget ordinaire et limitées à 2.000,00€ hors TVA, au directeur général adjoint ou, en cas d'absence ou d'empêchement, au directeur général.

Article 2 : cette délégation est limitée à la durée de la législature.

Article 3 : la liste des marchés publics passés par le directeur général adjoint ou, en cas d'empêchement, par le directeur général, en vertu de la délégation du conseil communal pour l'exercice budgétaire concerné, sera publiée deux fois par an.

30. Marchés publics. Budget ordinaire. Délégation au collège communal des mode et conditions de passation des marchés. Approbation.

Par 32 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du conseil communal du 3 décembre 2012 de déléguer au collège communal la passation des marchés de travaux, de fournitures et de services relatifs à la gestion journalière de la commune, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire;

Considérant que, suite à la jurisprudence récente établie par le conseil d'Etat restreignant la seule possibilité, en Région wallonne, de délégation de compétence du conseil communal au collège communal en matière de marchés publics, le Parlement wallon a approuvé, en date du 17 décembre 2015, un décret qui modifie le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et précise les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Considérant que les dispositions de l'article L1222-3, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation autorisent désormais le conseil communal à déléguer au collège communal le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget ordinaire;

Considérant que la condition selon laquelle ces marchés devaient, en outre, relever de la gestion journalière de la commune est supprimée, compte tenu de la jurisprudence du conseil d'Etat;
Considérant que cette nouvelle disposition entrée en vigueur le jour de la publication du décret au Moniteur belge, soit le 5 janvier 2016, ne peut sortir ses effets tant que le point relatif à cette délégation n'a pas été approuvé par le conseil communal selon les règles prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que cette délégation est limitée à la durée de la législature;
Considérant qu'il est proposé au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de déléguer ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget ordinaire;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions;

DECIDE

Article 1 : de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget ordinaire.

Article 2 : cette délégation est limitée à la durée de la législature.

Article 3 : la liste des délibérations prises par le collège communal en vertu de la délégation du conseil communal pour l'exercice budgétaire concerné, sera publiée deux fois par an.

31. Marchés publics. Budget extraordinaire. Délégation au collège communal pour les dossiers inférieurs à 60.000,00€ hors TVA. Approbation.

Par 32 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, suite à la jurisprudence récente établie par le conseil d'Etat restreignant la seule possibilité, en région wallonne, de délégation de compétence du conseil communal au collège communal en matière de marchés publics, le Parlement wallon a approuvé, en date du 17 décembre

2015, un décret qui modifie le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et précise les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;

Considérant que les dispositions de l'article L1222-3, §3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation autorisent désormais le conseil communal à déléguer au collège communal le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA dans les communes de cinquante mille habitants et plus;

Considérant que cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le jour de la publication du décret au Moniteur belge, soit le 5 janvier 2016, mais qu'elle ne peut sortir ses effets tant qu'elle n'a pas été approuvée par le conseil communal selon les règles prévus par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'objectif du décret est de faciliter la prise de décision, en particulier pour toute une série de marchés publics pour lesquels un besoin de célérité se fait sentir, alors même que le conseil communal ne se réunit en général qu'une fois par mois, avec des ordres du jour de plus en plus denses et complexes au fil de l'année;

Considérant qu'en consentant de la sorte des délégations pour des tâches de simple gestion, le conseil communal pourra dégager plus de temps pour examiner en profondeur des dossiers plus importants stratégiquement;

Considérant que les dossiers sont débattus et soumis au conseil communal lors de la présentation du budget;

Considérant, en outre, que l'information relative à l'attribution des marchés est communiquée dans le rapport d'activités annuel présenté au conseil communal et qu'elle sera également publiée dans un document séparé deux fois par an;

Considérant, dès lors, que le conseil communal est assuré de pouvoir exécuter ses missions de contrôle sur l'exécutif qu'est le collège communal;

Considérant qu'à toutes fins utiles, les conseillers communaux trouveront, en annexe du dossier, la liste des marchés qui seront attribués dans le courant de l'année 2016;

Considérant que cette délégation est limitée à la durée de la législature;

Considérant qu'il est proposé au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3, §3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 32 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions;

DECIDE:

Article 1: de déléguer, au collège communal, ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA.

Article 2 : cette délégation est limitée à la durée de la législature.

Article 3 : la liste des délibérations prises par le collège communal en vertu de la délégation du conseil communal, pour l'exercice budgétaire concerné, sera présentée au conseil communal dans le rapport annuel d'activités. Cette liste sera également publiée dans un document séparé deux fois par an.

32. Bâtiment des anciens prêtres. Remplacement urgent de la chaudière à mazout. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26, §1er, 1° c et 6;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 13, 105, §1er et 110;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5;

Vu le rapport de l'auteur de projet, Monsieur l'Ingénieur civil architecte, reçu en date du 19 janvier 2016, stipulant ce qui suit :

"La chaudière mazout du bâtiment des anciens prêtres est hors service depuis le 12 janvier 2016.

La chaudière est âgée de 30 ans et une fissure apparue dans la fonte du corps de chauffe est irréparable.

Les cours de l'académie se déroulant dans le bâtiment, il est indispensable de pallier le problème de chauffage dans les plus brefs délais en remplaçant cette chaudière mazout par 2 chaudières gaz à condensation, car un compteur gaz G16 est disponible en cave à proximité de la chaufferie.

Une régulation de cascade et climatique serait prévue et la cheminée serait gainée.

Une diminution des consommations s'en fera nettement ressentir immédiatement.

Une demande de prix a été effectuée auprès de 3 firmes qui ont toutes répondu, à savoir:

- SA CFA, au montant de 20.801,52€ hors TVA

- ENVISYS, au montant de 39.145,00€ hors TVA

- SPRL CELSIUS, au montant de 24.488,58€ hors TVA.

La firme CFA SA propose l'offre la plus intéressante d'un point de vue qualité/prix.

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de rétablir au plus vite le chauffage dans ce bâtiment, il est proposé de passer commande immédiatement à la firme CFA SA, au montant de 25.169,84€ TVA comprise.";

Considérant que des crédits de l'ordre de 121.000,00€ sont disponibles à l'article 124/724-60, mais que cette acquisition urgente n'était pas prévue au budget extraordinaire 2016 et que, par conséquent, un crédit de 26.000,00€ sera inscrit en modification budgétaire extraordinaire n°1;

Considérant qu'en pareille circonstance, le collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil communal moyennant communication à celui-ci qui en prendra acte lors de sa prochaine séance, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal du 22 janvier 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

1. De passer, conformément à l'article 26, §1er, 1^c de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de la chaudière à mazout par deux chaudières au gaz (fourniture et pose) dans le bâtiment des anciens prêtres;
2. Que ce marché est passé avec la firme CFA SA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes, au montant de son offre s'élevant à ± 20.801,52€ hors TVA, la TVA étant payée auprès du service public fédéral finances;
3. Que l'ordre de commencer a été signifié immédiatement;
4. Que ce marché est un marché en partie à remboursement et en partie à prix forfaitaires, estimé globalement à ± 26.000,00€;
5. Qu'il est constaté, conformément à l'article 110, 1er et régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;
6. D'imputer la dépense à résulter de ce marché sous l'article 124/724-60 du budget extraordinaire 2016;
7. D'engager 26.000,00€ des crédits disponibles;
8. De donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal;

ADMET

la dépense;

DECIDE

d'inscrire un crédit de 26.000,00€ par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1.

33. Centre de la marionnette. Travaux urgents de toiture. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26, § 1er, 1^c et 6;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 13, 105, § 1er et 110;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5;

Vu le rapport d'auteur de projet, Monsieur Devrim GUMUS, ingénieur civil/architecte, reçu le 18 janvier 2016 stipulant ce qui suit :

"Ce jeudi 26 novembre 2015, suite à un passage sur site, il a été constaté qu'une poutre de type "panne" s'était rompue sous le poids de la toiture dans le bâtiment annexe dit anciennes écuries du centre de la marionnette. Elle est dans un tel état qu'il est impossible d'envisager des mesures conservatoires dans des conditions acceptables de sécurité.

Au vu de l'arrêté de classement de 27 avril 1982, il est difficile de déterminer avec exactitude le périmètre entre les façades et le site formé par cet immeuble et le jardin. Raison pour laquelle le

passage et l'avis des représentants de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie (DG04) - département du patrimoine ont été sollicités.

Suite à deux entretiens avec ces représentants les 8 et 11 décembre 2015, il a été convenu d'un commun accord que les travaux à envisager comme mesures urgentes de conservation sont:

- le démontage complet de la couverture de toiture (revêtement, lattage, contre-lattage, chevrons, pannes) du bâtiment en question dans son entièreté;*
- l'intervention ponctuelle sur toutes les fermes de charpente pour renforcer l'intersection entre les pieds d'arbalétriers et le sommier posé sur le mur de façade;*
- l'installation d'une nouvelle structure portante sur la totalité de la toiture;*
- le placement d'un nouveau revêtement de toiture de type "bacacier";*
- la révision des étançonnements de la façade;*
- la protection des murs mitoyens;*
- la protection du mur de façade par des couvre-murs (bacacier);*
- la réparation à l'aide de plâtre à prise rapide des fissures.*

Pour ce faire, contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de réaliser ces travaux, de manière à ce qu'elles nous transmettent leurs devis sur base des instructions données sur site et le récapitulatif estimatif transmis par courriel.

Les trois entreprises consultées sont:

- LEMELYN CHARPENTE à 7033 Cuesmes*
- TRADECO à 7700 Mouscron*
- VINCENT LUCAS à 7538 Vezon.*

Les entreprises ayant remis une offre sont:

- l'entreprise TRADECO au montant de 49.697,00€ hors TVA*
- l'entreprise VINCENT LUCAS au montant de 44.916,36€ hors TVA.*

L'entreprise LEMELYN n'a finalement pas remis d'offre considérant les délais.

L'offre la plus intéressante émane de la SPRL VINCENT LUCAS située rue Albert 1er à 7538 Vezon.

Aussi, conformément à l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, il est proposé de lui confier par procédure négociée sans publicité, les travaux de toiture du bâtiment dit "anciennes écuries" du centre de la marionnette à Tournai, au montant de 44.916,36€ hors TVA.

Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.";

Considérant que des crédits de l'ordre de 236.500,00€ sont disponibles à l'article 771/724-60 du budget extraordinaire 2016, mais que ces travaux urgents n'étaient pas prévus au budget extraordinaire 2016 et que, par conséquent, un crédit de 60.000,00€ sera inscrit en modification budgétaire extraordinaire n° 1;

Considérant qu'en pareille circonstance, le collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil communal moyennant communication à celui-ci qui en prendra acte lors de sa prochaine séance, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise le 22 janvier 2016 par le collège communal, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

1. de passer, conformément à l'article 26, § 1er, 1° c de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet la réfection de la toiture dans une annexe du centre de la marionnette (anciennes écuries);
2. que ce marché est passé avec l'entreprise VINCENT LUCAS, rue Albert 1er, 27 à 7538 Vezon;
3. que l'ordre de commencer a été signifié immédiatement;
4. que ce marché est un marché en partie à remboursement et en partie à prix forfaitaires, estimé globalement à ± 55.500,00€;
5. qu'il est constaté conformément à l'article 110, 1er et régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;
6. d'engager 60.000,00 € des crédits disponibles;
7. de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal;

ADMET

la dépense;

DECIDE

d'inscrire un crédit de 60.000,00€ par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1.

34. Service des espaces verts. Démolition de l'ancienne maison communale et de sa grange à Rumillies. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'administration a pour projet de centraliser le service des espaces verts à Rumillies, rue Monseigneur Dechamps, 1;

Considérant que les infrastructures existantes sont composées de l'ancienne maison communale et d'une grange datant approximativement de 1930;

Considérant que la grange, vu son état structurel, menace de s'effondrer;

Considérant que l'ancienne maison communale pourrait être restaurée, mais que les exigences du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP) en terme d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et la législation concernant les performances énergétiques des bâtiments sont aussi contraignantes que pour une construction neuve et que le coût final des travaux pourrait en être lourdement impacté;

Considérant que les problèmes d'insalubrité de l'infrastructure existante sont importants ainsi que les obligations en terme de prévention incendie (planchers avec résistance au feu d'une heure);

Considérant que, fonctionnellement, ce bâtiment n'est pas adapté à sa future destination, notamment en raison de la surface excessive existante et des hauteurs importantes sous plafonds;

Considérant que, dans ce contexte, procéder à sa restauration ne serait ni justifié ni pertinent;

Considérant que les démolitions sont nécessaires pour permettre l'accès au fond de la parcelle où seront installées les serres;

Considérant que le bureau d'études a établi, dans un premier temps, les documents du marché relatifs à la démolition de l'ancienne maison communale de Rumillies et de la grange existante, dont le coût est estimé à 34.600,00€ hors TVA, soit 41.866,00€ TVA comprise;

Vu l'article 2 de la loi du 15 juin 2006 précisant la notion d'ouvrage comme étant le résultat d'un ensemble de travaux, de bâtiments ou de génie civil destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique;

Vu les articles 24 et 105 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 stipulant qu'aucun marché ne peut être scindé en vue d'être soustrait à l'application des dispositions relatives aux règles de publicité;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché estimé globalement à 750.000,00€, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation, conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la démolition de l'ancienne maison communale de Rumillies et de la grange, dont le coût est estimé à 34.600,00€ hors TVA, soit 41.866,00€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et aux plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie G5 - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 750.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 766/723-60.

35. Service des espaces verts. Acquisition d'un camion benne plateau double. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition d'un camion benne plateau double CNG (compressed natural gaz) pour le service des espaces verts afin de permettre le transport de plusieurs

agents communaux (4 places + chauffeur) en charge de l'entretien des espaces verts, du matériel nécessaire aux travaux à réaliser, ainsi que l'évacuation des déchets végétaux;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 46.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que le montant inscrit au budget extraordinaire 2016 (40.000,00€ pour véhicule non équipé C.N.G.) risque de s'avérer insuffisant et qu'il conviendra, dès lors, d'effectuer une modification budgétaire;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 40.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 766/743-53 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'un camion benne plateau double CNG (compressed natural gaz) pour le service des espaces verts pour un montant estimé à ± 46.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 40.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 766/743-53. Ce montant est financé par fonds de réserve.

Article 5 : de marquer son accord sur l'inscription, le cas échéant, lors de la prochaine modification budgétaire d'un crédit complémentaire sous l'article 766/743-53.

36. Service espaces verts. Acquisition de bacs pour fleurs et plantes destinés à l'embellissement de la Ville, de son cœur historique et touristique. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, pour embellir la ville et plus particulièrement son cœur historique et touristique dès les prochains mois de mai et juin, il est nécessaire d'acquérir des bacs pour fleurs et plantes destinés aux différents lieux d'attraction;

Considérant que ces bacs seront spécialement conçus pour accueillir de la végétation ligneuse et seront constitués d'une réserve d'eau permettant d'espacer les arrosages;

Considérant que le coût de cette acquisition est estimé à ± 80.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Vu le courrier daté du 23 décembre 2015 émanant de Monsieur le Ministre FURLAN qui octroie une subvention destinée à acquérir du mobilier urbain et/ou des éléments de sécurité;

Considérant que le montant alloué à la Ville de Tournai représente une intervention de 64.415,00€ couvrant à 50% les travaux et dépenses d'investissement en mobilier urbain et en éléments de sécurité suivants :

- poubelles et corbeilles propreté, cendriers, jardinières et dispositifs de fleurissement aérien, grilles d'arbres et corsets, fontaines et clous, bancs et tables, bornes et potelets fixes, bornes rétractables, barrières, chicanes, casse-vitesse, panneaux informatifs et/ou indicateurs de vitesse, radars préventifs;

Considérant qu'une partie de cette subvention pourrait être affectée à l'acquisition de ces pots;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 280.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 766/744-51 (montant financé par emprunt) et qu'au niveau de la subvention, la recette sera inscrite lors de la prochaine modification budgétaire;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de bacs pour fleurs et plantes destinés à l'embellissement de la Ville, de son cœur historique et touristique.

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 80.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et par le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 5 : un crédit de 280.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 (montant financé par emprunt).

Article 6 : une inscription de la recette sera effectuée lors de la prochaine modification budgétaire.

37. Travaux de voirie à la rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin (pie) à Thieulain (voirie limitrophe aux territoires de Tournai et de Leuze-en-Hainaut). Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la voirie sise rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin (pie) à Thieulain (voirie limitrophe aux territoires de Tournai et de Leuze-en-Hainaut) est en très mauvais état suite à des effondrements de berges de fossés;

Attendu que la limite des territoires de Tournai et de Leuze-en-Hainaut est fixée à l'axe de la voirie en vertu des atlas des chemins vicinaux des deux entités et des procès-verbaux de bornage y associés;

Considérant que les travaux de réfection à prendre en charge par les deux entités nécessitent l'établissement d'une convention fixant le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux;

Considérant que les travaux de réfection envisagés figurent au plan de convention n° V1245 annexé à la convention;

Considérant qu'aux termes de la convention, la Ville de Tournai est désignée pour procéder, au nom de la Ville de Leuze-en-Hainaut, à l'étude, la passation et l'exécution du marché;

Considérant que les villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut prendront en charge, pour moitié chacune à part égale, le montant des travaux estimés à 39.645,65 € TVA comprise;

Considérant qu'aux termes de la convention, il est notamment prévu ce qui suit :

- la Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et, à ce titre, assurera la direction technique et administrative ainsi que la surveillance des travaux précités;
- chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui la concernent suivant le plan annexé à la convention;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes de la convention à établir entre les villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut, dont les termes suivent :

"Entre :

La ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier Delannois, et Monsieur le directeur général adjoint, Thierry Lesplingart;

La ville de Leuze-en-Hainaut, représentée par Monsieur le Bourgmestre, Christian Brotcorne, et Monsieur le Directeur général, Rudy Bral;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la réalisation de travaux de voirie à la rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin (pie) à Thieulain, ladite voirie étant limitrophe et mitoyenne aux territoires de Tournai et de Leuze-en-Hainaut.

Les aménagements envisagés figurent au plan de convention numéro V1245 ci-annexé.

La ville de Tournai est désignée pour intervenir, au nom de la ville de Leuze-en-Hainaut, dans l'attribution et l'exécution du marché.

Les villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut prendront en charge pour moitié, chacune à part égale, le montant des travaux susvisés.

Article 2. Etudes et documents

La ville de Tournai se charge de l'étude du projet relatif à l'ensemble des aménagements comprenant, entre autres, la partie à charge de la ville de Leuze-en-Hainaut.

La ville de Tournai est responsable de l'étude et de l'approbation du projet, tant en ce qui concerne l'étude proprement dite, que les dispositions techniques ou administratives à reprendre dans le cahier spécial des charges ainsi que de toutes les modifications ou travaux supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux.

La ville de Tournai, responsable de l'étude de la partie de travaux relative à la ville de Leuze-en-Hainaut, fera approuver par celle-ci l'ensemble des documents.

Article 3. Mission de la ville de Tournai dans le cadre de la procédure de mise en adjudication et de l'exécution du marché public de travaux.

Conformément au cahier spécial des charges établi par la ville de Tournai et approuvé par la ville de Leuze-en-Hainaut, la ville de Tournai procède à la mise en adjudication des travaux.

La ville de Leuze-en-Hainaut confie à la ville de Tournai qui accepte, la direction technique et administrative ainsi que la surveillance des travaux relatifs à l'objet de la convention.

La ville de Leuze-en-Hainaut confère, notamment, à la ville de Tournai le droit :

- de procéder à la mise en adjudication des travaux, de désigner l'adjudicataire des travaux et, le cas échéant, de recommencer la procédure d'attribution du marché et ce, dans le respect de la législation sur les marchés publics. A cet effet, la ville de Tournai examine les offres, établit le rapport d'adjudication et approuve l'offre. La ville de Tournai transmettra à la ville de Leuze-en-Hainaut la décision d'attribution motivée et accompagnée de toutes les pièces utiles et demandera l'accord écrit de la ville de Leuze-en-Hainaut sur cette décision. Dès lors, les villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut engagent sur leur budget le montant correspondant, chacune en ce qui la concerne;
- de notifier au soumissionnaire la décision d'attribution du marché après réception de l'accord écrit de la ville de Leuze-en-Hainaut;
- de délivrer les ordres d'exécuter les travaux;
- d'ordonner toutes suppressions, adjonctions et/ou modifications généralement quelconques aux travaux commandés à l'entrepreneur, ainsi qu'aux travaux déjà exécutés et d'en fixer toutes les conditions, y compris celles d'ordre financier;
- à cet égard, il est expressément stipulé que toute augmentation du montant de la soumission approuvée résultant de modifications ou d'adjonctions après l'adjudication et en cours de travaux, sollicitée par l'une des parties à son profit exclusif, lui incombe intégralement;
- toute proposition susceptible d'entraîner des conséquences financières est transmise pour décision par la ville de Tournai à la ville de Leuze pour ce qui la concerne;
- la ville de Leuze-en-Hainaut fait parvenir à la ville de Tournai son accord ou remarques éventuelles selon le délai fixé de commun accord et cela, à compter de la date de la réception des plans et documents des travaux concrétisant toute modification estimée opportune avant et pendant l'exécution des travaux;
- la ville de Leuze-en-Hainaut s'engage à faire en sorte que la ville de Tournai puisse respecter les délais imposés par le cahier spécial des charges (clauses administratives);

- les conséquences financières qui pourraient résulter d'un retard dans la notification de l'accord ou des remarques éventuelles visées à l'alinéa précédent sont supportées par la partie responsable.
- Il est à noter que pour chacun des travaux à charge de la Ville de Tournai ou de Leuze-en-Hainaut :
1. au cas où des modifications aux dispositions originelles du cahier des charges et/ou aux plans s'avéreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux, la ville de Tournai établirait à cet égard un décompte en moins et/ou en plus et l'enverrait pour acceptation à l'entrepreneur sous réserve d'approbation par la ville de Leuze pour les travaux la concernant.
 2. la procédure prévue au point 1 n'est pas applicable en cas d'urgence et pour autant que le montant cumulé des travaux supplémentaires n'excède pas 5 % du montant de la soumission, hors T.V.A.

Article 4. Contrôle des travaux et réceptions

Le fonctionnaire dirigeant est désigné par la ville de Tournai. Il assume la conduite, le contrôle, la surveillance et la coordination des travaux.

La ville de Leuze-en-Hainaut désigne et notifie à la ville de Tournai le nom de son propre délégué.

Le délégué de la ville de Leuze-en-Hainaut a un accès permanent au chantier et assiste le fonctionnaire-dirigeant désigné par la ville de Tournai. Le délégué de la ville de Leuze-en-Hainaut s'abstiendra de donner directement des ordres à l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux. Il assiste aux réunions périodiques de chantier et peut consulter tous les documents de chantier (journal des travaux, carnets d'attachement, etc.); il vérifie l'état d'avancement des travaux, leur exécution en conformité avec les clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges précité, les offres et plans relatifs au marché.

Il participe à la réception technique préalable des matériaux et éléments de construction et au contrôle de la mise en oeuvre conforme de ceux-ci.

Toute observation relative aux missions mentionnées ci-avant sera communiquée par le délégué par écrit au fonctionnaire-dirigeant ou fera l'objet d'une inscription au journal des travaux.

Le fonctionnaire-dirigeant prend les mesures qui s'imposent.

Les villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut réceptionnent les travaux et dressent ensemble les procès-verbaux de réceptions provisoire et définitive ou de refus et notifient ceux-ci à l'entrepreneur.

Article 5. Mise à disposition des constructions et gestion des infrastructures

A partir de la réception provisoire, les constructions édifiées seront mises à la disposition des villes de Tournai et de Leuze-en-Hainaut sur leurs territoires respectifs.

L'entretien des aménagements nouvellement créés sera assuré par les deux parties sur leur propre territoire.

Article 6. Interventions pécuniaires

Les partenaires de la présente convention s'engagent à intervenir dans le coût des travaux et à prendre en temps utile les mesures requises pour disposer des crédits nécessaires pour le paiement des travaux à sa charge. Les quotes-parts de chaque partie sont révisables selon les formules de révision qui seront fixées par le cahier spécial des charges.

Conformément à l'article 1er, le coût des travaux sera réparti de manière égale entre les partenaires étant entendu que chacune des parties supportera seule les coûts supplémentaires qu'elle aura occasionnés, soit en raison de modifications ou d'adjonctions effectuées à sa demande et à son profit exclusif, soit en raison de retards apportés dans son chef dans le traitement du dossier. Il est précisé que restera à charge égale de chacun des partenaires, le coût des modifications qui s'avéreraient

nécessaires pendant l'exécution des travaux et effectuées conformément au dernier point de l'article 3 ci-avant.

Le coût réel des travaux sera déterminé au plus tard soixante jours calendrier après la réception provisoire.

Les prestations effectuées par la ville de Tournai aux termes des articles 2, 3, 4 et 7 le sont gratuitement.

Article 7. Paiements

L'entrepreneur introduira les états d'avancement et les déclarations de créances auprès de la ville de Tournai. Celle-ci les examine, établit le procès-verbal en mentionnant le montant qu'elle estime être réellement dû et donne par écrit à l'entrepreneur, dans les 30 jours après réception de la créance (35 jours en cas de liquidation finale), connaissance de l'état des travaux qui a été ainsi accepté pour paiement.

L'entrepreneur est prié d'envoyer ses factures directement à la ville de Tournai, qui procède seule au paiement.

La ville de Tournai transmettra ensuite à la ville de Leuze une déclaration de créance à concurrence du montant qui lui incombe en application de l'article 6 des présentes, appuyée par les factures acquittées y relatives. La ville de Leuze procédera au paiement sur le compte de la ville de Tournai dans les 30 jours de la réception de la déclaration de créance précitée. Toute somme non payée à l'échéance prévue sera productive de plein droit et sans mise en demeure d'un intérêt calculé au taux applicable en matière de marchés publics.

Article 8. Enregistrement

La présente convention est considérée comme étant d'intérêt public. Les frais d'enregistrement seront supportés par la partie qui jugera opportun d'enregistrer la présente convention.

Article 9. Litiges

Chacun des partenaires de la présente convention s'engage, à la première demande de l'autre, à intervenir volontairement dans le cadre de litiges éventuels avec l'entrepreneur ou avec des tiers qui trouvent leur origine dans l'exécution de la présente convention,

Chacun des partenaires veillera à collaborer loyalement et à s'adresser mutuellement toute information utile à la résolution de litiges éventuels.

Article 10. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fait élection de domicile en ses bureaux.

En cas de litige, seuls les tribunaux de Tournai sont compétents.

Fait à Tournai, en trois exemplaires.

Pour la ville de Leuze-en-Hainaut, Pour la ville de Tournai,

Le Bourgmestre, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Christian BROTCORNE Paul-Olivier DELANNOIS

Le Directeur général, Le directeur général adjoint,
Rudy BRAL Thierry LESPLINGART".

38. Travaux de voirie à la rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin (pie) à Thieulain (voirie limitrophe aux territoires de Tournai et de Leuze-en-Hainaut). Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, 1er, 1^{er}a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §3;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux de voirie à la rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin à Thieulain (pie) à la limite du territoire de Tournai et de Leuze-en-Hainaut;

Considérant que le projet prévoit notamment :

- la démolition d'une partie de la voirie existante
- les terrassements particuliers
- la réalisation d'une partie de nouvelle voirie
- la protection de berges par clayonnage;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 32.765,00€ hors TVA, soit 39.645,65€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 140.000,00€ sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^{er}a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet des travaux de voirie à la rue Altière (pie) à Maulde et chemin du Neuf Moulin à Thieulain (pie) à la limite du territoire du Tournai et de Leuze-en-Hainaut, pour un montant estimé à 32.765,00€ hors TVA, soit 39.645,65€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26§1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 140.000,00€ sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2016.

39. Travaux (2016) d'accotements et de filets d'eau : rue Crombrie (pie) à Mont-Saint-Aubert, rue de la Rosière (pie) à Béclers et rue Le Bas (pie) à Thimougies . Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, § 1er, 1°a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, § 3;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'accotements et de filets d'eau (2016) qui concernent la rue Crombrie (pie) à Mont-Saint-Aubert, la rue de la Rosière (pie) à Béclers et la rue Le Bas (pie) à Thimougies;

Considérant que le projet prévoit notamment :

- la démolition d'éléments linéaires existants
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et la pose de filets d'eau type IIA2
- la fourniture et la pose d'avaloirs;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 32.554,00€ hors TVA, soit 39.390,34€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, § 1er, 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet des travaux d'accotements et de filets d'eau (2016) qui concernent la rue Crombrie (pie) à Mont-Saint-Aubert, rue de la Rosière (pie) à Béclers et la rue Le Bas (pie) à Thimougies, pour un montant estimé à 32.554,00€ hors TVA, soit 39.390,34€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26§1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 140.000,00€ sont inscrits à l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2016.

40. Piscine de l'Orient. Cafétéria et locaux administratifs. Installation d'un système de climatisation. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, constate qu'on va installer une climatisation pour rafraîchir un local dans lequel il fait trop chaud à cause du chauffage de la piscine. Pour lui, c'est un non-sens.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, suggère l'installation d'un échangeur de chaleur, à l'instar des dispositifs installés dans les fermes pour récupérer la chaleur résultant du refroidissement du lait.

L'échevin MR des travaux, **Armand BOITE**, précise qu'une nouvelle chaudière à condensation va être installée. Pour le reste, il posera la question aux techniciens.

Monsieur l'Echevin PS des sports, **Tarik BOUZIANE**, précise qu'actuellement la chaleur est suffocante dans la buvette. Il invite le conseiller communal Guillaume DENONNE à venir le constater lui-même.

Par 30 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, M. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la piscine communale de l'Orient est équipée à l'étage d'une cafétéria, qui surplombe le bassin de natation;

Considérant que cette structure est occupée chaque semaine par les clubs sportifs lors de compétitions, matches, galas de démonstration...;

Considérant que, de par sa conception et l'absence de système de refroidissement, la température ambiante de cette cafétéria oscille entre 32 à 37°C, ce qui est extrêmement inconfortable tant pour les usagers que pour les bénévoles présents derrière le bar;

Considérant qu'un système de conditionnement d'air lié à une pompe à chaleur permettrait de manière économique de produire une climatisation suffisante pour améliorer de façon significative le confort des utilisateurs;

Considérant qu'il y aurait lieu également d'équiper de cette climatisation trois locaux administratifs dont la température est élevée tout au long de l'année, à cause de la chaleur présente dans les espaces chauffés à destination des usagers (vestiaires, sanitaires, dégagement-nageur...);

Considérant que ce marché est estimé à 20.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que des crédits de l'ordre de 278.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7644/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'installation d'un système de climatisation destiné à la cafétéria de la piscine de l'Orient ainsi qu'à trois locaux administratifs, pour un montant estimé à 20.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution citées dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 278.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7644/724-60 (montant financé par fonds de réserve et par emprunt).

41. Site de l'Orient. Acquisition de bateaux à pédalier. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le site de l'Orient - Aqua Tournai est un centre de loisirs à vocation de tourisme social;

Considérant que ce complexe comprend une ancienne carrière industrielle, inondée et présentant un plan d'eau à fort intérêt paysager et environnemental;

Considérant que la carrière de l'Orient, base nautique située aux abords du club house, est équipée de bateaux à pédalier (communément dénommés pédalos) fortement sollicités et appréciés par les usagers;

Considérant que ceux-ci sont exploités, sous forme de location, du mois d'avril à septembre, et ce en fonction de la météo;

Considérant que les pédalos actuels sont âgés de plus de 20 ans, que nombre d'entre eux sont défectueux et irréparables, qu'il reste actuellement 8 à 9 pédalos en fonction et qu'il serait opportun d'en acquérir des nouveaux, vu l'attrait du public pour cette activité;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 35.000,00€ hors TVA et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que, pour information, dans le cadre de cette activité touristique commerciale, les engagements sont réalisés hors TVA et le paiement de la TVA, récupérable, sera opéré sur le compte TVA;

Considérant que ce marché est estimé à 35.000,00€ hors TVA soit 42.350,00€ TVA comprise, et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que des crédits de l'ordre de 35.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 569/744-51;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de bateaux à pédalier à destination du site de l'Orient, pour un montant estimé à 35.000,00€ hors TVA soit 42.350,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et par le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : un crédit de 35.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 569/744-51. Ce montant est financé par fonds de réserve.

42. Service signalisation. Marquage routier au sol. Fourniture et pose de peinture. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, suite aux intempéries et au passage des véhicules, il est nécessaire de repeindre les marquages routiers (lignes, passages pour piétons...) dans l'entité de Tournai;

Considérant que le service signalisation ne peut assumer à lui seul cette charge importante de travail et qu'il convient de faire appel à une entreprise privée;

Considérant que ce marché de travaux est estimé à ± 19.800,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 421/749-98 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la fourniture et la pose de peinture destinée au marquage routier à Tournai, dans le centre et en périphérie.

Article 2 : ce marché est estimé à ± 19.800,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4: les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 5 : un crédit de 20.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 421/749-98 (montant financé par fonds de réserve).

43. Service signalisation. Acquisition d'un traceur destiné au marquage routier. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition d'un traceur destiné au marquage routier pour le service signalisation;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 14.950,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un traceur destiné au marquage routier pour le service signalisation.

Article 2 : ce marché est estimé à ± 14.950,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 5 : un crédit de 15.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 423/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

44. Service des bus. Acquisition d'un minibus scolaire et contrat d'entretien. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 d);

Considérant la note de motivation établie par les services techniques communaux stipulant :

"Au vu du planning d'utilisation des bus communaux, le déclassement du minibus Mercedes entraîne depuis 2 ans des perturbations importantes pour le bon fonctionnement des établissements scolaires

de l'entité. De ce fait, l'acquisition d'un nouveau minibus est indispensable afin de poursuivre sans interruption le transport des enfants.";

Considérant que les services techniques communaux ont établi le cahier spécial des charges relatif à l'acquisition d'un minibus scolaire au diesel avec variante obligatoire au CNG (compressed natural gas) et un forfait "entretien" pour une durée de 4 ans;

Considérant que le coût pour le minibus diesel est estimé à 120.000,00€ hors TVA, soit 145.200,00€ TVA (21%) comprise et pour la variante obligatoire au CNG à 140.000,00€ hors TVA, soit 169.400,00€ TVA (21%) comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'acquisition de ce minibus sont prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article 722/743-98 et seront inscrits en temps opportun au budget ordinaire pour l'entretien;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §2d de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'un minibus scolaire au diesel avec variante obligatoire au CNG (compressed natural gas) et un forfait "entretien" pour une durée de 4 ans. Le coût est estimé pour le véhicule diesel à 120.000,00€ hors TVA, soit 145.200,00€ TVA (21%) comprise et pour la variante obligatoire au CNG à 140.000,00€ hors TVA, soit 169.400,00€ TVA (21%) comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :
- une déclaration du chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, pour les trois derniers exercices - seuil minimal de 2.500.000,00€;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 130.000,00€ ayant eu lieu au cours des trois dernières années.

Par le seul fait de déposer leur offre, les soumissionnaires attestent ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les critères d'attribution sont fixés et pondérés comme suit :

- Respect de l'environnement : 70 points;
- Prix : 20 points
- Délai de remplacement en cas d'immobilisation du véhicule pendant la période de garantie : 10 points.

Article 6 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 722/743-98 à concurrence de 140.000,00€ pour l'acquisition (financement par emprunt). Ils seront inscrits au budget ordinaire en temps opportun pour l'entretien.

45. Ecoles communales de Gaurain, de Vezon, du Nord et d'Havennes. Remplacement de menuiseries extérieures. Mode et conditions de passation du marché

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'au vu de leur vétusté, il est nécessaire de remplacer les menuiseries extérieures des écoles de Gaurain, de Vezon, du Nord et d'Havennes;

Considérant que celles-ci seront remplacées par des menuiseries en PVC - double vitrage, super isolant, permettant la réalisation d'économie d'énergie et que ces travaux feront l'objet d'une demande de subvention UREBA (utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) auprès du service public de Wallonie (subvention de 30% sur le montant des travaux éligibles);

Considérant que ce marché est estimé à 161.188,90€ TVA comprise, réparti comme suit :

- subdivision 1 : école de Gaurain, estimé à 34.768,00€ TVA 6% comprise
- subdivision 2 : école de Vezon, estimé à 18.141,90€ TVA 6% comprise
- subdivision 3 : école du Nord, estimé à 78.758,00€ TVA 6% comprise
- subdivision 4 : école d'Havennes, estimé à 29.521,00€ TVA 6% comprise;

Considérant que, sous réserve d'acceptation du ministère subsidiant, le remplacement des menuiseries extérieures dans les bâtiments précités sera pris en charge à concurrence de 30% par bâtiment;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par adjudication ouverte, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 165.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7227/724-60. Montant financé par fonds de réserve (31.500,00€ - Vezon), par emprunts (84.000,00€ - Gaurain et Nord) et par subsides (49.500,00€).

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement des menuiseries extérieures des écoles de Gaurain, de Vezon, rue du Nord et d'Havennes pour un montant estimé à 161.188,90€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie D5 - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 165.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7227/724-60. Montant financé par fonds de réserve (31.500,00€ - Vezon), par emprunts (84.000,00€ - Gaurain et Nord) et par subsides (49.500,00€).

46. Ecole les Apicoliers 2 à Kain. Travaux de réfection de la cour de récréation. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande si cet investissement ne peut pas être subsidié.

L'échevin PS de l'enseignement, **Philippe ROBERT**, explique que cela retarderait les travaux d'aménagement des deux cours de récréation et que des demandes de subsides sont introduites pour d'autres projets concernant des établissements scolaires communaux.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux de réfection de la cour de récréation de l'école Les Apicoliers 2 à Kain;

Considérant que le projet prévoit notamment :

- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la réalisation de fondation en béton maigre pour éléments linéaires
- la fourniture et la pose de clôture pare-ballon

- la fourniture et la pose d'éléments linéaires

- la fourniture et la pose de caniveaux;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 93.630,00€ hors TVA, soit 113.292,30€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L 1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet la réfection de la cour de récréation de l'école Les Apicoliers 2 à Kain, pour un montant estimé à 93.630,00€ hors TVA, soit 113.292,30€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et plan y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 911.000,00€ sont inscrits à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2016.

47. Tournai, place Clovis. Monument Gabrielle Petit. Acquisition d'un totem. Article 1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juillet 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26§1er 1° a et c;

Vu la décision du collège communal prise en séance du 15 janvier 2015 de proposer au conseil communal du 22 février 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un totem informatif au monument Gabrielle Petit, place Clovis à Tournai, pour un montant estimé à 4.500,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que ce totem informatif a pour objectif de rappeler le souvenir des actes héroïques d'espionnage et de résistance de Gabrielle Petit, native de Tournai;

Considérant que le 1er avril 2016 sera célébré le centième anniversaire de sa mort et qu'à cette occasion, une importante célébration sera organisée, place Clovis et à l'office du tourisme;

Considérant que cette journée sera honorée par une visite royale princière;

Considérant qu'un crédit de 4.500,00€ TVA comprise est prévu au budget extraordinaire 2016 sous l'article 124/749-98, (montant financé par fonds de réserve);

Considérant qu'il faut au minimum un délai de huit semaines pour la livraison du totem à partir de la commande, c'est-à-dire au terme de la procédure de marché;

Considérant qu'à ce délai, il faut ajouter la réalisation du socle de fondation en béton qui nécessite également un temps de séchage d'au moins une semaine avant de pouvoir fixer le totem;

Considérant qu'afin de pouvoir disposer du totem avant la commémoration, il était urgent de désigner une firme pour la fourniture et la pose du panneau;

Considérant qu'une demande d'offre a été faite auprès de la firme AJV SPRL, qui a déjà réalisé un travail de qualité dans le coeur historique de Tournai et que son offre s'élève à 3.200,00€ hors TVA, soit 3.872,00€ TVA comprise pour la fourniture et la pose du totem suivant les prescriptions techniques reprises en annexe;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de prendre acte de cette décision et d'accepter ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal du 5 février 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1. Il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la pose d'un totem commémoratif place Clovis à Tournai en l'honneur de Gabrielle Petit, héroïne tournaïenne fusillée par les Allemands le 1er avril 1916.
2. Ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26§1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la firme AJV SPRL, chaussée d'Alseberg, 125 à 1420 Braine l'Alleud, au montant de son offre s'élevant à 3.872,00€ TVA comprise.
3. Le marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 § 1er, 4° de l'Arrêté Royal du 15 juillet 2011; cette facture sera dûment détaillée.
4. De donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui admettra ou non la dépense;

ADMET

la dépense.

48. Mont-Saint-Aubert. Relais des artistes. Remplacement des menuiseries extérieures. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, signale un problème dans les annexes de ce dossier. Le titre des clauses administratives fait, en effet, référence à des travaux de renouvellement du bardage en bois de l'école du Beau Séjour.

Le **président** d'assemblée charge le directeur général adjoint de vérifier ce dossier et d'apporter les corrections nécessaires.

La même conseillère insiste, par ailleurs, pour que la modénature des châssis soit conservée et que la porte soit réparée.

"Nous demanderons au collège communal d'être attentif à l'état de la porte d'entrée du Relais des artistes" conclut le **président** d'assemblée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les menuiseries extérieures du bâtiment du Relais des artistes à Mont-Saint-Aubert sont devenues très vétustes et que des économies d'énergie non négligeables pourraient être réalisées en les remplaçant;

Considérant que le nouveau type de menuiseries choisi respecterait les exigences thermiques, acoustiques et sécuritaires, et, par là même, augmenterait le confort des occupants;

Considérant qu'il y a donc lieu de procéder au remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment du Relais des artistes à Mont-Saint-Aubert, dont le coût est estimé à 13.200,00€ hors TVA, soit 15.972,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, §1er, 1°, a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment du Relais des artistes à Mont-Saint-Aubert, dont le coût est estimé à 13.200,00 € hors TVA, soit 15.972,00€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : un crédit de 16.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 124/724-60 (montant financé par fonds de réserve).

49. Service menuiserie. Acquisition d'outillage. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les machines actuelles du service menuiserie ne respectent plus les nouvelles normes de sécurité en vigueur depuis le 19 janvier 2015 selon l'avis du SIPP (service interne de protection et de prévention) et qu'il est impératif d'en acquérir des nouvelles (scie à panneaux et toupie à bois);

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 29.950,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 40.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 104/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'outillage destiné au service menuiserie pour un montant estimé à ± 29.950,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 40.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 104/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

50. Maulde. Centre culturel. Acquisition de matériel pour manifestations et festivités (tables et chaises). Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que des manifestations culturelles et des festivités se déroulent régulièrement au centre culturel de Maulde;

Considérant qu'afin d'éviter les nombreux déplacements du service des fêtes qui apporte le matériel à partir de Tournai, il serait très utile d'acquérir des tables et des chaises à laisser sur place;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 4.900,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 30.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 762/724-60 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel pour manifestations et festivités (tables et chaises) destiné au centre culturel de Maulde.

Article 2 : ce marché est estimé à ± 4.900,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté sur simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 30.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 762/724-60 (montant financé par fonds de réserve).

51. Maison de la culture. Acquisition de matériel de sonorisation. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de matériel de sonorisation destiné à la maison de la culture. Les événements (conférence, débat, remise de prix, spectacle,...) ne cessent d'augmenter et le nombre de micros sans fil est devenu insuffisant;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 14.600,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 15.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 762/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de sonorisation destiné à la maison de la culture pour un montant estimé à 14.600,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 15.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 762/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

52. Cimetières. Acquisition de groupes électrogènes. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'afin de permettre l'utilisation d'outillages électriques à n'importe quel endroit dans les cimetières, sans devoir recourir à l'emploi de rallonges, il est nécessaire d'acquérir des groupes électrogènes;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 8.200,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 18.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 878/744-51 (montant financé par fonds de réserve);
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de groupes électrogènes destinés aux cimetières de l'entité.

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 8.200,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 18.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 878/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

53. Service informatique. Logiciel de gestion des services techniques ATAL. Annexe à la convention cadre. Modification. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa délibération du 22 septembre 2014 approuvant les termes de la convention cadre de services avec l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) ainsi que les dispositions particulières relatives à l'acquisition du logiciel de gestion des services techniques ATAL;

Considérant que ces dispositions particulières ne prévoyaient pas un hébergement de l'application en mode SaaS (hébergement à distance);

Considérant que pour des raisons pratiques, le mode SaaS est préconisé par le service informatique et que ce système est actuellement utilisé pour l'hébergement de l'application ATAL;

Considérant qu'il convient dès lors de modifier les dispositions particulières 01 applicables au contrat IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu avec l'intercommunale IMIO pour l'acquisition du logiciel ATAL afin d'y intégrer l'hébergement de la solution en mode SaaS;

Considérant que ces modifications sont purement d'ordre technique et ne modifient pas le prix initial fixé pour l'acquisition du logiciel ATAL;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les dispositions particulières modifiées applicables au contrat IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 relatives à l'acquisition du logiciel de gestion des services techniques ATAL et dont les termes suivent :

"DISPOSITIONS PARTICULIERES 01 – LOGICIEL DE GESTION DES SERVICES TECHNIQUES ATAL & e-ATAL (mode SaaS)

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le 24 septembre 2014 entre la Ville de Tournai et IMIO.

Description de la mission/services confiés par le membre adhérent à IMIO :

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition de la solution de gestion des services techniques ATAL et e-ATAL en mode hébergé (SaaS) au membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les modules fournis sont : (voir annexe page 5)

- Pack A

Les services IMIO associés sont les suivants :

- L'audit organisationnel des services techniques.
- L'acquisition et l'implémentation de la solution (une étude spécifique et personnalisée des besoins).
- La configuration de la solution sur site et documentations.
- La formation :
 - Un accompagnement individualisé.
 - Un guide d'utilisation pour chaque outil.
 - Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux).
 - Des séances de formation.
- Le suivi du projet :
 - Un comité de pilotage, composé des ressources humaines affectées au projet par le pouvoir local et IMIO, se réunit régulièrement.
 - Une organisation périodique d'atelier d'utilisateurs permet des échanges et des remontées d'informations pour des bonnes pratiques, voire des évolutions du produit.
- Hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).

Prestations relatives à l'accompagnement de mise en œuvre (frais uniques) :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet
- collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre
- configurer et implémenter le produit.

Cet accompagnement est évalué à 20 jours maximum non cumulables. Toutes demandes de prestations complémentaires feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00€ hors TVA. Sont également à prendre en considération, au titre de prestations complémentaires, toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation (par exemple création d'une interface avec un autre logiciel, fonctionnalités propres au membre,...). Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de

- réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution
- fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

La maintenance et la mise à jour :

La maintenance couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils. La mise à jour couvre les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version des outils

La gestion de l'infrastructure d'hébergement (mode "Software as a Service") est réalisée par IMIO :

Les serveurs IMIO utilisés dans le cadre de l'hébergement des applications "IMIO" font l'objet d'un contrat entre l'intercommunale et un sous-traitant.

Ce contrat charge le sous-traitant des missions suivantes :

- hébergement du serveur et sa connexion au réseau internet
- gestion de la sécurité du serveur au niveau du software et du système d'exploitation
- tâches quotidiennes d'administration, d'audit du système, de backup

Taille maximale de l'espace disque alloué en GB : 10 GB

En cas de besoin d'espace complémentaire un devis sera fourni par IMIO

Nombre d'accès utilisateurs concourant aux serveurs :

20

En cas de besoin d'accès complémentaires un devis sera fourni par IMIO

Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric RASIC

Chef de projet : M. Régis LHEUREUX

Nom des représentants du membre adhérent :

Chef de projet : M. Nicolas DESABLIN

Correspondant informatique : M. Sébastien CASTIAUX

Durée de la mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

Prestations de mise en œuvre (frais uniques) : 37.489,15€ hors TVA

Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution : 13.243,23€ hors TVA

Prestations complémentaires :

Toutes demandes de prestations non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00€ hors TVA. Sont également à prendre en considération, au titre de prestations complémentaires, toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui

ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation, les formations organisées sur site ou dans nos locaux pour le pouvoir local. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention cadre ou description.

IPC de référence (2014) : 122,84.

Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons.

Le ...

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien."

54. Bibliothèque. Restauration d'un manuscrit médiéval du XIIIème siècle. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation d'un manuscrit médiéval du XIIIème siècle Ms 31 bis conservé 17 appartenant à la bibliothèque communale;

Considérant que ce manuscrit tournaisien est un psautier, dont la reliure recouverte de soie rouge à dessins est complètement cassée, les cahiers se désolidarisant les uns des autres;

Considérant que le montant de ce marché de services est estimé à ± 4.992,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^{er}f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès d'un seul prestataire de services (en raison de la spécificité technique du travail), à savoir la firme MINIMUM à Gent;

Considérant qu'un crédit de 6.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 767/749-98 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché de services ayant pour objet la restauration d'un manuscrit médiéval du XIIIème siècle Ms 31 bis conservé 17 destiné à la bibliothèque communale.

Article 2 : ce marché de services est estimé à ± 4.992,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, auprès d'un seul prestataire de services (en raison de la spécificité technique du travail), à savoir la firme MINIMUM à Gent, conformément à l'article 26 § 1er 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 6.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 767/749-98 (montant financé par fonds de réserve).

55. Bibliothèque. Partenariat avec l'ASBL maison de la culture. Promotion pour la fréquentation simultanée des deux institutions. Avantages octroyés aux adhérents. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la lettre conjointe, datée du 29 mai 2015, de Monsieur Philippe DEMAN, directeur de l'ASBL maison de la culture, et de Monsieur Jean-Paul GHELEYNS, directeur fffons de la bibliothèque, qui a été soumise au collège communal avec la proposition d'une nouvelle collaboration entre la bibliothèque et le centre culturel de Tournai, dans le cadre des nouveaux décrets de la fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant qu'il est proposé :

- d'octroyer une carte de réduction offrant dix prêts gratuits à la bibliothèque ou cinq prêts gratuits à la discothèque (soit un avantage de 3,00€) aux adhérents de l'ASBL maison de la culture en règle de cotisation;

- d'accorder, à titre de réciprocité, aux adhérents de la bibliothèque en règle de cotisation, une réduction identique sur deux spectacles de leur choix;

Considérant que ces dispositions pourraient entrer en vigueur en septembre 2016 (période prévue pour le démarrage des travaux de rénovation de la maison de la culture) et faire l'objet d'une campagne de promotion, notamment dans le programme de la nouvelle saison 2016-2017 de l'ASBL maison de la culture;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

l'octroi, par la bibliothèque, d'une carte de réduction offrant dix prêts gratuits à la bibliothèque ou cinq prêts gratuits à la discothèque (soit un avantage de 3,00€) aux adhérents de l'ASBL maison de la culture en règle de cotisation, et l'octroi à titre de réciprocité, aux adhérents de la bibliothèque en règle de cotisation, d'une réduction identique sur deux spectacles de leur choix, avec entrée en vigueur en septembre 2016.

56. Fabrique d'église Saint-Amand à Allain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 janvier 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 janvier 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain, arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 21 janvier 2016, réceptionnée en date du 21 janvier 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Allain au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : la délibération du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	24.466,19€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.084,13€
Recettes extraordinaires totales	6.502,64€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	6.502,64€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.102,98€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	19.981,32€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un déficit comptable du compte 2014 de	0,00€
Recettes totales	30.968,83€
Dépenses totales	23.084,30€
Résultat comptable	7.884,53€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Allain
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

57. Finances communales. Immeuble classé (7, rue de l'Hôpital Notre-Dame à Tournai). Travaux de restauration. Participation financière. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'immeuble sis 7 quai Notre-Dame à Tournai a été classé comme monument par arrêté royal du 21 avril 1982;

Considérant que les dispositions du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE), dont celles de l'article 125, précisent que pour autant que leur affectation soit déterminée, la région, la province et la commune intéressées interviennent dans les frais de restauration des biens classés selon les modalités prévues par le gouvernement;

Considérant que par courrier du 27 mai 2015, le service public de Wallonie (direction générale opérationnelle 4 - DGO4 - département du patrimoine, direction de la restauration) informait l'administration de son intervention dans le coût des travaux de restauration (menuiseries extérieures, corniches et pierres de façade) de cet immeuble et sollicitait de la Ville un taux d'intervention qui ne peut être inférieur à 1%;

Considérant qu'en séance du 17 juillet 2015, le collège communal a décidé de marquer son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, quant à l'intervention financière de la ville sur base des travaux projetés par les propriétaires, lesquels étaient évalués en première estimation à 241.416,38€ TVA et honoraires compris, et a fixé cette intervention à 1% sans pour autant dépasser le montant de 2.660,00€ TVA et honoraires compris;

Considérant que par arrêté ministériel du 3 novembre 2015, les parts d'intervention financière des pouvoirs publics et du maître d'ouvrage dans la dépense résultant de l'exécution des travaux ont été fixées comme suit:

- Région wallonne : 60%
- Ville de Tournai : 1% (limité à 2.660,00€)
- Province de Hainaut : à déterminer
- Maître d'ouvrage : solde;

Considérant que les crédits de l'ordre de 2.660,00€ seront prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 du présent exercice sous l'article 773/522-51;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, il appartient au conseil communal de marquer son accord quant à la participation financière de la ville dans le coût des travaux de restauration de la façade et de la toiture de l'immeuble situé 7 rue de l'Hôpital Notre-Dame à Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1°/ de marquer son accord quant à l'intervention financière de la ville dans le coût des travaux de restauration (menuiseries extérieures, corniches et pierres de façade) de l'immeuble sis 7 rue de l'Hôpital Notre-Dame à 7500 Tournai, cadastré 1ère division, section F, n° 304 telle que sollicitée par le service public de Wallonie sur base des travaux projetés, lesquels sont évalués en première estimation à 241.416,38€ TVA et honoraires compris. Le pourcentage de cette intervention financière sera de 1% sans pour autant dépasser 2.660,00€, TVA et honoraires de l'architecte compris, c'est-à-dire en tenant compte d'une majoration de 10% pour couvrir un éventuel surplus de la soumission ou des travaux imprévisibles ou éventuellement l'application de la formule de révision;

2°/ d'inscrire un crédit de 2.660,00€ en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2016 sous l'article 773/522-51.

58. Finances communales. Créations. Médecins assermentés. Honoraires 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu l'article 1232-24, §1er, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation qui prévoit, pour toute crémation, l'établissement d'un rapport d'un médecin commis par l'officier de l'état civil afin de vérifier les causes du décès;

Considérant que, depuis 20 ans, les docteurs Didier STEPHANY et Patrick LEFEBVRE, tous deux médecins légistes assermentés au niveau de l'arrondissement judiciaire de Tournai, constatent les causes de décès dans le cadre des crémations;

Considérant qu'en date du 29 mars 2012, l'officier de l'état civil a également désigné le docteur Isabelle TRIAILLE pour pallier les absences des médecins précités;

Considérant que les honoraires du médecin commis par l'officier de l'état civil sont à charge de la commune dans laquelle le défunt est domicilié (article 1232-24 §1er, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation);

Considérant que, compte tenu du nombre croissant de crémations (à l'exception de l'année 2013) et les sommes engagées ces 4 dernières années pour rétribuer les médecins désignés (14.436,71€ en 2011, 14.714,28€ en 2012, 6.525,46€ en 2013 et 15.000€ en 2014), il est souhaitable que le montant des honoraires pour l'année 2016 reste identique à celui prévu pour 2015, à savoir 35,00€ par prestation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03 février 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

pour l'année 2016, de fixer à 35,00€ par prestation, le montant des honoraires des médecins désignés pour constater les cause de décès dans le cadre des crémations.

59. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie VANDENBERGHE, à propos du suivi de l'échéancier de la mise à gabarit de l'Escaut établi avec Monsieur le Ministre Maxime PREVOT.

"Échéancier établi avec le Ministre PREVOT, quid du suivi ?

Lors du conseil communal du 25 janvier, vous nous informiez, Monsieur le Président, du contenu d'une réunion qui avait eu lieu, le jour même, avec Monsieur le Ministre PREVOT. Le but de cette réunion était de faire le point sur le dossier de mise à gabarit de l'Escaut en présence de Madame MARGHEM et de Monsieur DELANNOIS.

Dans votre rapport, vous nous avez détaillé le calendrier précis prévu pour les travaux et, plus particulièrement, des engagements budgétaires indispensables à leur réalisation.

Pour rappel : en 2016, engagement des travaux du Pont-à-Pont, en 2017, rénovation du quai Taille-Pierres, rive gauche, en 2018, travaux d'aménagement de la rive droite et en 2019, Pont des Trous et son périmètre immédiat.

Votre rapport précisait encore que les personnes présentes à cette réunion avaient marqué leur accord sur l'échéancier proposé (pour nous, en toute logique, un accord sur les engagements financiers relatifs à un projet sous-entend automatiquement un accord sur la réalisation de ce projet). Depuis, nous avons appris, de sources diverses, que des prises de position et actions émanant d'élus (et non des moindres) de la majorité semblent remettre en cause la belle unanimité sur le sujet perçue par le conseil en date du 25 janvier.

Au regard de tous ces éléments, pourriez-vous nous dire si le calendrier présenté dans le rapport précité fait toujours l'objet d'un soutien unanime au sein de la majorité et si cette même majorité, tout aussi unanime, s'engage à tout mettre en œuvre afin que l'échéancier défini puisse être respecté et appliqué sans accroc ?"

Monsieur l'Echevin **Robert DELVIGNE** répond en ces termes :

"Votre question a retenu notre meilleure attention.

Entretemps, en date du 17 février 2016, nous avons reçu un courrier du ministre Maxime PREVOT qui a d'ailleurs été joint à vos documents en communication.

Il en résulte qu'un accord a bien été trouvé au sujet de la problématique du Pont des Trous, à savoir :

- contact avec le bureau Greisch pour s'adjoindre les services d'un architecte additionnel (choisi hors arrondissement de Tournai);
- mise en place, d'ici fin février, par la Ville de Tournai d'un comité d'accompagnement en ce qui concerne le Pont des Trous, regroupant l'associatif, le technique et le politique;
- mise à disposition des nouvelles esquisses relatives au Pont des Trous réalisées avec l'appui de l'équipe élargie pour le 15 avril prochain;
- date butoir du choix final de l'esquisse par le comité d'accompagnement fixée au 30 juin prochain. Si à cette échéance, aucune décision unanime ou majoritaire quant à l'option à retenir n'a été prise, le ministre opérera la sélection finale du projet pour le Pont des Trous.

En ce qui concerne le calendrier prévu pour les travaux, il y a également eu consensus sur le phasage suivant :

- phase 1 (2016-2017) : modification du Pont-à-Pont et du quai Saint-Brice;
- phase 2 (2017-2018) : aménagement du quai Taille-Pierres (rive gauche) et halte nautique;
- phase 3 (2018-2019) : aménagement des quais du Luchet d'Antoing;
- phase 4 (2019-2020) : aménagement du quai Sakharov, modification du Pont des Trous et aménagement du Jardin de la Reine.

Nous vous confirmons notre volonté de respecter ce calendrier.

Par ailleurs, des citoyens, qui se sont manifestés non seulement dans le cadre de l'enquête publique mais également auprès des groupes politiques de ce conseil communal, exposent que le rayon de courbure tel que conçu dans le dossier de permis serait disproportionné selon eux par rapport à l'exigence de passage de bateaux de classe VA et pourrait laisser penser qu'en réalité, le dossier serait monté pour faire passer des bateaux de classe VB.

Raison pour laquelle lors de la réunion chez le ministre PREVOT, demande a été faite que celui-ci adresse à la Ville de Tournai un courrier dans lequel il compare de manière synoptique, afin de clairement les différencier, les travaux devant affecter le quai Saint-Brice à effectuer, d'une part, pour les bateaux de classe VA et, d'autre part, pour les bateaux de la classe VB.

Il s'agit du courrier dont question ci-dessus lequel expose :

«Quant aux bateaux de classe VB, l'explication est fournie dans le rapport ci-annexé et plus particulièrement au point 7 : dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transports fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit VA, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit VB. La trajectoire idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie pour le gabarit VA approche le mur de berge à moins de 2 mètres ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit VB, mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manœuvres. En résumé, cette considération très technique conduit à démontrer que le passage des bateaux de classe VB ne répond pas aux normes de navigation et est donc interdit ».

Le collège a pris connaissance de ce courrier en sa séance du 19 février 2016 et c'est le courrier et ses annexes qui sont joints au point en communication. Nous poursuivons le traitement du dossier dans les délais prévus.

Le collège a également pris la décision d'offrir à l'ensemble des membres du conseil communal, ainsi qu'à la population qui le souhaite, la possibilité d'entendre de manière complète et publique les deux thèses en présence lors d'un conseil communal extraordinaire qui se tiendra le 7 mars 2016. Il n'y

aura pas de vote lors de cette séance. L'objectif est bien de permettre aux conseillers d'obtenir les éclairages nécessaires à la prise de décision qui, quant à elle, interviendra très probablement lors du conseil communal d'avril.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, réplique comme suit :

"Je remercie Monsieur l'Echevin pour la réponse complète, bien plus complète que ma question, puisqu'elle aborde déjà une partie du sujet qui sera présenté lors du conseil communal du 7 mars. Et puisque Monsieur l'Echevin cite la lettre du ministre, je voudrais aussi lire une partie de cette lettre qui est assez rassurante. Le ministre rappelle ainsi que les divers ouvrages sur l'Escaut à proximité immédiate de Tournai, dont notamment les écluses de Kain et Hérinnes ainsi que le pont des roulages, ne permettent pas le passage des bateaux de classe VB. Il n'y a donc aucune crainte à avoir et le spectre d'une manoeuvre de coulisse de la part de la Région pour permettre le passage de bateaux de gabarit VB est totalement infondé. Je voulais lire cette partie, car si on lit la première partie, il faut aussi lire la totalité de l'avis du ministre. Je pense qu'un écrit de ministre a, quand même, une certaine valeur dont on peut tenir compte. Pour le reste, nous entendrons les différents avis lors du conseil communal du 7 mars 2016."

2) Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ, à propos du master plan global portant, d'une part, sur une amélioration qualitative du Mont-Saint-Aubert, une redynamisation touristique et sur l'intégration de la dimension riveraine et, d'autre part, sur l'élaboration de la charte de bons procédés.

"Quid de l'étude du master plan et de la charte de bons procédés?

Début 2015, la presse relatait des propos du cabinet de Monsieur DEMOTTE :

« Dans la foulée d'une étude de redynamisation de l'hôtel Floréal (dont je viens d'apprendre le subside de +de 220.000,00€ par le Ministre COLLIN pour le tourisme social phase 1) et de la plaine de jeux, l'étude d'un master plan global sera lancée d'ici un mois ou deux. Il portera sur une amélioration qualitative du Mont, sur une redynamisation touristique et sur l'intégration de la dimension riveraine. » Ceci figure dans le plan stratégique d'IDETA pour 2015.

Où en est-on

- dans l'étude de ce master plan ?
- dans l'élaboration de la charte de bons procédés que s'engageraient à respecter tous les organisateurs de manifestations sportives et qui prendrait en compte les intérêts des habitants du grand Tournai ? "

Madame l'Echevine **Ludivine DEDONDER** répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,

Chère Monique,

Dès 2012, le Mont-Saint-Aubert se trouvait au cœur du programme de politique générale.

Je vais citer, pour rappel, un extrait de la page 26 de notre programme de politique générale : « le site du Mont-Saint-Aubert, via le repositionnement de l'hôtel Floréal panoramique et de son parc, la valorisation touristique du sommet du Mont et le développement de nouvelles fonctions visant à l'attractivité du site ».

Nous le savons, en termes de marketing territorial, le Mont contribue à l'image de notre ville. Nous y sommes donc très attentifs. Nous avons d'ailleurs, il y a quelques minutes, approuvé les mode et conditions de passation du marché pour le remplacement des menuiseries extérieures du « Relais des Artistes ».

J'en arrive à votre interrogation sur le master plan. Je voudrais rappeler qu'en concertation avec la Ville, ce master plan a été initié par l'agence IDETA.

L'objectif était de nous permettre de disposer d'une vision cohérente et à long terme.

Pour réaliser ce master plan, IDETA a choisi l'agence AGUA qui a, notamment, travaillé au déploiement des outils touristiques de Durbuy. IDETA a réceptionné ce master plan début janvier.

Les grandes orientations sont les suivantes :

- requalification paysagère de l'espace public;
- gestion sécurisée et réorganisation des flux;
- intégration de la plaine de jeux à l'espace public. Pour cet aspect, le Ministre COLLIN vient d'octroyer un subside de 240.000,00€, ce qui correspond à 80% de l'investissement. La mise en œuvre est prévue en 2017;
- et la rénovation de l'hôtel «Panoramique».

Grâce à ce master plan, chaque partenaire (Floréal, IDETA, la Ville) dispose maintenant de sa feuille de route et pourra réaliser la part du programme qui lui incombe.

Le collège communal du 5 février dernier a chargé IDETA d'élaborer le dossier de candidature pour répondre à l'appel à projet lancé par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Une des mesures de ce programme est de soutenir les investissements de petites infrastructures touristiques en milieu rural. Le Gouvernement wallon devrait statuer au mieux avant les vacances d'été.

Nous espérons pouvoir bénéficier d'une enveloppe financière nous permettant de réaliser les aménagements nécessaires au Mont et nous ne doutons pas que vous nous soutiendrez dans cette démarche.

Dans l'hypothèse d'une décision (FEADER) favorable, nous aurons à élaborer un cahier des charges respectueux du master plan.

Entre-temps et dans le respect des engagements pris, nous travaillerons avec les riverains à l'élaboration de la charte de bons procédés que vous évoquez dans votre interpellation.

Je vous remercie pour votre question."

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, réplique comme suit :

"Je n'ai entendu que du positif. Donc, j'attends l'application. Ce profil figure effectivement dans le plan stratégique d'IDETA, mais je rappelle que d'autres personnes ont également participé à cette étude, dont les habitants. Je précise que la charte ne concerne pas que les riverains. Elle vise également tous les habitants du Grand Tournai."

Points complémentaires

82. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 25 janvier 2016 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 21 heures 26, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 7 mars 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Pour l'échevin délégué à la fonction maïorale
dans l'incapacité de signer, l'Echevine déléguée à
la signature,

Thierry LESPLINGART

Ludivine DEDONDER